

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME DE LA PRESSE
SOUS LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Lundi 25 Mai 1908, à 2 h. 1/2.

PAR

M. LANFRANCHI

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur.
LESEUR, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉGIME DE LA PRESSE
SOUS LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Lundi 25 Mai 1908, à 2 h. 1/2.

PAR

M. LANFRANCHI

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur.
LESEUR, professeur.



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor-Cousin, 11

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PRESSE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION.

Le journal, le plus puissant vulgarisateur des progrès et des connaissances humaines, cette encyclopédie du peuple ainsi que l'a qualifié un historien, est un fils de la Révolution.

En effet, depuis l'époque déjà lointaine où Théophraste Renaudot lançait la célèbre *Gazette de France*, en l'année 1631, pendant cette fin du XVII^e siècle, agitée par de si grands mouvements nationaux, pendant tout ce XVIII^e siècle, si rempli de discussions philosophiques et scientifiques, la presse resta presque stationnaire; le journal, bien qu'on ait voulu donner ce nom aux gazettes parues à l'imitation de celle de Renaudot, le journal n'exista point, au sens moderne du mot. Aucune régularité de dates ou de formes ne présidait à la publication de ces revues; nous disons revues, car c'est bien à ce genre d'écrits que correspondent les journaux de l'époque: un format très réduit, une pagination multiple, enfin un prix relativement élevé, surtout pour le temps, voilà les caractéristiques de ces gazettes et « cabinets. »

Tels sont les plus célèbres journaux des xvii^e et xviii^e siècles : la *Gazette de France*, de Renaudot, le *Courrier Français*, qui date de 1649 ; le *Journal des Savants*, dont les premiers numéros parurent en 1665 ; le *Mercur Galant*, né en 1672 et rebaptisé *Mercur de France* quelques années après. — Que d'autres encore dont il serait fastidieux autant qu'inutile de donner la liste.

Malgré cette floraison relativement nombreuse de feuilles publiques, il suffit de feuilleter les numéros parvenus jusqu'à nous pour se rendre compte de l'état tout à fait embryonnaire de cette presse. Pas d'informations d'intérêt général ; de nouvelles politiques, pas la moindre trace non plus : cela tenait à une prudence bien naturelle, puisque chaque imprimé ne pouvait paraître qu'avec l'approbation et privilège du roi, privilège toujours révocable suivant le bon plaisir du pouvoir.

Puis, par un privilège spécial assez singulier, la *Gazette de France* était le seul journal imprimé à Paris qui pût donner des nouvelles politiques. On peut croire qu'elle n'abusa jamais de ce monopole, et le plus souvent sa rubrique politique consiste en quelque mention sur la santé du roi, les chasses et déplacements de la cour. De temps en temps aussi, on y relève l'annonce laconique et sans aucuns commentaires, de la signature d'un traité, d'un combat, de l'affectation d'une charge ou d'un bénéfice à un personnage quelconque. Le tout, d'ailleurs, est de source très officieuse et même officielle.

On peut juger alors du contenu des feuilles à qui ce genre d'informations était interdit. Leurs colonnes sont remplies de madrigaux et d'épigrammes, de petits vers ou de longs poèmes, ou bien encore s'allongent en d'interminables discussions littéraires. Cette absence complète de presse d'informations n'a, d'ailleurs, pas dû priver beaucoup les contemporains. L'esprit public était inexistant alors, et les rares « curieux de politique », suivant l'expression d'un auteur de l'époque, avaient une ressource pour assouvir cette curiosité : les journaux français publiés en Hollande, et dont la grande vogue date de la révocation de l'Edit de Nantes.

Publiés à l'étranger, par conséquent très libres dans leurs appréciations sur les choses de France, rédigés souvent par des pamphlétaires ayant eu maille à partir avec le gouvernement français, et qui avaient jugé prudent de mettre la frontière entre eux et la police royale, ces journaux eurent un succès très grand ; ils contribuèrent certainement pour beaucoup à créer ce besoin d'informations, cette soif de discussions politiques que nous allons voir grandir au cours du XVIII^e siècle.

Cependant, leur prix élevé, augmenté encore par le coût du transport, et surtout les obstacles que le gouvernement mettait à leur introduction en France, les empêchèrent de se répandre dans le grand public. Ni la fameuse *Gazette de Hollande*, ni l'*Esprit des Cours*, ou les *Lettres historiques*, ne se piquaient d'ailleurs d'impartialité dans leurs appréciations ou d'exactitude

ans leurs renseignements. Dans plus d'une intrigue politique, ils furent l'arme dont se servirent ministres ou postulants ministres contre leurs rivaux. Certains d'entre eux obtinrent même, moyennant une certaine somme versée dans la caisse du ministère des affaires étrangères, que la police fermât les yeux sur leur passage à la frontière. Car si, en fait, une certaine liberté était tolérée, les malheureuses gazettes étaient soumises, en droit, à un régime terriblement restrictif.

Ni les ordonnances rendues par François I^{er}, en 1521 et 1536, interdisant l'impression et la vente de livres non approuvés, ni celles de Charles IX, en 1563, punissant cette infraction de la peine de mort et de Louis XIII, en 1629, qui ordonnait le dépôt préalable de deux exemplaires à la Sorbonne, n'avaient été abolies. — Ce fut, pendant une partie du xvii^e siècle, une compétition ardente entre la Sorbonne et la Faculté de Théologie pour l'exercice du droit de censure. Lutte à laquelle le chancelier Séguier ne put mettre fin en instituant « quatre censeurs royaux à six cents livres chacun » et qui nécessita, en 1741, la nomination d'un assez grand nombre de censeurs royaux à titre permanent. La Faculté de Théologie ne conservait son droit de censure que sur les livres traitant de questions religieuses seulement.

La dernière grande réglementation royale datait de 1761. Cette « ordonnance sur les délits par la voie des gazettes et des livres », maintenait le dépôt préalable et la censure et attribuait juridiction au Parlement sur les ouvrages séditieux. Cependant, malgré le peu de

sécurité et d'estime que comportait le métier de gazetier, de nouvelles feuilles se créaient pour répondre à la curiosité grandissante des esprits.

En 1704, Ch. Jordan, érudit et voyageur de mérite, éditait le *Journal de Verdun*, dans lequel il se proposait de donner « autant qu'il le pourrait, des pièces originales sur les affaires ecclésiastiques, civiles, politiques et militaires du temps ». Programme bien vaste, auquel la réalité ne répondait que de fort loin, mais qui valut au nouveau journal un grand succès. Ce succès suscita même les inquiétudes du gouvernement presque un demi-siècle plus tard ; puisqu'en 1776, le rédacteur en chef annonçait qu'il cessait la publication, « des ordres supérieurs le forçant à supprimer les nouvelles politiques. »

En 1772, Panckoucke, le célèbre libraire, qui dirigeait le *Mercure* et la *Gazette*, créait le *Journal historique et politique*, connu aussi sous le nom de *Journal de Genève*, et deux ans plus tard le *Journal de Bruxelles*. Le premier rédacteur en chef du *Journal de Bruxelles* fut le célèbre Linguet, ex-avocat, bien connu par ses démêlés retentissants avec le Barreau et que, dès 1776, Panckoucke dut remplacer, sur l'invitation du Garde des Sceaux Miromesnil. Ce fut le tranquille La Harpe, ennemi mortel de Linguet, qui lui succéda. L'année suivante Linguet faisait paraître les *Annales politiques, civiles et littéraires*, en collaboration avec Mallet du Pan.

Nous n'énumérons ici que les journaux les plus connus et paraissant avec le privilège. Il faudrait un

véritable dictionnaire pour énumérer les innombrables feuilles qui virent le jour dans les quelques années précédant 89 : journaux édités à l'étranger ou soi-disant tels, journaux manuscrits et nouvelles à la main qu'on se passait sous le manteau, pamphlets et libelles parlant de tout et de tous, journaux clandestins bravant en France et à Paris même les recherches de la Police, comme ces fameuses *Nouvelles ecclésiastiques*, organe du Jansénisme, qui parurent sans interruption de 1728 à 1793, malgré les poursuites acharnées des lieutenants de police ; comme ce *Courrier de l'Europe*, que Brissot de Warville fit paraître à Londres en 1776, et dont le gouvernement français ne parvint à se débarrasser qu'en en faisant un journal officieux au moyen de subsides.

Ce flot montant de publications, qui débordait la censure, passait à travers les mailles des règlements de librairie, la turbulence des nouveaux écrivains, leur audace à aborder des sujets purement politiques, tout cela était un symptôme de la fermentation générale des esprits, de ce besoin nouveau de savoir et de dire. La jeunesse instruite trouve les carrières libérales encombrées, les grades de l'armée lui sont interdits puisqu'il faut quatre quartiers de noblesse pour être officier, la perte des colonies ne lui permet plus d'aller au loin donner carrière à ses goûts aventureux et tenter fortune ; elle se jette dans la presse.

« Les gens de lettres, dit Mallet du Pan, dans ses « Mémoires, n'étaient plus une classe, c'était une multitude désordonnée et affamée. » Les uns, simples

pamphlétaires, ne demandent qu'à se laisser clore la bouche par l'octroi de quelque pension, d'autres, voyant plus haut et visant plus loin, rêvent transformations politiques et sociales. Tous virent, dans le journal, l'unique moyen d'exprimer leur critique du présent, leurs projets pour l'avenir.

La génération nouvelle a un esprit qui la différencie nettement des précédentes.

Formée à l'Ecole des Encyclopédistes, elle a conservé en grande partie cet esprit spéculatif et théorique qui caractérise presque tout le XVIII^e siècle, mais possède, en outre, des idées plus pratiques, et surtout plus critiques. Si elle rêve encore d'un idéal avec Rousseau et Campanella, elle étudie aussi les législations antiques avec Montesquieu et les phénomènes sociaux avec les économistes anglais.

Lorsqu'arriva le moment fatal de la crise qui devait bouleverser le corps social, lorsque la réunion des Etats Généraux fut enfin accordée par le Roi, le journal s'empara de toutes ces idées restées jusqu'alors des questions de philosophie et d'histoire : la presse politique était née.

DE L'OUVERTURE DES ETATS GENERAUX
AU 10 AOUT 1792, CHUTE DE
L'ANCIEN REGIME.

L'ouverture des Etats Généraux avait été fixée au 5 mai 1789, par ordonnance royale du 5 juillet 1788. Dans les quelques mois qui précédèrent cette réunion, alors que dans la France entière on procédait à des élections préparatoires, nous assistons à une floraison soudaine d'opuscules et de journaux. Les écrits des philosophes, trop abstraits ou trop volumineux pour être répandus d'une manière très générale, ne se trouvaient encore qu'e dans les bibliothèques des hommes instruits et aisés. Beaucoup d'écrivains ne dédaignèrent point de consigner dans des productions éphémères les vérités qu'un public frivole saisissait avec avidité. Une nuée d'écrits inonde tout à coup la France et les questions les plus ardues de droit public et constitutionnel passèrent rapidement dans toutes les bouches.

En dehors des journaux, il faut citer quelques-uns de ces ouvrages dans lesquels se faisait l'éducation politique de tout un pays. Dès 1778, un conseiller au

Parlement, Le Tellier, étudiait un système d'administration municipale élective. En 1787, Linguet faisait paraître une brochure intitulée : « l'impôt territorial et ses avantages. » Cet ouvrage obtint un succès énorme par ses violentes attaques contre les privilèges. En 1788, le comte de Mirabeau attaque directement la question de la liberté de la presse dans un ouvrage intitulé : « Sur la liberté de la presse, imité de l'Anglais de Milton », ouvrage qui commençait par ces mots : « C'est au moment où la nécessité des affaires, la méfiance de tous les corps, de tous les ordres, de toutes les provinces, la diversité des principes, des avis, des prétentions provoquent impérieusement le concours des lumières et le contrôle universel ; c'est dans ce moment que, par la plus scandaleuse des inconséquences on poursuit, au nom du monarque, la liberté de la presse plus sévèrement, avec une inquisition plus active, plus cauteleuse que ne l'a jamais osé le despotisme ministériel le plus effréné. »

Les assaillants se faisaient de plus en plus nombreux, de plus en plus hardis. C'est le pasteur Rabaud Saint-Etienne, futur député, qui publie les intérêts du Tiers-Etat, en 1788, puis une adresse : « A la nation française, sur les vices de son gouvernement, sur la nécessité d'établir une constitution et sur la correspondance des Etats Généraux ». C'est « l'avis au Tiers-Etat », du comte de Beauvau. « La philosophie au peuple français », par Desmoulins, avec cet appel à la révolte : « Il est temps que vous leviez la

tête, il faut que vous résistiez jusqu'à ce que vous soyez sûrs du triomphe ». C'est la brochure de Sieyès : « Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? ». Ce sont aussi et surtout des périodiques, des journaux.

En 1785, nous trouvons un recueil intitulé : « Ma correspondance », qui ne craint pas de publier sur l'affaire du collier une série d'articles documentés jusqu'à l'audace, publication d'ailleurs clandestine et qui s'abstient de donner son adresse à ses abonnés.

En 1785 également, le *Journal général de l'Europe*, jusqu'alors publié à l'étranger, franchit la frontière et vient à Paris faire pièce à la *Gazette de France*, malgré son monopole. Deux ans plus tard, en 1789, apparaît le *Hérault de la Nation*, qui, dès les premiers jours de la réunion des Etats-Généraux, prend un ton fort violent et se pose en porte-parole d'un club de patriotes ; à la même époque également, la *Sentinelle du peuple*, de Louvet, attaque avec furie noblesse et clergé. Notons enfin, plus à cause du nom de ses auteurs que de son influence sur le public : le *Moniteur*, de Condorcet et Brissot.

« La Révolution, dit Louis Blanc, ayant apporté
« avec elle le journalisme, il y eut, dans l'espace de
« quelques mois, une éruption sans exemple de feuil-
« les mensuelles, hebdomadaires, quotidiennes, roya-
« listes ou populaires, élégiaques ou satiriques, rete-
« nues ou effrénées, distillant le poison ou distri-
« buant l'injure, semant l'erreur, servant les calom-
« nies, proclamant la vérité, donnant un écho à toutes
« les passions, faisant tomber un éclair sur toutes les

« idées... Le journalisme était bien véritablement un « pouvoir nouveau » (1).

Pouvoir nouveau, en effet, et terriblement puissant. Le journal « sorti tout armé du cerveau de la Révolution » est un drapeau qui parle et toute cause arbore le sien.

La concurrence est acharnée entre ces innombrables feuilles, concurrence de vente et d'influence; journaux qui se vendent et journaux qui se donnent, journaux que l'on affiche au coin des rues et journaux qui se chantent dans les carrefours. Qu'on se figure la foule des proclamateurs, ancêtres de nos modernes camelots, qui au petit jour, « sont déjà là, dans « cette étroite rue Percée, à la porte du libraire Che-
« valier, serrés et frissonnants; les mendiants ambu-
« lants que la charité ne nourrit plus, les femmes et
« les Filles sans condition, les laquais supprimés, les
« manœuvres sans ouvrage, les gagne-deniers sans
« occupations, de Paris et des alentours; ils sont là,
« attendant la grande distribution du journalisme » (2). C'est une véritable armée qui encombre les rues et les places, hurle aux oreilles des passants, non seulement le titre du journal, mais encore de véritables boniments et contre laquelle la municipalité dut maintes fois sévir. Au Palais-Royal, nouveau forum, dans les cafés, dans les clubs créés à l'imitation de l'Amérique, sur les places publiques même, on s'arrachait ces

(1) Louis Blanc, *Histoire de la Révolution*.

(2) De Goncourt, *Histoire de la Société française sous la Révolution*.

feuilles éphémères où s'étaient toutes les opinions et toutes les espérances, les idées les plus sages et les haines les plus folles. Dans l'arène qui leur était ouverte, Mirabeau et Barrère, Brissot et Fréron, Camille Desmoulins, Robespierre, Marat, Babœuf, Hébert, que d'autres encore, Chénier, Condorcet, Louvet, pour ne citer que les plus connus, se précipitèrent comme des écoliers échappés à l'antique férule et que leur liberté nouvelle enivrait. Le Gouvernement avait dû capituler devant ce mouvement général, cette expansion si soudaine et si violente. Aux premières attaques un peu vives, il avait bien essayé de réagir de tout le pouvoir que lui conférait la réglementation de la librairie; c'est ainsi que Mirabeau, déjà connu par son « Appel à la Nation provençale », 1788, et par une brochure parue le 8 janvier 1789, et intitulée: « L'innovation utile ou la nécessité de détruire les Parlements », s'attira les foudres ministérielles par la publication de ses *Etats Généraux*.

Le 6 mai, le Conseil d'Etat du Roi avait pris l'arrêt suivant sur la vente des livres et journaux:

« Le Roi, étant informé qu'on distribue dans le public plusieurs prospectus d'ouvrages périodiques pour lesquels il n'a été accordé aucune permission, a résolu de réprimer un abus aussi contraire au bon ordre qu'aux règlements de la librairie, dont Sa Majesté entend maintenir l'exécution jusqu'à ce que, d'après les observations qui lui seront présentées par les Etats Généraux, elle ait fait connaître ses intentions sur les modifications dont ces règlements peu-

vent être susceptibles. A quoi, voulant pouvoir, ouï le rapport, le Roi étant en son conseil de l'avis de M. le Garde des Sceaux, a ordonné et ordonne que les réglemens rendus sur la police de la librairie seront exécutés selon leur forme et teneur jusqu'à ce que, par Sa Majesté, il en ait été autrement ordonné, fait en conséquence, Sa Majesté, très expresses inhibitions et défenses à tous imprimeurs, libraires ou autres, d'imprimer, publier ou distribuer aucun prospectus, journal ou autre feuille périodique, sous quelque dénomination que ce soit, à moins qu'ils n'aient obtenu une permission expresse de Sa Majesté; défend pareillement, Sa Majesté à tous imprimeurs et libraires de recevoir aucunes souscriptions pour les dits ouvrages périodiques publiés sans permission, sous peine d'interdiction de leur état et même de plus grande peine, s'il y échet. »

Comme, malgré cet arrêté le premier numéro des *Etats-Généraux* continuait à être vendu partout, le lendemain parut un nouvel arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui supprimait le numéro 1^{er} d'une feuille périodique ayant pour titre *Etats Généraux* et faisait défense d'en publier la suite.

« Le Roi, par son arrêt du 6 de ce mois, en ordonnant l'exécution des réglemens de la librairie, a défendu l'impression, publication et distribution de prospectus, journaux et autres feuilles périodiques qui ne seraient pas revêtus de sa permission expresse, mais Sa Majesté étant informée qu'on a osé répandre dans le public, en vertu d'une souscription ouverte

sans aucune autorisation et sous la forme d'un ouvrage périodique, un imprimé portant n° 1 et ayant pour titre « Etats Généraux », daté de Versailles, du 2 mai 1789, commençant par ces mots : « Avant de parler de la cérémonie », et finissant par ceux-ci : « le simple récit exige trop de place », dont la souscription est annoncée chez Lejay fils, libraire à Paris, a cru devoir marquer particulièrement son improbation sur un écrit aussi condamnable au fond, qu'il est reprehensible dans sa forme. A quoi voulant pouvoir, ouï le rapport et tout considéré, le Roi étant en son conseil, de l'avis de M. le Garde des Sceaux, a supprimé et supprime le dit imprimé comme injurieux et portant avec lui, sous l'apparence de la liberté, tous les caractères de la licence, défend à tous, imprimeurs, libraires, colporteurs et autres, de vendre, publier ou distribuer le dit imprimé, sous peine d'interdiction de leur état. Ordonne, Sa Majesté, à toutes personnes qui pourraient en avoir des exemplaires de les porter au greffe du Conseil pour y être supprimés. Fait, Sa Majesté, très-expresse inhibition et défense, sous peine d'interdiction et même de plus grande peine s'il y échet, au nommé Lejay fils, libraire à Paris et à tous imprimeurs, libraires et autres de recevoir aucune souscription pour la dite feuille périodique, comme aussi d'imprimer, publier ou distribuer aucun numéro qui pourrait en être la suite. »

Ces deux arrêts soulevèrent, dès qu'ils furent connus, une émotion générale. Le 8 mai, Target, qui était fort lié avec Mirabeau, dénonça l'arrêt contre les

Etats Généraux à l'assemblée des Electeurs du Tiers-Etat de Paris. L'assemblée prit aussitôt un arrêté pour réclamer contre ce qu'elle qualifiait « un acte arbitraire » et rédigea un vote en faveur de « la liberté « provisoire de la presse et notamment celle d'imprimer tous journaux et feuilles périodiques contenant « jour par jour les actes et délibérations des Etats « Généraux ».

Mirabeau, furieux du préjudice matériel et moral que lui causait cette interdiction, avait riposté vigoureusement ; dans une *Lettre à mes commettants*, il protesta avec véhémence contre « ce crime public », ce « scandale », et, se faisant le champion de la liberté de la presse « demandée par vingt-cinq millions de voix », il déclarait continuer la publication des *Etats Généraux*. Cependant, pour éviter une confiscation, le titre de *Journal des Etats Généraux* fut changé en celui de *Lettre à mes commettants*. Il parut 19 lettres, jusqu'au 14 juillet 1789, toutes entièrement rédigées par Mirabeau. Au lendemain de la prise de la Bastille, leur succédait le vingtième numéro du *Courrier de Provence*, annoncé par un prospectus où Mirabeau déclarait que « les proscriptionnaires, les Syllas de la « pensée n'étant plus à craindre aujourd'hui, il rendait ce journal à ses collaborateurs ».

En effet, par faiblesse ou par impuissance, le Gouvernement avait cédé. Le 19 mai 1789, le Garde des Sceaux fit écrire aux journalistes que « le Roi trouvait bon que les feuilles périodiques et les journaux rendissent compte de ce qui se passait aux Etats Géné-

raux, mais sans se permettre aucune réflexion ni aucun commentaire » (1). C'était accorder trop ou trop peu. Il était fatal, en effet, que la presse, forte de cette demi-autorisation, ne s'en contentât point et dépassât les bornes trop étroites qu'on lui assignait. Cette tentative avortée de répression avait montré toute la faiblesse du Gouvernement. C'était un encouragement à toutes les audaces. Le 6 mai, lendemain des ouvertures des Etats, paraît le *Journal des Etats Généraux*, le 19 juin, Barère lance le *Point du Jour*, le 27, Brissot fait paraître le *Patriote Français* avec cette devise : « Une gazette libre est une sentinelle avancée qui veille sans cesse pour le peuple ». Le 5 juillet voit l'apparition du *Courrier de Versailles*, dirigé par Gorsas ; une semaine après, le 12, Proudhomme et Soustalot créent les *Révolutions de Paris*, qui portent cette épigraphe menaçante : « Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux, levons-nous », et eurent en quelques semaines deux cent mille lecteurs.

Pour se rendre compte de cette production intense, il faudrait, parmi les centaines de journaux que la Révolution vit naître et mourir, essayer de faire un classement politique sommaire, qui permettrait de saisir l'ensemble de l'opinion publique et de comprendre l'attitude du pouvoir et de l'Assemblée nationale vis-à-vis de la Presse. En effet, pendant cette période, qui va de 1789 au 10 août 1792, la presse jouit d'une

(1) *Moniteur*.

liberté illimitée; pendant cette période qui marque la disparition de l'ancien régime et l'organisation de la nouvelle société, son action n'est enrayée par aucun frein légal; nul ne peut ou ne veut se servir des quelques moyens de résistance que la loi donne aux organisations judiciaires ou législatives. Toutes les idées, toutes les opinions peuvent se produire, chaque parti chaque politicien a son ou ses journaux et nous retrouvons dans la presse les partis qui divisaient l'Assemblée nationale et allaient bientôt séparer la France en deux camps ennemis. Le parti modéré, qu'on pourrait désigner sous le nom de parti monarchique-constitutionnel et dont les chefs à l'Assemblée étaient Mounier, Clermont-Tonnerre, Malouet, n'eut jamais à cette époque de passions extrêmes, ni grande influence sur le pays, ni de vigoureux défenseurs dans la presse. On peut citer le *Mercur de France*, rédigé par Mallet du Pan, et dont le dernier numéro parut le 10 août 1792, le *Modérateur*, de Fontanes, le *Journal de la Société de 1789*, rédigé par Dupont de Nemours et Chénier, feuilles dont l'existence fut d'ailleurs éphémère et qui disparurent presque toutes au 10 août. Car c'est après le retour de Varennes seulement, que se formera un parti républicain se séparant des monarchistes constitutionnels.

Les journaux avancés ou journaux patriotes, fort nombreux, sont divisés par des nuances politiques, parfois assez tranchées, mais un grand nombre d'entre eux, ayant souvent varié, il est assez difficile de les classer d'une manière précise. Ils évoluent de l'un

à l'autre des deux grands partis, qui vont s'affirmer de plus en plus dans la gauche de l'Assemblée législative : la Gironde et la Montagne (1). Dans les rangs de la presse girondine combattront Brissot, Carra, Gorsas, Condorcet, alors que Marat, Barrère, Robespierre seront les rédacteurs les plus écoutés des feuilles de la Montagne. Un trait commun aux journaux patriotes, c'est l'ensemble vraiment remarquable avec lequel ils attaquèrent la majorité de l'assemblée au sujet du veto, des mesures d'ordre qu'elle fit prendre et du vote des articles constitutionnels.

Alors que la Constituante s'orientera de plus en plus vers la monarchie constitutionnelle, à l'imitation du régime anglais, on verra les attaques de l'*Ami du peuple*, des *Révolutionns de France et de Brabant*, de l'*Orateur du peuple*, se préciser, devenir de plus en plus violentes et accueillir par des applaudissements la séparation de l'Assemblée constituante.

Plus libres dans leurs journaux que les députés à la tribune, les journalistes ouvrent, en général, le chemin aux députés, entravés par leur dignité de législateurs, par des raisons de politique ou de parti. L'action de la presse révolutionnaire se fait tous les jours plus directe et plus puissante, surtout sous la Législative, alors que les clubs, plus nombreux et plus actifs que jamais, exercent sur l'Assemblée une véritable dictature. Nous avons, dans cette pléiade si nombreuse, déjà cité quelques-uns des journaux les plus connus,

(1) Voir la bibliographie générale de Deschiens.

comme le *Point du Jour*, de Barrère, disparu dès 1791, et le *Courrier*, de Gorsas, qui cessa en 1793. Notons encore : le *Patriote Français*, de Brissot, 1790-1793 ; *La Bouche de fer*, rédigée par l'abbé Fauchet, 1790-1791 ; les *Annales Patriotiques*, de Carra et Mercier ; la *Sentinelle*, de Louvet, subventionnée par Roland durant son ministère et qui est le premier type du journal affiche ; l'*Orateur du Peuple*, par Fréron ; le *Journal des Débats et Décrets*, rédigé par Barrère et Louvet, et qui est le lointain ancêtre du *Journal des Débats* actuel. — Il faut citer aussi les *Révolutions de France et de Brabant*, où Camille Desmoulins, de 1789 à 1791, répandra sa verve et son esprit, s'élevant parfois jusqu'à la véritable éloquence politique.

Le club des Jacobins aura pour porte-paroles le *Journal des Amis de la Constitution*, 1791, et Robespierre, en 1792, dirigera le *Défenseur de la Constitution*. C'est en 1791 également que le célèbre *Père Duchêne*, le journal d'Hébert, commence à faire partager à la foule ses grandes colères, ses grandes fureurs, ses grandes joies. Enfin, n'oublions pas le *Publiciste parisien* ou l'*Ami du peuple*, le terrible journal de Marat.

A cette armée de plumes aiguisées contre elle, la cause monarchique put dès le mois de septembre 1789 opposer de nombreux et ardents défenseurs, qui ne le cédaient à leurs adversaires ni en esprit, ni en violence. Si l'*Ami du Peuple* demande qu'on accroche les aristocrates à la lanterne, l'*Ami du Roi*, de Royan, réclame des cordes à chaque reverbère pour y pendre

les Patriotes. Défenseurs de l'idée d'autorité, les écrivains royalistes se soumièrent de bonne grâce à la direction des chefs parlementaires et de la cour, dont ils tiraient d'ailleurs la plus grande partie de leurs ressources, et si, malgré l'esprit, le courage et le talent très réel de beaucoup d'entre eux, ils n'eurent jamais grande influence sur les masses, c'est que ces chefs eux-mêmes ne surent pas employer les ressources qu'ils avaient sous la main. Ne voulant rien abandonner du passé, ils ne surent rien admettre des idées nouvelles et les combattirent âprement dans la personne de leurs représentants à l'Assemblée.

La discussion ne s'élève que rarement à la hauteur de véritables débats politiques. Prenons le plus connu de ces journaux royalistes, les *Actes des Apôtres*, qui parurent de 1789 au mois d'octobre 1791, et qui sont peut-être la feuille la plus spirituelle de l'époque. Bergasse, de Montlosier, le vicomte de Lauraguais, Rivarol, Mirabeau l'Aîné, en sont les principaux rédacteurs. Si les articles de fond sur le nouveau droit constitutionnel, sur la marche des événements y sont rares, par contre, les bons mots et les épigrammes y abondent. — A un journal patriote qui proclame Mirabeau le flambeau de la Provence, il répondra que Robespierre est la chandelle d'Arras; voilà sa politique. A côté de lui, nous pouvons placer le *Journal général de la Cour et de la Ville* (de 1789 au 10 août 1792), plus connu sous le nom du *Petit Gauthier*, l'*Ami du Roi*, qui paraissait depuis 1790 et dont le dernier numéro date du 4 mai 1792, la *Gazette de Paris* (de

1789 au 10 août 1792), la *Feuille du jour*, le *Journal de Suleau*, 1791-1792, le *Chant du Coq*, journal affiche, qui livre des batailles homériques à la *Sentinelle* de Louvet sur tous les murs de Paris.

Devant des attaques aussi violentes et en présence des excès commis aussi bien par des amis imprudents que par des ennemis passionnés, le Gouvernement avait dû abdiquer toute velléité de résistance. Mirabeau, nous l'avons vu, avait enlevé de haute lutte la liberté du journal, et dès le 14 juillet 1789, la censure n'existait plus. On ne l'avait pas supprimée, comme une institution qui n'a plus de raison d'être, elle avait disparu. C'est qu'en effet, la liberté de la presse était un des vœux les plus généralement manifesté dans les cahiers des Etats Généraux sans qu'aucun d'eux spécifiât d'ailleurs à quel régime on la soumettrait. Le Parlement de Paris, lui-même, dans un arrêté, avait qualifié de droit naturel la liberté d'écrire. — La municipalité de Paris eut la première l'énergie de réagir, autant qu'il était en son pouvoir, contre les abus causés par la presse.

Par ordonnance royale du 15 avril 1789, la capitale avait été divisée en soixante districts, en vue des élections. Celles-ci ne se trouvaient pas encore terminées au moment de la réunion des Etats Généraux, et lorsque le renvoi de Necker, le 11 juillet, eût provoqué dans Paris les troubles qui amenèrent la prise de la Bastille, l'Assemblée des électeurs établit à l'hôtel de ville un comité permanent ; c'était le 13 juillet 1789 ;

le 15 la municipalité régulière entrait en fonctions et Bailly était nommé maire de Paris.

Nous n'avons pas à étudier les vicissitudes par lesquelles passa l'administration de Paris à cette époque. Il suffit de rappeler qu'à partir du 8 octobre 1789, le Conseil de Ville, par ses soixante membres chargés d'exécuter les décisions de l'Assemblée générale des 300 représentants de la commune, a en mains ce qu'on pourrait qualifier de pouvoir exécutif municipal.

A côté de lui, se trouve le conseil de Ville, composé du Maire et de 20 membres, chargé de coordonner la marche des différents services de la ville, ainsi que le procureur syndic, dont les fonctions consistent à assurer l'exécution des décisions de la municipalité, en même temps qu'il remplit le rôle de ministère public devant le tribunal municipal.

Les districts deviennent alors, non plus des circonscriptions électorales, mais de véritables corps administratifs, ayant des attributions de police exercées par leurs commissaires de police.

Deux lois, des 21 mai et 27 juin 1790, modifiaient cette organisation. Paris se trouvait divisé en quarante-huit sections et les pouvoirs de police municipale sont attribués tant au procureur de la commune et à ses deux substituts, qu'aux commissaires de sections. La nouvelle municipalité entra en fonctions le 9 octobre 1790.

Il est peu d'historiens de la Révolution qui n'aient critiqué ce pouvoir municipal si fortement constitué, placé en face d'un pouvoir central, déjà ébranlé par

les émeutes et désarmé par la phase de transformation et d'élaboration que subissait tout le corps social.

L'Assemblée départementale se trouve elle-même annihilée; son seul acte d'autorité sera la suspension du maire Pethion, le 6 juillet 1792. Mais la loi des 25 et 26 juillet 1792, augmentait encore les pouvoirs de la commune en rendant les sections permanentes. Une semaine après, c'était le 10 août, la chute de la royauté, l'envahissement de l'Hôtel de Ville par les commissaires de section.

Bailly, dès les premiers jours de son administration, comprit la nécessité de lutter contre les excitations au désordre d'une presse plus ou moins clandestine. A sa demande et par une interprétation un peu large de ses pouvoirs de police, la municipalité de Paris prenait, dès le 24 juillet 1789, un arrêté déclarant que *« les colporteurs d'imprimés calomnieux propres à produire une fermentation dangereuse et publiés sans nom d'imprimeurs, seraient conduits en prison, que les imprimeurs qui donneront cours à de pareils imprimés sans pouvoir d'auteurs ayant une existence connue, en seront rendus responsables »*. Il eût fallu, pour appliquer cet arrêté, savoir quels étaient ces imprimés calomnieux et dangereux, en dresser une liste; c'était une tâche que la municipalité n'avait ni le pouvoir, ni le droit d'assumer. Et pour exercer des poursuites contre les imprimeurs mettant en circulation des périodiques sans nom d'auteurs, il eût fallu également des moyens de contrôle qu'elle ne possédait pas. Cette disposition demeura sans aucun effet. Aussi

quelques jours après, le 2 août 1789, un nouvel arrêté venait faire défense « de publier aucun écrit qui ne porterait pas le nom d'un imprimeur ou d'un libraire et dont un exemplaire parafé n'aurait point été déposé à la chambre syndicale ». Il était défendu aussi à l'Administration des Postes de se charger du transport d'aucun imprimé, à moins qu'il n'ait été revêtu du visa et de l'autorisation du Comité de police de la municipalité.

Cet arrêté constituait manifestement un excès de pouvoir ; seuls les troubles qui bouleversaient Paris pouvaient le légitimer. Aussi, dès le lendemain, le district de l'Oratoire réclamait-il contre « cette atteinte « frappante à la liberté de la presse » et Loustalot l'attaquait violemment dans le quatrième numéro des *Révolutions de Paris*.

Bailly, sous l'inspiration duquel avaient été prises ces mesures, fit remarquer à la délégation de ce district « que si la liberté de la presse consiste à im-
« primer tout ce qu'on veut, la sûreté publique exige
« que l'auteur en réponde ; il faut donc que son nom
« soit connu. L'obligation de mettre son nom ne suf-
« firait pas, car on peut prendre un faux nom, un nom
« n'est pas toujours connu, on ne saurait où trouver
« l'auteur. On demande le nom d'un libraire ou im-
« primeur, parce que c'est un homme, un répondant
« qu'on sait où trouver. Mais il n'est pas censeur, il
« ne répond que d'une chose : c'est d'avoir entre les
« mains le manuscrit de l'auteur et de pouvoir l'indi-
« quer ».

C'était là de sages paroles, mais bien que quelques journaux, et notamment le journal de Marat, se fussent soumis à cette autorisation du comité de police, la majorité dut continuer à l'ignorer, puisqu'un mois après, le 1^{er} septembre, l'Assemblée des représentants de la commune de Paris, « *considérant que la liberté de la presse ne doit pas être confondue avec la liberté de la proclamation; que celle que se permettent les colporteurs, trompant la crédulité du peuple, multiplie les fausses nouvelles et ne laisse à ceux qu'ils ont trompés que l'erreur et les regrets* », interdisait « *de colporter et crier dans Paris aucun écrit autre que ceux émanés de l'autorité publique; ordonnait que les proclamateurs de tous autres écrits ou brochures seraient regardés comme perturbateurs du repos public* ». Elle terminait en invitant tous les districts à réprimer les abus que faisait naître cette licence.

Cet arrêté, que la municipalité de Lyon rééditait quelques mois après, ne fut guère observé sans doute, puisque le 28 septembre, le comité de police mandait Marat devant lui et devant son refus de comparaître le dénonçait au Procureur du Roi; puisque le 3 octobre, une nouvelle décision reproduisait à nouveau la défense de colporter et crier les journaux dans les rues. De guerre lasse et voyant ces arrêtés successifs rester sans effet, la Commune décidait, en décembre 1789, de limiter à trois cents le nombre des colporteurs, les obligeant à être commissionnés et à porter une plaque.

Quelque temps après, le 15 janvier 1790, à la suite

d'une violente campagne menée par Marat contre les juges du Châtelet, elle demandait que des poursuites énergiques fussent exercées contre certains journaux, dans les termes suivants : « *L'Assemblée, considérant... que c'est en vain que nous espérons jouir de la liberté sous l'empire des lois, si l'on ne s'empresse pas de réprimer la licence effrénée avec laquelle quelques feuilles périodiques et notamment celle intitulée l'Ami du Peuple, se déchaînent contre les citoyens les plus respectables, contre un tribunal et des magistrats justement honorés de la confiance nationale et du public..., considérant que la liberté salubre de la presse n'est pas l'abus dangereux de calomnier impunément; que chez le peuple jusqu'à présent le plus libre de l'Europe, l'Angleterre, les auteurs et les imprimeurs sont responsables des ouvrages qu'ils répandent dans le public; que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, décrétée par l'Assemblée nationale est bien loin d'autoriser ces écrits qui ne respirent que la sédition, la révolte et la calomnie... a arrêté, qu'il serait ordonné au procureur syndic de la commune de dénoncer par devant le Tribunal, qui doit en connaître les feuilles d'un écrit intitulé l'Ami du Peuple, par M. Marat, et nommément le n° 83 et de suivre, avec toute l'activité possible l'effet de cette dénonciation* ». Cette demande devait rester sans résultat effectif.

Le Tribunal du Châtelet, saisi par le Procureur général syndic, décréta bien Marat de prise de corps, mais lorsqu'on voulut arrêter ce dernier, le comité civil du district des Cordeliers se réunit d'urgence pour

s'opposer à l'exécution du décret. Devant la menace de troubles sanglants, la justice s'inclina et Marat put continuer en toute tranquillité à publier son *Ami du Peuple*.

Une des premières préoccupations de l'Assemblée avait été d'assurer un régime libéral à la presse. Dès le mois d'août 1789, le 24 exactement, l'Assemblée nationale avait voté le principe de la liberté. Bien que la plupart des cahiers remis par les électeurs aux députés réclamassent la liberté de la presse, aucun d'eux ne précisait quelle législation serait désirable pour arriver à ce but. Ce fut donc en toute liberté d'action que l'Assemblée put étudier le problème et essayer de le résoudre.

Deux systèmes se présentaient à l'esprit des législateurs. L'un, que l'on peut qualifier de régime préventif, composé d'un ensemble de mesures destinées à réglementer l'impression et la publication et complété par l'organisation d'une censure; c'était, en somme, conserver l'ancien ordre de chose établi par les ordonnances sur la librairie, mais modifié et régularisé par des garanties légales données aux auteurs et imprimeurs. L'autre, le régime répressif, est celui adopté par la plupart des législations modernes.

En principe, la liberté d'écrire et d'imprimer est absolue, mais la loi en énumérant les délits commis par la voie de la presse et les peines s'y afférant, permet de réprimer les excès auxquels pourrait aboutir cette liberté absolue.

L'opinion publique se sentait attirée plutôt vers

cette seconde méthode, qui s'écartait davantage de la législation ancienne et semblait offrir plus de garanties par la nécessité des débats qui en sont le complément.

Le 24 août 1789, le rapporteur du sixième bureau, chargé d'élaborer la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, soumettait à l'Assemblée constituante un article XIX ainsi conçu : « La libre communication
« des pensées étant un droit du citoyen, elle ne doit
« être restreinte qu'autant qu'elle nuit aux droits
« d'autrui ».

Cette lecture suscita une vive discussion. Après diverses modifications de texte proposées successivement par les ducs de Levis et de La Rochefoucauld, Rabaud Saint-Etienne plaça la question sur son véritable terrain. Le principe de la liberté de la presse étant accordé, restait à savoir si l'on aurait recours à une réglementation restrictive en même temps que préventive, ou bien, au contraire, si, cette liberté étant complète, on en châtierait les excès par un ensemble de lois répressives. « Ce serait, dit-il, manquer à nos
« mandats que de ne pas assumer la liberté de la
« presse. Cependant, il faut le dire, la liberté de la
« presse n'est pas sans inconvénient. Mais, faut-il
« aussi, pour cette raison, rétrécir une liberté que
« l'homme ne tient pas de lui-même ? Placer à côté de
« la liberté de la presse, les bornes que l'on voudrait
« y mettre, ce serait faire une déclaration des devoirs
« au lieu d'une déclaration des droits... »

C'était conclure, en fait, à la suppression de toute

censure. Barrère renchérit encore en s'écriant que la liberté publique ne pouvait être réprimée, ajoutant, il est vrai, « sauf à répondre des abus de cette liberté », et Robespierre conclut que « le despotisme seul a imaginé des restrictions, que la liberté de la presse est une partie inséparable de celle de communiquer ses pensées ».

Ce que ces divers orateurs combattaient avec tant de fougue, c'était surtout l'esprit qui semblait avoir présidé à la rédaction de l'article XIX. En disant « la liberté de communication des pensées ne doit être restreinte qu'autant qu'elle nuit aux droits d'autrui », le sixième bureau paraissait incliner pour le système restrictif et préventif, c'est-à-dire la censure. Aussi, après deux nouveaux amendements proposés par les évêques d'Amiens et de Dijon, Mirabeau monta-t-il à la tribune et au mot restreindre, de la rédaction primitive, proposa de substituer le mot réprimer ». « On « vous laisse une écriture pour écrire une lettre calomnieuse, une presse pour un libelle, il faut que vous « soyez puni quand le délit est consommé. Or, tout « est répression et non restriction. C'est le délit que « l'on punit et on ne doit pas gêner la liberté des « hommes sous prétexte qu'ils peuvent commettre des « délits ». Le remplacement d'un mot par un autre changeait totalement l'esprit de l'article.

C'est dans le sens d'une loi répressive qu'était rédigé l'amendement du duc de Larochehoucauld, voté par l'Assemblée et qui devint l'article XI de la déclaration des droits... « La libre communication des pen-

« sées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas prévus par la loi. »

Cette liberté, une fois accordée, pour éviter qu'elle ne dégénérât en licence, il eût fallu compléter l'œuvre en disant quels étaient ces cas prévus par la loi et quelles seraient les peines applicables.

Malheureusement, l'Assemblée Constituante, obligée de détruire de fond en comble la vieille maison pour reconstruire à neuf l'édifice social, ne pouvait élaborer ainsi du jour au lendemain une législation complète de la presse. Des tâches plus urgentes nécessitaient son attention. Fatalement, la presse, sans aucun frein légal qui put la retenir devait se livrer, avec la fougue qui la caractérisait alors, à tous les abus, à tous les excès que provoquent les passions politiques dans les périodes troublées. Et jusqu'au moment où seront votés les articles 17 et 18 des dispositions fondamentales, qui énumèrent quels sont les délits commis par la voie de la presse, c'est-à-dire jusqu'au mois de septembre 1791, c'est un véritable débordement d'insultes et d'injures qui se croisent d'un camp à l'autre, de provocations à l'émeute ou à la guerre civile, dont on ne peut se faire une idée qu'en parcourant les journaux de l'époque. L'assemblée elle-même ne fut pas à l'abri de ces attaques.

A la suite des journées des 5 et 6 octobre 1789, où l'on vit les faubourgs ramener de force la famille royale à Paris, un député, de Cocherel, qui, lors du

retour de Versailles, avait failli être massacré par la foule, vint à la tribune demander le vote de lois et de mesures propres à assurer la sécurité des membres de l'Assemblée et la liberté de leurs opinions. A la même séance du 10 octobre, Malouet, qui dénonça toujours avec la plus grande énergie les excitations de la presse, demanda également des poursuites contre différents journaux : « Plusieurs représentants sont dif-
« famés dans les journaux, des libelles qu'on crie
« dans les rues, qu'on envoie dans les provinces, et
« l'on appelle ces désordres la liberté. La liberté ne
« peut s'obtenir que par la vertu, que par la modéra-
« tion. L'Assemblée doit réprimer ces excès par un
« moyen digne d'elle. Je demande qu'en proscri-
« vant les libelles, elle enjoigne à la commune de Pa-
« ris de défendre et d'empêcher par la force les attrou-
« pements. »

Cette proposition, pourtant si justifiée, fut repous-
sée après une intervention de Barnave, déclarant que
la proposition de Malouet ne donnait pas lieu à déli-
bération.

Une seconde proposition de décréter de suite la
loi sur la librairie eut le même sort.

Ces réclamations, ces protestations, vont se renou-
veler avec une fréquence de plus en plus grande. Le
22 décembre 1789, c'est l'abbé de Montesquiou qui
réclame contre un libelle imprimé à son nom ; Target
répond que le comité de constitution n'a pas encore
examiné les nombreux projets relatifs à la liberté de
la presse, qui ont été déposés : « Cette loi est telle-

« ment importante, qu'elle ne peut pas être rédigée
« dans un moment où des intérêts particuliers pour-
« raient influencer sur un régime qui doit être établi pour
« des siècles ». Et le vote fut encore une fois écarté,
car nombre de députés, journalistes ou propriétaires
de journaux eux-mêmes, avaient des intérêts trop di-
rects à conserver à la presse sa liberté la plus absolue.

Le 11 janvier 1790, nouvelles dénonciations de dif-
férents députés contre des libelles et contre le *Journal*
de Paris, les *Révolutions de Paris*, l'*Ami du Peuple*.
Un membre de l'Assemblée demande même qu'il soit
défendu à tout député de collaborer à un journal ou
d'en être propriétaire. Le député Dufrassier Duchey
présenta un projet de décret ainsi rédigé : « Un co-
« mité de quatre personnes sera désigné pour exa-
« miner tous les journaux (et notamment ceux énon-
« cés ci-dessus). Il fera à l'assemblée le rapport de
« ces écrits, qui seront envoyés au Procureur du Roi
« près le Châtelet ». Mais sur l'objection qu'un tel
décret serait contraire à la déclaration des droits, l'As-
semblée décida qu'il n'y avait pas lieu à délibération.

Cependant, talonnée de réclamations incessantes, la
Commission de Législation avait hâté ses travaux et
chargeait Siéyès de rédiger le rapport relatif à l'impri-
merie et aux journaux. Le 20 janvier 1790, celui-ci
donnait lecture à l'Assemblée nationale de son rap-
port sur la liberté de la presse (1). Après avoir reconnu
que cette liberté constituait essentiellement un droit

(1) *Moniteur*, t. III, n° 22.

naturel, il montrait la nécessité de faire fixer les bornes légales, de spécifier quelles personnes devraient être responsables de ces délits et, enfin, après avoir caractérisé les délits, réglé les peines et atteint les accusés, il avait déterminé l'instruction et le jugement par lesquels ils doivent être condamnés ou absous.

Après d'assez longues considérations sur le rôle social de l'imprimerie et de la presse, sur son importance au point de vue du progrès humain, il soumettait à l'Assemblée un projet de « loi contre les délits « qui peuvent se commettre par la voie de l'impres-
« sion et par la publication des écrits et des gra-
« vures ».

Voici les principales dispositions de cette loi des délits et des peines :

« Si un ouvrage excite le peuple à prendre des moyens violents pour obtenir ce qu'il demandera, les personnes responsables seront déclarées coupables de sédition et punies comme telles. Si un écrit, imprimé huit jours avant la sédition, contient des allégations fausses et s'il est prouvé que ces allégations ont excité à la sédition, les personnes responsables seront poursuivies et punies comme séditeuses. Si cet écrit renferme des imputations injurieuses au Roi, dont la personne a été déclarée inviolable et sacrée, les responsables seront punis des peines portées par la loi. Si les bonnes mœurs sont blessées, les responsables seront punis ou par le blâme, ou par la privation du droit de cité pendant deux années ou par une amende

égale à la moitié de leur revenu, ou par une réclusion momentanée dans une maison de correction.

« Si un ouvrage a excité à un crime et s'il a contribué à le faire commettre, les responsables seront poursuivis comme complices de ce crime.

« Toute inculpation de délits graves contre un particulier sera considérée comme une dénonciation et les dénonciateurs seront punis comme dénonciateurs téméraires et comme calomniateurs, si la calomnie est jugée.

« Si le fait imputé n'est pas mis au rang des délits, mais est déshonorant, les personnes responsables de l'ouvrage qui contient l'imputation seront condamnées à une amende égale à une demi-année de leur revenu, dans le cas où elles ne pourraient administrer la preuve du fait.

« Les accusations qui auront pour objet des abus de pouvoir, des délits à l'égard de la Nation ou d'une partie de la Nation, commis par des personnes publiques, ne feront encourir nulle peine à leurs auteurs, mais les juges pourront examiner ces accusations et les déclarer calomnieuses.

« Délits contre les propriétés des auteurs :

« Toutes personnes convaincues d'avoir imprimé un livre pendant la vie, ou moins de six ans après la mort de l'auteur, sans le consentement de cet auteur ou de ses ayants causes, seront déclarées contrefacteurs et condamnées à une amende égale au prix de mille exemplaires et l'édition contrefaite sera confisquée au profit de l'auteur. La même disposition est portée con-

tre les comédiens qui joueront des pièces de théâtre sans le consentement de l'auteur ; l'amende sera égale à la totalité de la recette.

« De la responsabilité :

« Tout homme qui vendra un ouvrage portant fausse indication d'imprimeur sera condamné à une amende de 36 livres.

« Tout imprimeur qui mettra à un ouvrage un autre nom que le sien, sera condamné à une amende de 1.200 livres et déclaré complice des délits que la publication de cet écrit aurait pu faire commettre. Si l'imprimeur met un faux nom d'auteur, l'amende sera de 2.400 livres.

« Nul ne pouvant disposer des lieux et des places publiques et la proclamation des actes publics ne devant pas être gênée, il sera défendu de proclamer tous papiers, journaux, etc...

« Aucun citoyen ne pourra être puni pour des ouvrages dont la nature n'aura pas été comprise dans les délits précédemment indiqués.

« Tout homme qui aura vendu ou imprimé un ouvrage sera responsable, s'il ne peut désigner celui qui lui aura remis ou les exemplaires ou le manuscrit.

« Tout homme qui aura remis un manuscrit à l'imprimeur sera responsable s'il ne peut représenter l'auteur. L'auteur ne sera responsable d'un ouvrage que s'il a été imprimé de sa volonté ou avec son consentement. Si l'auteur d'un ouvrage, ou celui qui a remis le manuscrit ne se présente pas, nul ne sera responsable.

« De l'instruction et du jugement :

« Les juges ordinaires commenceront l'instruction. Lorsqu'elle sera arrivée au moment d'être publique, elle se continuera par devant dix jurés qui jugeront le fait. Le juge prononcera.

« Sitôt que les jurés seront appelés, la procédure ne sera plus que verbale.

« Les jurés seront choisis par le procureur syndic, parmi les auteurs.

« Ils seront désignés au nombre de vingt. Les accusés choisiront les dix jurés qui doivent être juges du fait.

« Il sera déclaré aux accusés à quel cas indiqué par la loi se rapporte leur délit. Ils pourront combattre cette déclaration. Les jurés jugeront à la pluralité simple.

« Les jurés prononceront que l'accusé est coupable ou non coupable. Pour le déclarer coupable, il faudra une majorité de sept contre trois. Pour le reconnaître innocent, il suffira de la pluralité simple ».

La lecture du rapport et de ce projet fut interrompue par des applaudissements fréquents. Applaudissements bien mérités, car ce travail constituait un remarquable effort en vue de coordonner une législation toute nouvelle qui devait donner satisfaction aux légitimes aspirations d'une liberté tant désirée, tout en protégeant les droits de l'Etat et des particuliers contre les tentatives éventuelles d'une presse peu scrupuleuse.

Mais, alors qu'il eût fallu aborder immédiatement

la discussion de ce projet, ainsi que le demandait la commission et que l'exigeaient les circonstances, l'Assemblée se contenta d'en ordonner l'impression et vota l'ajournement.

Ce projet valait cependant qu'on s'y arrête, car il est remarquable dans son ensemble, et parfaitement applicable, malgré les tendances assez dangereuses en pratique de certaines de ses dispositions. Nous allons l'examiner rapidement.

Tout d'abord, il contient une énumération très précise et détaillée des délits imputables à la presse ; soit contre la chose publique : excitations à la révolte, insultes au roi, informations tendancieuses ayant provoqué des troubles ; soit contre les particuliers : outrages aux mœurs, excitations à un crime.

La plus grande partie de cette loi était inspirée par cette idée que le rôle de la presse est de censurer la vie tant sociale que privée. Fondement erroné et combien dangereux !

En effet, toute accusation contre un particulier était considérée comme dénonciation légale, et motivait, par suite, des poursuites judiciaires contre la personne dénoncée. Elle n'était punie qu'au cas où elle se trouvait sans fondement et punie alors comme calomnie.

Poussant plus loin dans cette voie, la loi permettait même la preuve de faits simplement déshonorants, mais non délictuels ; on voit quel danger en résultait pour la sécurité et la tranquillité des citoyens, dont elle soumettait ainsi la vie privée à la censure toujours

indiscrète et souvent malveillante de n'importe quel folliculaire.

La législation moderne agit plus sagement sur ce point en refusant même l'administration de la preuve en pareille matière.

Toujours en vertu du même principe, les accusations portées contre un fonctionnaire au sujet de l'exercice de son mandat, n'étaient jamais susceptibles de faire encourir des peines à leurs auteurs. Reconnues fausses, le juge se contentait de les déclarer calomnieuses.

En effet, pour les auteurs de ce projet, le fait de détenir une parcelle du pouvoir public entraînait pour ses dépositaires l'obligation de se soumettre à la critique, à la censure de la nation, exercée en l'espèce par la presse. Reste à savoir, comme le fit remarquer un député de bon sens, s'il eût été facile de trouver quarante mille citoyens assez dévoués au bien public pour assumer une pareille responsabilité, en acceptant une fonction administrative quelconque. C'est peu probable, et l'application de ce principe eût conduit rapidement à un énervement complet des autorités, incapables d'agir sans cette menace permanente dont rien ne les défendait.

Nous ne dirons rien ici des dispositions relatives à la propriété littéraire, car nous les trouverons reproduites dans une loi que nous aurons ultérieurement à étudier.

Les mesures sur la responsabilité sont bien comprises en ce qu'elles obligent l'imprimeur, sous peine

d'être poursuivi lui-même, à donner le nom de l'auteur de l'ouvrage incriminé. L'imprimeur est d'ailleurs tenu lui-même de mettre son nom sur les œuvres ou journaux sortant de ses presses.

Une tentative des plus intéressantes était faite à propos de l'instruction et du jugement. — Le jury, cette institution si ardemment réclamée, était enfin établie. Le juge procédait à l'instruction, qui se continuait publiquement devant les jurés. Ceux-ci, de même qu'aujourd'hui, se prononçaient sur la culpabilité du fait seulement; c'était au magistrat à appliquer la peine. Point très particulier, il s'agissait d'un jury professionnel, c'est-à-dire composé d'auteurs et d'écrivains. A côté d'avantages appréciables, comme une compétence certainement plus étendue qu'avec un jury ordinaire, ce recrutement pouvait faire craindre une trop grande condescendance des jurés en faveur des inculpés, à la place desquels ils étaient exposés à se trouver du jour au lendemain, alors que ces derniers siégeraient eux-mêmes au banc du jury. Les accusés avaient un droit d'élection parmi les auteurs désignés comme jurés.

L'opinion publique avait favorablement accueilli ce projet, malgré ses imperfections. Elle se trouve reflétée dans un article paru au *Moniteur*, sous la signature de M. le Scène Desmaisons, administrateur au département de la police (1).

Il était intitulé « Bases de la législation de la presse,

(1) *Moniteur*, T. IV, p. 543.

« données au comité des recherches de l'Assemblée nationale ».

« Chaque citoyen, déclarait-il, a le droit de dénoncer
« à la vindicte publique tout acte d'un homme quel-
« conque condamné par le Code criminel; c'est de
« cet éveil que naissent l'ordre et la sûreté de tous.
« Toute action de l'homme privé, non comprise dans
« la liste des délits, doit être respectée par ses conci-
« toyens...

« Le droit de vilipender des actions dont on ne doit
« point compte n'appartient à personne...

« La conduite de l'homme public n'est pas res-
« serrée dans une règle si étroite. Si, comme tous les
« autres, il doit compte des actions soumises aux lois,
« il le doit encore de toutes celles qui appartiennent
« à la place qu'il occupe. Tels sont les droits de la
« presse: ils finissent là où l'injure et la calomnie
« commencent. La législation de la presse se réduit
« donc à un seul règlement: rendre l'imprimeur et
« le libraire responsables, l'un de citer l'auteur, l'au-
« tre son vendeur. Si celui sur lequel porte la respon-
« sabilité en dernière analyse injurie, une amende
« proportionnée à l'offense doit punir l'insulte.

« S'il calomnie, outre l'amende, une rétractation hon-
« teuse et la peine du carcan doivent punir son crime.
« Les calomnies contre le gouvernement ou les écrits
« faits pour troubler l'ordre public, sont de la der-
« nière espèce... »

Cet article était, en somme, une approbation com-
plète de la loi proposée, à l'exception pourtant de

l'article permettant la preuve de faits simplement déshonorants.

On peut donc s'étonner, à juste titre, que l'Assemblée, forte de l'appui presque'unanime qu'elle trouvait dans le pays, n'ait pas voulu passer à la discussion immédiate et au vote de ce projet.

Cependant, la presse, encouragée par l'impunité dont elle jouissait, continuait à surexciter les passions politiques et les haines des partis.

C'est en vain que des voix courageuses dénonçaient le péril à l'Assemblée.

Malouet, notamment, protesta souvent avec véhémence contre la faiblesse coupable dont faisaient preuve, à l'égard des journaux, l'Assemblée et le pouvoir judiciaire lui-même.

Le 18 juin 1790, il s'écriait : « Il faut sévir ! Je demande qu'il soit ordonné au Procureur du Roi près le Châtelet, d'informer contre les auteurs, col-porteurs et distributeurs de libelles. Je dénonce les *« Révolutions de France et de Brabant... »* Vaine réclamation du reste, puisque le 31 juillet 1790, il se voit encore obligé de signaler les écrits factieux de Marat et Desmoulins.

Malgré l'opposition très violente de la gauche de l'Assemblée qui lui criait : « Allez à la police ! », le président, de Virieu, parvint à faire décréter « que séance tenante le Procureur du Roi au Châtelet serait mandé, et qu'il lui serait donné ordre de pour-suivre comme criminels de lèse-nation, les auteurs, imprimeurs, colporteurs d'écrits excitant le peuple

« à l'insurrection contre les lois, à l'effusion du sang
« et au renversement de la Constitution ».

Les partis avancés de l'Assemblée, qui possédaient dans les journaux visés par ce décret des auxiliaires précieux par leur action sur l'opinion publique, dont plusieurs membres collaboraient à ces feuilles, ne se tinrent pas pour battus.

Le lendemain, Rabaud Saint-Etienne revint à la charge et fait insérer dans le décret rendu la veille une addition visant les appels à l'étranger (ceci dirigé contre les journaux royalistes). Il demandait qu'avant toutes poursuites on procédât à la nomination d'un jury chargé de juger les délits de presse.

Le 2 août 1790, la lecture d'une adresse de Desmoulin à l'Assemblée soulevait une nouvelle tempête. Le journaliste se plaignait qu'on ait intenté des poursuites contre lui, sans même avoir lu l'écrit incriminé, et demandait l'autorisation de prendre à parti son accusateur. — Robespierre et Péthion en profitèrent pour attaquer encore le décret du 31 juillet : ils objectaient que le crime de lèse-nation n'ayant pas encore été défini, le décret livrait à l'arbitraire du juge tous les écrits et compromettait la liberté individuelle des citoyens. En droit, le raisonnement était juste par lui-même, et l'objection fondée. Péthion concluait à la suspension de ce décret jusqu'à la présentation d'une loi sur le jury. Comme on le voit, cela tendait surtout à sauver Marat et Desmoulin des poursuites intentées contre eux et à leur obtenir un sursis.

Malouet crut habile de céder en partie pour obtenir

le maintien du décret. Dans le but de donner aux opposants toutes les garanties de droit qu'ils pouvaient exiger, il proposa d'y insérer cet article explicatif : « Il est libre à tout citoyen d'énoncer sa pensée
« et même de livrer à l'impression son opinion sur
« les actes du corps législatif. Si des imprimés sont
« attentatoires à la majesté du roi, les auteurs en
« seront poursuivis en son nom ; si ces imprimés exci-
« tent à la rébellion contre les décrets du corps légis-
« latif, les auteurs en seront poursuivis au nom du
« roi. »

Ce projet fut écarté par la question préalable, et finalement à onze heures du soir, l'assemblée adoptait le décret suivant, présenté par Péthion :

« L'Assemblée nationale décrète qu'il ne pourra être intenté aucune action, ni dirigé aucune poursuite pour les écrits qui ont été publiés jusqu'à ce jour sur les affaires publiques. — Et, cependant, l'Assemblée nationale justement indignée de la licence à laquelle plusieurs écrivains se sont livrés dans ces derniers temps a chargé son comité de constitution et celui de jurisprudence criminelle réunis de lui présenter le mode d'exécution de son décret du 31 juillet » (1).

Ce décret ne parvint d'ailleurs à passer que complété par un amendement de Camus, ainsi rédigé : « ...à
« l'exception néanmoins d'une feuille intitulée *C'en*
« est fait de nous, à l'égard de laquelle la dénoncia-
« tion précédemment faite sera suivie. »

(1) *Moniteur*, T. V, p. 297.

C'était accorder une amnistie presque générale ; malgré les efforts que fit Malouet le lendemain, l'assemblée passa à l'ordre du jour, et se contenta de déclarer que les comités devraient faire leur rapport sur les moyens d'exécuter le décret du 31 juillet, avant le 7 août.

Il n'en fut rien pourtant, et le 22 août, Le Chapelier, rapporteur des deux comités de constitution et de législation, déclarait qu'il était impossible de soumettre à l'Assemblée une loi complète, non sur la liberté, mais sur les excès de la presse, avant d'avoir présenté la loi sur l'établissement des jurés.

Ce fut encore la municipalité qui essaya d'endiguer le torrent dont la violence ébranlait l'édifice social tout entier.

Le 14 septembre 1790, Bailly, maire de Paris, et La Fayette, commandant de la garde nationale parisienne, donnaient l'ordre de saisir le journal de Marat et cet exemple était suivi par plusieurs départements.

Mais si cet acte se trouvait légitimé par les circonstances il n'en était pas moins arbitraire, et souleva de vives protestations. Ce fut l'occasion de nouvelles violences de la part des journaux menacés.

Alors, les particuliers diffamés, injuriés, menacés, se voient obligés, puisque les autorités désertent leur devoir, d'agir à leur place et par les moyens que leur donne la loi.

Ce sont le duc de Crillon, Malouet, Mirabeau l'aîné, qui poursuivent Desmoulins devant le Châtelet pour diffamation ; c'est Samson qui assigne Gorsas. Prud-

homme, Desmoulins; c'est Bailly qui fait décréter Marat de prise de corps.

Et chacun de dénoncer les journalistes au Procureur général du Roi: districts, clubs, sociétés patriotiques, tous s'en mêlent, sans d'ailleurs que l'Assemblée sortit de son impuissance volontaire vis-à-vis des journaux.

Au contraire, le 7 janvier 1791, Roederer déclarait au nom du Comité d'imposition, qu'il fallait éviter d'établir les droits de timbre sur les journaux, afin de favoriser leur expansion, et le 16 août 1791 on leur accordait un tarif de transport réduit.

Ces mesures étaient sans doute bonnes en elles-mêmes, et on ne peut que les approuver. Malheureusement, le manque absolu de contrôle sur les journaux ainsi expédiés fit trop souvent les postes complices involontaires des pires provocations à l'émeute.

Pourtant, à la suite des troubles sanglants du Champ de Mars, le 17 juillet 1791, au moment de la Fête de la Fédération, l'Assemblée nationale avait eu un sursaut d'énergie.

L'opinion publique accusait nettement les journaux révolutionnaires d'avoir provoqué l'émeute par leurs excitations, et un certain revirement d'opinion se dessina dans les classes moyennes, jusqu'alors à la tête du mouvement politique.

Regnault de Saint-Jean d'Angely en profita pour présenter, le 18 juillet 1791, au nom du Comité de Constitution, un projet de décret dont voici le premier article, visant spécialement la presse:

Article 1^{er}. « Toutes personnes qui auront provoqué

« le meurtre, l'incendie, le pillage ou la désobéissance
« à la loi, soit par des placards, des affiches, soit par
« des discours tenus dans les lieux ou assemblées pu-
« blics, seront regardées comme séditieuses et pertur-
« batrices, et en conséquence, les officiers de police
« sont tenus de les faire arrêter sur-le-champ et de
« les remettre aux tribunaux pour être punies suivant
« la loi... »

Le décret fut adopté malgré que Péthion le trouvait funeste à la liberté de la presse et ouvrant la porte à des jugements arbitraires. Il faut remarquer, cependant, qu'il énumère avec la plus grande précision tous les crimes et délits punissables. Mais il ne distingue pas, par contre, la manière d'établir le lien de causalité entre la provocation et le fait criminel, et ne fait pas de distinction entre la provocation suivie d'effet, et celle dont n'est résultée aucune illégalité. Celle-ci même semble, d'après le texte, n'être pas punissable. — Enfin, aucune peine spéciale n'est prévue ; l'écrivain, doit-on en conclure, se trouve donc frappé comme l'auteur même du délit.

On voit l'imperfection de cette ébauche de loi.

L'application n'en devait pourtant point tarder, et il sembla se produire, pendant quelques jours, un essai énergique de répression.

Le 21 juillet, étaient arrêtés Rayon, directeur de l'*Ami du Roi*, et Suleau, tous deux royalistes exaltés. — Dans les rangs révolutionnaires, Hébert et Verrières, auteur présumé de l'*Ami du Peuple*, étaient

également incarcérés. Danton, Camille Desmoulins et Fréron se cachèrent pour éviter pareil sort.

Mais cette tentative impartiale de rigueur n'eut aucun lendemain, et l'Assemblée retomba bientôt dans ses incertitudes et sa faiblesse. On s'en rend compte aisément à la lecture des discussions sur l'acte constitutionnel.

C'est le 21 août 1791 que vinrent à l'ordre du jour les articles constitutionnels relatifs à la liberté de la presse. Thouret, rapporteur, exposa que par la déclaration des droits, l'Assemblée avait assuré à tout homme la liberté de parler, d'écrire et d'imprimer ses pensées ; mais que la liberté consistant à n'agir qu'autant que le permettent les droits d'autrui et la sécurité publique, la loi se voyait bien obligée de sévir contre ceux qui dépassent ces bornes. Ce sont ces limites qu'elle a pour mission de marquer. — Trois articles étaient soumis à l'Assemblée (1) :

« Article 1^{er}. Nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier, si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués et la résistance à leurs actes en quelque une des actions, crimes ou délits désignés par la loi.

« Les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics et contre la droiture de leurs intentions dans l'exercice de leurs fonctions pourront être dénoncées et poursuivies par ceux qui en sont l'objet.

(1) *Moniteur*, vol. IX, p. 461 et suivantes.

« Les calomnies ou injures contre quelques personnes que ce soit, relatives aux actions de leur vie privée, seront punies sur leur poursuite. »

« Art. 2. Nul ne peut être jugé soit par la loi civile, soit par la loi criminelle, pour faits d'écrits imprimés ou publiés sans qu'il ait été reconnu et déclaré par un jury : 1) qu'il y a délit dans l'écrit dénoncé ; 2) si la personne poursuivie en est coupable. »

« Art. 3. Il appartient à la police correctionnelle de réprimer la publication et la distribution des écrits et des images obscènes. »

Robespierre s'éleva contre ce projet qui, d'après lui, sous prétexte de réprimer des abus, anéantissait la liberté. Il proposait de décréter simplement : 1° que tout citoyen a le droit de publier ses opinions sans être exposé à aucune poursuite, sauf en cas de provocation formelle à la désobéissance aux lois ; 2° que le droit d'intenter l'action de calomnie n'est accordée qu'aux personnes privées ; 3° qu'à l'exemple de l'Amérique, les fonctionnaires publics ne pourraient poursuivre les personnes qui les calomnient.

La discussion fut vive au sujet des mots « à dessein », que contenait l'article 1. Certains craignaient qu'ils ne permissent des appréciations très arbitraires, et proposaient de les remplacer par « formellement ». Après quelques observations sur un amendement au sujet de la dignité royale et de la personne du roi, que plusieurs voulaient absolument mettre au-dessus de toute discussion de presse, le paragraphe 1^{er} de l'article I fut décrété tel qu'il avait été proposé, avec

cette seule addition : « *Nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier, sur quelque matière que ce soit, si ce n'est, etc...* »

Le paragraphe 2 fut discuté le 23. — Voici dans quel esprit la commission l'avait conçu. — Elle reconnaissait à la presse toute liberté de parler et d'écrire sur les actes des fonctionnaires, mais la loi interviendrait lorsque des calomnies tendraient à inculper leur bonne foi ou la droiture de leurs intentions. « On peut dire qu'un magistrat s'est trompé, « mais on ne peut pas débiter sans en avoir la preuve « bien acquise par jugement que ce magistrat est un « malfaiteur, un concussionnaire. Autoriser ces calomnies contre les personnes mêmes et contre leurs intentions, ce serait protéger un vice dangereux à « l'ordre social... »

Au contraire, Péthion, comme porte-paroles de l'opinion avancée, se fit l'avocat du droit pour la presse à exercer la censure la plus absolue, l'homme qui occupe une fonction publique s'étant par là même placé sous la juridiction de l'opinion publique. On le voit, ce sont toujours les mêmes arguments que chaque parti employait en faveur de son idée. Nous les avons vu se reproduire à chaque discussion sur la presse. Le paragraphe 2 fut voté dans les termes suivants : « *La censure sur tous les actes des pouvoirs constitués est permise, mais les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics et contre la droiture de leurs intentions, dans l'exercice de leurs fonctions,*

pourront être poursuivies par ceux qui en sont l'objet ».

Le mot « volontaires », introduit dans le texte par un amendement de Salles, était ainsi une excuse facile à invoquer par les calomniateurs : quel moyen possédaient, en effet, les tribunaux d'apprécier si l'imputation procédait d'une erreur de bonne foi ou d'une intention malveillante ? C'était une porte ouverte à des procès interminables et sans résultat, car en ces matières rien n'est plus facile que d'accuser l'arbitraire du juge, puisque celui-ci n'a pour se guider qu'un simple droit d'appréciation.

Le paragraphe 3 : « *Les injures ou calomnies contre quelques personnes que ce soient, relatives aux actions de leur vie privée seront punies sur leurs poursuites* », fut voté tel que, de même que l'article 2, dont on retrancha simplement le paragraphe 2, relatif à la déclaration de culpabilité de la personne inculpée d'un écrit.

Telle fut l'ébauche de législation dont la Constituante, quelques jours seulement avant la fin de ses travaux, parvint à doter la presse. Il est impossible d'en méconnaître l'insuffisance manifeste, et de ne pas s'apercevoir des dangers que son manque de précision pouvait faire naître, devait provoquer même.

La Constituante avait fait preuve, à ce sujet, d'une bien extraordinaire et bien coupable irrésolution. De tant de stériles discussions, deux textes survivaient.

Lorsque la constitution fut présentée au Roi, le 3 septembre 1791, elle contenait, en effet, dans la

déclaration des droits, un article XI, confirmant « *que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi* ».

L'article 17 (chapitre V du titre III) déclarait également que : « *Nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier, si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués et la résistance à leurs actes, ou quelque'une des actions, crimes ou délits désignés par la loi.* »

Et enfin l'article 18 ajoutait : « *Nul ne peut être jugé soit par la voie civile, soit par la voie criminelle, pour fait d'écrits imprimés ou publiés sans qu'il ait été reconnu et déclaré par un jury : 1° s'il y a délit dans l'écrit dénoncé ; 2° si la personne poursuivie en est coupable* ».

De son côté la municipalité avait cessé de lutter contre les excès de la presse. La cause de ce changement était purement politique.

En effet, le 9 octobre 1791 était entrée en fonction la municipalité instituée par les lois des 21 mai et 27 juin 1790. On connaît la nouvelle organisation municipale, la division de Paris en 48 sections et les pouvoirs de police attribués tant au procureur de la commune et à ses deux substituts qu'aux commissaires de sections.

Par suite du principe de non rééligibilité qu'avait établi la Constituante, La Fayette avait déposé le commandement de la garde nationale, le 8 octobre 1791, et Bailly venait de renoncer à la mairie. — Ce poste donnait Paris au parti qui l'occupait, car par son droit de réquisition de la force armée, le maire pouvait favoriser ou déjouer les insurrections.

Le parti royaliste modéré voulait y porter La Fayette. Par méfiance envers ce dernier, la Cour et les ultra-royalistes portèrent sur Pétion, candidat des Girondins, c'est-à-dire des républicains, toutes les voix dont ils disposaient. Ils espéraient que Pétion ne pourrait se maintenir à ce poste, et que le roi profiterait des troubles résultant de la démission du maire pour ressaisir l'autorité plus fortement que jamais.

Les faits ne devaient pas confirmer ces prévisions. Nous avons vu comment, à l'Assemblée constituante, Pétion avait toujours soutenu la cause de la presse révolutionnaire. Une fois maire, il entrava, autant qu'il fut en son pouvoir, l'action judiciaire contre la presse.

En face de ce pouvoir municipal si fortement organisé, l'Assemblée départementale ne pouvait avoir qu'une faible action. Son attitude fut toujours très effacée, et son seul acte d'énergie fut la suspension de Pétion, le 6 juillet 1792.

Malheureusement, la loi des 25-28 juillet 1792 augmentait encore la puissance de la commune en rendant les sections permanentes.

Deux semaines après, c'était le 10 août, l'envahis-

sement de l'Hôtel de Ville par les commissaires de section, la chute du régime monarchique.

La municipalité nouvelle soutient, en effet, de tout son pouvoir, la presse avancée; par exemple, en février 1792, l'accusateur public poursuit, par son ordre, le journal royaliste intitulé *Journal de la cour et de la ville*, accusé de provoquer au meurtre des patriotes.

C'est à l'Assemblée législative que doivent faire appel maintenant les citoyens menacés journellement par certaines feuilles, à l'Assemblée qui elle-même ne se trouve pas à l'abri de ces attaques.

A propos de la défaite de Valenciennes, Marat avait publié dans l'*Ami du Peuple*, du 30 avril 1792, un article d'une extrême violence, dans lequel il invitait le peuple à « porter le fer et la flamme sur la majorité « gangrenée des représentants de la nation ».

Un député, Beugnot, demanda immédiatement à l'Assemblée d'ordonner des poursuites contre l'*Ami du Peuple*, et parvint à le faire décréter d'accusation malgré l'opposition de la gauche. Le ministre de la justice, Duranthon, avait d'ailleurs pris lui-même l'initiative de ces poursuites, puisque la veille, le 2 mai, il écrivait au commissaire du roi près le Tribunal criminel du département de la Seine que « ...quelque « faveur qu'on doive à la liberté de la presse si sage-
« ment consacrée par la Constitution, il était temps,
« néanmoins que les agitateurs du peuple s'aperçoi-
« vent qu'il est un ordre public et que la loi a des
« organes qui sauront la faire respecter ».

Il le pria donc de dénoncer à l'accusateur public le n° 645 de l'*Ami du Peuple*.

Des poursuites étaient en même temps décidées contre l'*Ami du Roi*, de Royou.

Le résultat fut médiocre : on parvint seulement à mettre la main sur les presses de Marat. Les rédacteurs des deux feuilles échappèrent l'une et l'autre aux recherches de la police.

L'Assemblée renonça bientôt à ordonner des mesures aussi peu efficaces, et désormais, à chaque réclamation contre la presse, la majorité déclare qu'il s'agit là de délits de police dont elle ne peut connaître, qu'il faut s'adresser au pouvoir exécutif. (Par exemple, les 12 juin et 2 juillet 1792.)

Toutes les autorités sont confondues ; les décrets et les arrêtés se croisent et s'annulent les uns les autres, en dépit de toute légalité. On voit, par exemple, en juillet 1792, un conseil départemental, celui du Morbihan, arrêter la circulation de 13 journaux royalistes ou feuillants dans le département.

A Paris, le pouvoir central qui se débat d'émeutes en tentatives d'insurrections, a bien d'autres soucis en tête que d'appliquer les lois sur la presse, et s'il déjoue l'essai de révolution du 26 juillet, c'est pour succomber quelques jours plus tard, le 10 août.

DU 10 AOÛT AU 9 THERMIDOR LA TERREUR

La journée du 10 août 1792 marquait la chute effective de la royauté, la main-mise par les membres de la commune insurrectionnelle, sur l'administration de Paris, et par la tyrannie qu'elle allait exercer envers l'Assemblée, sur la France entière.

En ces graves circonstances, en un moment où il eût fallu tant d'énergie, la Législative eut une attitude vraiment passive. Sans résistance aucune elle accepta les demandes faites par les députations armées qui se succédaient à la barre, menaçantes : c'est-à-dire la convocation d'une convention nationale, la destitution des ministres et la suspension du roi.

Le 11 août, elle avait décrété de nouvelles élections pour le Directoire du Département de Paris, démissionnaire depuis le 23 juillet. Dès le lendemain, elle revenait en partie sur cette décision, en enlevant au Directoire une partie de ses attributions les plus importantes. Le 11, elle achevait de voter une loi qui transférait aux municipalités les droits de police politique accordés jusqu'alors aux juges de paix contre les

crimes compromettant la sûreté de l'Etat, et le 12 elle défendait au département de Paris d'exercer sur les actes de sûreté générale et de police de la commune le droit de surveillance que lui conférait la loi.

Le même jour, elle accorde à ce pouvoir illégal qu'elle vient de consacrer, une subvention mensuelle de 850.000 livres pour ses besoins et valide un arrêté municipal du même jour, qui donnait aux deux substituts du Procureur général syndic de la Commune, Martin et Chaumette, tous pouvoirs pour incarcérer et élargir les particuliers par mesure de sûreté générale.

Nous n'avons à rappeler ces faits qui concernent plutôt l'histoire politique de la Révolution que pour expliquer les mesures d'exception prises dès les premiers jours contre la presse.

Le 12 août 1792, le Conseil général de la Commune prenait l'arrêté suivant, que, d'ailleurs, aucune loi ne l'autorisait à rendre : « *Sur la proposition d'un de ses membres, le conseil général arrête que les empoisonneurs de l'opinion publique, tels que les auteurs des divers journaux contre-révolutionnaires seront arrêtés, et que leurs presses, caractères et instruments, seront distribués entre les imprimeurs patriotes qui seront mandés à cet effet...*

« *L'Assemblée nomme trois commissaires à l'effet de se rendre au bureau de l'Administration et d'envoi de la poste, pour arrêter l'envoi des papiers aristocratiques, entre autres : le Journal royaliste, l'Ami du Roy, la Gazette universelle, l'Indicateur, le Mercure de France, le Journal de la cour et de la ville, la*

Feuille du jour, *ouvrages flétris dans l'opinion publique, dont ils empêcheront l'envoi dans les provinces* ». (Procès-verbal de la Commune de Paris, séance du 12 août 1792).

Et le jour même une députation de la Commune vient annoncer à l'Assemblée « que les presses contre-révolutionnaires sont dispersées ou servent à l'instruction du peuple ». Cette instruction, c'étaient Marat, Hébert, Gorsas et autres qui devaient s'en charger ; l'illégalité se doublait ici d'un vol, car les instruments matériels d'imprimerie constituaient une propriété privée dont rien ne justifiait la confiscation.

Fait à remarquer, l'Assemblée législative ne protesta pas contre ce monstrueux abus de pouvoir commis par des gens dont la devise était : « la liberté ou la mort ! » Elle accepta bénévolement la thèse communaliste « que le salut public exigeait que la commune s'empara de tous les pouvoirs » et qu'elle violât la liberté individuelle, la liberté de pensée, le droit de propriété. Elle applaudit, au contraire, et un de ses membres, Lejosné, proposa que, pour éviter l'empoisonnement de Paris par les journaux incendiaires, on fermât les loges du *Logographe* et du *Journal des débats*, à l'Assemblée ; cette proposition fut d'ailleurs écartée.

La Commune ne trouva point suffisant d'avoir en mains la Police ; il lui fallait aussi rendre la Justice. Comme ses délégués vinrent le dire à l'Assemblée, elle n'avait pas confiance dans le Tribunal ; arrêter

n'était pas assez, elle voulait juger aussi. Bientôt, en septembre, elle devait exécuter.

Le 13 août, les délégués de la Commune viennent proposer à l'Assemblée législative de former deux jurys, l'un d'accusation, l'autre de jugement, et composés de quarante-huit commissaires nommés par les sections et les fédérés résidant à Paris. Les 14 et 15 août, nouvelles instances; la Législative se décidait enfin à décréter le principe « d'une cour populaire qui jugerait les coupables du 10 août ».

Fort de cette approbation, le Conseil général de la Commune prenait, le 16 août (1), un arrêté par lequel *« considérant que le Tribunal criminel du Département de Paris avait perdu la confiance du peuple, qu'il était indispensable pour l'établissement de la tranquillité publique, que ceux qui ont versé le sang du peuple soient jugés au plus tôt »*, décidait de demander à l'Assemblée nationale la suspension du Tribunal criminel du département de Paris.

Le 17 août, l'Assemblée déférait à cette invitation impérative et *« considérant qu'après avoir remédié à l'insuffisance du jury déjà existant par un nouveau jury d'accusation et de jugement des crimes commis dans la journée du 10 août courant, et de tous autres crimes y relatifs.., elle doit pareillement remédier à l'insuffisance du Tribunal criminel et des Tribunaux d'arrondissement »*, elle décrétait qu'il serait procédé à la formation d'un corps électoral pour nommer les

(1) Procès-verbal de la commune de Paris, du 16 août 1792.

membres « *d'un tribunal criminel destiné à juger les crimes commis dans la journée du 10 août et autres crimes y relatifs, circonstances et dépendances* ».

Cet arrêté intéresse tout particulièrement la presse, car nombre d'articles furent incriminés en tant que crimes relatifs au 10 août, circonstances et dépendances.

Les écrivains royalistes ou modérés ne devaient point tarder à payer de leur tête l'audace de leurs protestations contre l'émeute du 10 août. Le 23 août commençait à fonctionner le Tribunal extraordinaire; le 25 août, dans une des premières charrettes, du Rozoy, rédacteur de la *Gazette de Paris*, allait à l'échafaud où tant d'autres allaient le suivre, comme « correspondant avec les émigrés, initié aux complots de la cour, caissier des contre-révolutionnaires ».

Cependant, des protestations indignées se faisaient jour jusqu'à la barre de l'Assemblée. Le 28 août, le Président recevait une lettre du journaliste Girey Duprey, que la commune avait mandé devant elle pour répondre d'un de ses articles. Il protestait contre une pareille prétention, et le 31 août, la Législative votait, sur la proposition de Vergniaud, un décret afin de réprimer les attentats portés à la liberté individuelle par quelque autorité que ce fût. Elle déclarait en conséquence que le mandat d'amener décerné contre le sieur Girey Duprey était attentatoire à la liberté de la presse, à la liberté individuelle, elle l'annulait et enjoignait à la Commune de se renfermer dans ses attributions de police générale.

Quelques jours après, l'Assemblée législative, désireuse de secouer le joug que prétendait lui imposer la Commune, prenait une résolution énergique. Elle cassait cette dernière, tout en déclarant qu'elle avait bien mérité de la patrie, et ordonnait de nouvelles élections municipales. La Commune, dans sa séance du 1^{er} septembre, décidait de résister à ce décret, et Danton, pour éviter une nouvelle émeute, faisait présenter par Thuriot un décret ajournant implicitement les élections. Quelques jours après, c'était les massacres de septembre.

C'est le 12 décembre seulement que la Commune légale succédera à la Commune révolutionnaire.

Cependant, malgré les exécutions qui éclaircissent leurs rangs, journalistes constitutionnels ou royalistes ne désertent point la lutte. Plusieurs feuilles publiques prennent nettement le parti du roi, telles que le *Véridique*, l'*Antidote des journaux* (qui paraîtra jusqu'en mars 1793), la *Feuille du matin* ou le *Bulletin de Paris* (novembre 92 à avril 93), le *Journal français* (15 novembre 92 au 7 février 1793).

Gauthier et Lafage placardent au coin des rues, pendant la nuit, leur journal affiche : l'*Avertisseur*, et une nuée de pamphlets s'impriment clandestinement aux alentours du Palais Royal. Le journaliste Marchand obtint un succès énorme avec un pamphlet intitulé les *Bienfaits de l'Assemblée nationale* ; la police ne put jamais parvenir à l'arrêter, malgré des recherches de plusieurs mois. Moins heureux que lui, l'imprimeur Froullé, pour avoir imprimé *La re-*

lation des vingt-quatre heures d'angoisses qui ont précédé la mort de Louis XVI, et le libraire Webert, accusé d'avoir vendu l'*Appel à la postérité sur le jugement du roi*, furent arrêtés et exécutés à quelques jours d'intervalle.

Si la liberté de la presse politique ne succomba pas tout à fait alors, c'est que la lutte commençait à se dessiner entre les deux grands partis de la Convention qui venaient de triompher au 10 août : nous voulons dire la Gironde et la Montagne. Unis contre l'ennemi commun, la Royauté, la victoire allait les diviser bientôt.

Faire l'étude des différentes péripéties qui marquèrent cette lutte nous entraînerait trop loin de notre sujet. Nous n'y ferons allusion qu'autant qu'il le sera nécessaire pour étudier les conditions dans lesquelles se trouvait la presse, et l'attitude de l'Assemblée à son égard.

Une fois au pouvoir les Girondins, jusqu'alors indifférents aux excès de la presse, commencèrent à s'émouvoir. Maintenant que, suivant le reproche de Marat, ils sont devenus « des hommes d'Etat », c'est sur eux que se déversent les calomnies du *Journal de la Montagne*, de l'*Antifédéraliste*, de l'*Antibrissotin*, c'est contre eux que Marat crache les insultes du *Publiciste de la République française*, que Hébert vomit les injures du *Père Duchêne*.

La Gironde a bien pour répondre aux assaillants le *Courrier*, de Gorsas, la *Sentinelle*, de Louvet, les

Annales, de Carra, le *Journal des Amis*, le *Bulletin des Amis de la Vérité* ; Brissot soutient l'attaque avec le *Patriote*. Mais, dans ce combat d'outrages et de violences, la presse girondine a visiblement le dessous.

Cette lutte ne devait pas tarder à avoir son écho dans la Convention même. Dès le 5 septembre une section vient protester contre une affiche intitulée : « Marat, l'*Ami du Peuple* », où le publiciste était violemment pris à partie. Il fut décidé que la commission des 9 rédigerait au plus vite un rapport sur la liberté de la presse. Ce fut à la séance du 27 octobre 92 que Buzot en donna lecture, comme rapporteur de la commission. — Il reconnaissait, après une longue dissertation sur l'utilité sociale de la presse, qu'une loi contre les provocateurs au meurtre par des écrits ou des placards, est difficile à concilier avec la rigueur des principes et que la liberté indéfinie de la presse peut s'en inquiéter... « Mais, ajoutait-il, la « provocation suppose un fait, une intention dont le « concours est un crime. Les modifications infinies « qu'elle peut subir ne sauraient être désignées par « la loi dont l'application semble dès lors menacée « d'une sorte d'arbitraire, mais l'institution du jury « balance cet inconvénient ».

Finalement, la commission des 9 proposait le décret suivant : art. 1^{er} : « Toute personne qui, par des placards ou affiches, par des écrits publics ou colportés, par des discours tenus dans les lieux ou assemblées publics, aura provoqué ou conseillé à dessein,

le meurtre, l'assassinat ou la sédition, sera punie de douze années de fer si le meurtre ou l'assassinat ne s'en est pas suivi.

« Art. 2. Si le meurtre ou l'assassinat s'en est suivi, celui ou celle qui l'aura provoqué ou conseillé à dessein, sera puni de mort.

« Art. 3. L'imprimeur sera puni de quatre années de gêne et le colporteur et l'afficheur de 3 mois d'emprisonnement s'ils ne savent pas lire et de six mois d'emprisonnement s'ils savent lire, par voie de police correctionnelle. »

Il est à remarquer que pour la première fois, ce décret contenait en même temps qu'une énumération de délits, les dispositions pénales qui leur seraient applicables ; il était, en somme, bien étudié ; si les peines qu'il propose nous paraissent excessives, il suffit, pour les comprendre de feuilleter quelques gazettes ; la violence des menaces justifie la sévérité du châtiment.

Après une discussion extrêmement confuse, la Convention indécise prononça le renvoi au lundi suivant ; ce jour-là, les attaques de Louvet contre Robespierre empêchèrent la question d'être résolue et la lutte qui allait s'aggravant entre les deux partis avancés de l'Assemblée devait en ajourner la solution pour de longs mois. Le ministère girondin avait à sa disposition une somme de 100.000 livres « pour solder les bons écrivains » ; il ne manqua donc pas de partisans tant qu'il eut des subsides à distribuer. En décembre, Marat lui-même, demanda 15 mille livres au

ministre de l'intérieur et s'indigna, à la tribune législative, qu'on eut osé les lui refuser.

Cependant, la Gironde possédant encore dans la Convention une majorité, souvent chancelante il est vrai, faisait un dernier effort pour briser les forces de la presse jacobine.

Après avoir montré, par le vote de la loi du 5 décembre, portant la peine de mort contre quiconque tenterait de rétablir la royauté, qu'elle ne voulait nullement pactiser avec le parti royaliste, elle manifesta sa ferme intention de faire respecter la liberté promise par la déclaration des droits. Le 1^{er} février 1793, le conventionnel L'assource vint annoncer au nom du comité de surveillance, l'arrestation du journaliste Nicole de Ladevize, rédacteur du *Journal français*, au sujet d'un article publié par lui sur la mort de Louis XVI et le meurtre de Lepelletier Saint-Fargeau; et un autre député vint également dénoncer la *Semaine parisienne*. L'Assemblée passa à l'ordre du jour pur et simple et ordonna la mise en liberté immédiate de Nicole.

Quelques jours après, le 26 février, Barrère protesta à nouveau contre les incitations des journaux à l'émeute. La convention commença par arrêter qu'elle manderait à sa barre la municipalité de Paris pour lui demander quelle mesures elle avait prises afin d'arrêter les auteurs des troubles et pillages, et Salles en profita pour demander des poursuites contre Marat, ce qui n'était pas sans courage. Ce dernier, d'ailleurs, se défendit avec violence contre ce qu'il quali-

fiait d'opinion ventilée » ? Malgré une vive opposition de la Montagne et notamment de Tallien, Salles maintient ses accusations : « Aux termes du code pénal, celui qui a conseillé le crime doit être puni comme complice ; or, Marat est convaincu d'avoir provoqué les pillages qui ont eu lieu, je demande donc qu'il soit décrété d'accusation ». Après une discussion fort âpre, la Convention adopta en même temps que la proposition de Barrère, le décret proposé par Méaule : « la Convention délibérant sur la dénonciation qui lui a été faite d'un écrit de Marat, relatif aux troubles et aux pillages et taxations de denrées qui ont eu lieu hier dans la ville de Paris, renvoie la dite dénonciation aux tribunaux ordinaires, charge le ministre de la justice de faire poursuivre les auteurs et instigateurs de ces délits et d'en rendre compte dans les trois jours à la Convention ». Mais le jury du tribunal révolutionnaire est composé de fidèles de Marat, de jacobins enragés qui l'acquittent triomphalement et l'*Ami du Peuple* est ramené au milieu de la Convention par une foule enthousiaste.

La lutte terrible qui s'était engagée au sein de la Convention entre la Gironde et la Montagne permet encore à la liberté de la presse de survivre quelques mois. Une fois la Gironde tombée sur une affaire de presse, l'affaire Hébert, tout contrepoids disparaîtra, la liberté de la presse aura définitivement vécu. Cependant, les plaintes se renouvellent de jour en jour, et le 26 mars 1793, le ministre de la justice par intérim, Garat, transmettait au Président de la Conven-

tion, une dénonciation portée contre le n° 148 du *Publiciste de la République française*, le journal de Marat. Quelques jours auparavant, on avait saisi, chez plusieurs libraires parisiens, de véritables ballots de brochures royalistes extrêmement violentes. Prise entre deux dangers, la Convention se décida à agir. Le 29, Lamarque présentait un long rapport sur la presse, rapport dont voici les principales lignes :

La liberté de la presse et la liberté d'opinion doivent être protégées dans tout gouvernement qui n'est pas arbitraire, mais il est évident pour tous que cette liberté ne consistera jamais à pouvoir provoquer impunément la discorde, la guerre civile, le renversement de la liberté, le règne de la tyrannie et le massacre des représentants du peuple.

Chaque citoyen a le droit de parler et d'écrire, mais si, au lieu d'user de ce droit sacré dans l'intérêt social, il en abuse contre la société, il en est évidemment responsable aux yeux de la nation et de la loi. Il est certain, d'un autre côté, que dans les moments révolutionnaires toutes les libertés individuelles doivent souffrir quelque modification. Il ne faut pas dire, comme on le fait souvent, qu'alors les principes sont violés. Ce sont là de justes exceptions que le salut public commande, et ces exceptions ne violent pas les principes, car elles sont aussi fondamentales, aussi utiles, aussi sacrées que les principes mêmes « ...Déjà « a été rendu un décret qui prononce la peine de mort « contre tout citoyen qui proposerait le rétablissement « de la royauté ; un autre décret porte la même peine

« contre quiconque proposerait la loi agraire ou la
« subversion des propriétés. Vous avez donc pensé di-
« sait le rapporteur aux députés, que, dans certains cas
« et pour l'utilité commune, il fallait restreindre la li-
« berté de parler et d'écrire. Vous avez désarmé les
« citoyens suspects. Eh bien ! il n'est pas d'armes plus
« dangereuses que ces perfides écrits. Hâtez-vous donc
« de les briser dans les mains de vos ennemis, et
« effrayez-les par une loi sévère... ».

Le Comité, après s'être montré disposé à déclarer la loi du 5 décembre applicable aux délits de presse, avait reculé devant la généralité de ses termes, qui eût permis tous les abus. Aussi proposait-il le décret suivant, qui n'est, en somme, qu'une addition à celui du 4 décembre (1) :

« *Article 1. Quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des écrits qui proposent le rétablissement de la royauté en France, ou la dissolution de la représentation nationale sera traduit devant le Tribunal révolutionnaire et puni de mort.*

« *Art. 2. La peine de mort sera prononcée contre ceux qui conseilleraient, dans des écrits, le meurtre ou le pillage.*

« *Art. 3. Les colporteurs, vendeurs ou distributeurs des écrits prohibés seront punis de trois mois de détention s'ils en découvrent les auteurs, et de deux ans de fer s'ils ne les découvrent pas.* »

La Convention était lassée de l'anarchie provoquée

(1) *Moniteur*, vol. XV, p. 838.

pour une grande part par les journaux. Aussi adopta-t-elle à une forte majorité le décret qui, par son article 1^{er} lui permettait de frapper la presse royaliste, et dont l'article 2 menaçait Marat et ses émules.

C'est en voulant appliquer ce décret à Hébert, quelques semaines plus tard, que la Gironde devait succomber.

Cependant, en regard de ce décret dont l'article 1^{er} supprime en fait la liberté de la presse politique, il faut placer les dispositions constitutionnelles que discutait la Convention au même moment, et qui affirmaient cette même liberté avec la plus grande énergie et la plus complète étendue.

C'est le 15 février 93 (an II) que Condorcet présentait le projet de constitution rédigé par le Comité dont il était rapporteur. Une « déclaration des droits naturels, civils et politiques de l'homme » précédait ce plan de constitution. *L'article 4 de la déclaration décidait : « tout homme est libre de manifester sa pensée et ses opinions », et l'article 5 spécifiait que « la liberté de la presse et tout autre moyen de publier sa pensée, ne peut être interdite, suspendue, ni limitée. »*

Ainsi qu'on le voit, cette déclaration était conçue dans un esprit de liberté absolue. Enfin, la Constitution affirmait à nouveau (titre X, section VI), article 14, que *« la liberté de la presse est indéfinie. Nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aurait fait imprimer ou publier, sur quelque matière que ce soit, sauf l'action en calomnie »*.

de la part des citoyens qui en sont l'objet, contre l'auteur ou l'imprimeur.

« Art. 15. Nul ne pourra être jugé, soit par la voie civile, soit par la voie criminelle, pour faits d'écrits publiés, sauf qu'il ait été reconnu et déclaré par un jury : 1° s'il y a délit dans l'écrit énoncé ; 2° si la personne poursuivie en est coupable.

« Art. 16. Les auteurs conservent la propriété des ouvrages qu'ils font imprimer ; mais la loi ne doit la garantir après l'impression que pendant leur vie seulement. »

L'ensemble de ces articles constituait un plan bien défini pour la future législation sur la presse, mais vraiment trop sommaire. Car, vouloir résoudre par dispositions constitutionnelles les multiples problèmes que pose le régime de la presse à l'esprit du législateur, est une impossibilité absolue. Il ne peut s'agir là que de principes directeurs, et un principe ne suffit pas à définir un droit d'une manière concrète : il est seulement l'élément fondamental de l'interprétation de la loi.

Et pourtant, les quelques lignes de la Constitution que nous venons de reproduire contenaient d'excellentes dispositions qu'il eût été facile de rendre pratiquement applicables.

Si l'article 14 affirme avec la plus grande énergie la liberté illimitée de la presse, il permet cependant la poursuite par des *citoyens* diffamés, de leurs calomnieurs. C'est assurer là le respect de la presse par le Gouvernement et celui des particuliers par les journa-

listes, choses que jusqu'alors on avait souvent confondues.

L'article XVI contenait le germe d'une loi sur la propriété littéraire, bien peu respectée jusqu'alors. Mais il faut surtout considérer les dispositions de l'article XV, étendant aux délits de presse l'application du jury, dispositions que nous ne verrons reproduites que presque un siècle plus tard (loi de 1881).

L'appréciation du jury avait à s'exercer sur deux points bien distincts. Le premier consistait dans la déclaration de culpabilité de l'écrit poursuivi, et par conséquent préjudiciait au second, portant sur la désignation de l'auteur responsable. Ainsi, même une fois l'écrit déclaré délictueux, le ministère public n'avait pas toute liberté pour poursuivre ceux qu'il en considérait comme responsables. Là encore, le jury intervenait, donnant la sécurité la plus absolue aux droits de l'écrivain.

Malheureusement, il existait dans la déclaration des droits une contradiction flagrante entre l'article 5 déjà reproduit, et l'article 2 déclarant que l'exercice des droits naturels n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance des mêmes droits. Ceci, c'est la liberté sociale, la seule possible ; l'article 5 lui, définissait une liberté anarchique qui ne pouvait être ni suspendue, ni interdite.

Nous relèverons à nouveau, dans un projet de constitution ultérieur, cette antithèse, d'ailleurs remarquée par les auteurs du projet, et qui suscitera une vive discussion.

Le 24 juin 1793 fut votée cette constitution de l'an II, qui ne devait pas être appliquée, bien que le plébiscite du 9 août 1793 l'eût approuvée. Lorsqu'elle fut promulguée, le 3 septembre 1793, les articles étaient devenus les suivants : « Article 7 de la déclaration : « Le droit de manifester sa pensée et ses opi-
« nions, soit par la voie de la presse, soit de toute
« autre manière, le droit de s'assembler... ne peuvent
« être interdits. » Et l'article 122 de la Constitution (garantie des droits) ajoutait : « La constitution garan-
« tit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté,
« la propriété,... la liberté indéfinie de la presse ».

Ces déclarations de principe devaient peser peu de poids sur l'esprit des membres de la Montagne, puisque les Girondins périrent pour avoir voulu faire respecter cette liberté proclamée par la loi. C'est une affaire de presse qui devait causer leur chute.

Hébert attaquait avec acharnement la Gironde dans sa feuille le *Père Duchêne*. Les Girondins, formant encore la majorité dans la Convention, étaient parvenus à grand'peine à enlever la nomination d'une commission de 12 membres « chargée de la recherche
« des complots contre l'ordre et la liberté publique ».

Un des premiers actes de cette commission fut (le 21 mai 1793), d'ordonner l'arrestation d'Hébert, quoique sa position de second substitut du procureur de la commune, semblât le rendre inviolable.

Dans la nuit du 23 au 24 mai, Hébert annonçait lui-même cette arrestation au Conseil général de la Commune, convoqué extraordinairement, et ce der-

nier décidait qu'il resterait en permanence à l'Hôtel de Ville « jusqu'à ce qu'il eût des nouvelles de son « collègue et ami Hébert ».

Le 27 mai, de violentes interpellations eurent lieu à la barre de la Convention, sur cette arrestation, et après une discussion qui se prolongea jusqu'à minuit, l'assemblée décréta, sur la proposition de Lacroix, la mise en liberté des citoyens incarcérés, et la cassation de la commission des Douze.

Le lendemain, ce décret était rapporté par une majorité de vingt et une voix.

Cependant, les députations en armes se succédaient à la Convention, de plus en plus menaçantes, et sous cette pression, Danton parvenait à faire ordonner l'élargissement provisoire des détenus. Du rôle d'accusé, Hébert passait à celui d'accusateur. Le 2 juin, la Convention décrétait l'arrestation des douze et des vingt deux principaux girondins.

Le dernier parti qui s'était réclamé de la liberté disparaissait dans l'émeute, de même qu'il était parvenu au pouvoir par l'insurrection. Toute opposition avait vécu à la Convention, la Terreur commençait.

Dans le grand silence qui s'imposait à tous, la presse cependant sera la seule à pousser de temps à autre un cri de liberté.

Certaines municipalités, devançant la Convention dans la voie des rigueurs, avaient déjà interdit le transport et la vente de quelques journaux, et quelques jours avant le 2 juin (le 25 mai), la Convention se voyait obligée de rendre un décret pour défendre à

toutes les autorités administratives ou à ses commissaires de prendre de pareils arrêtés. On peut croire combien ce décret fut peu observé dans la suite.

Les controverses de presse se sont tues ; nul n'a le droit de discuter, ni journalistes, ni députés. Le *Père Duchêne* devient un journal presque officiel : il est subventionné par le gouvernement qui l'envoie dans les communes et même aux armées.

Deux voix pourtant osent s'élever et fouailler de leurs satires le parti triomphant.

L'une est celle de Marcandier, ancien membre du club des Cordeliers. Son pamphlet : « Histoire des hommes de proie, ou les crimes du comité révolutionnaire », est bien le document le plus vivant que nous ayons sur les fameuses journées de septembre. De mai 1793 au 26 juillet 1793, il publie un journal : « *Le véritable Ami du Peuple*, par un sans-culotte qui ne se mouche pas du pied et qui le fera bien voir », journal royaliste qui parodie le style du *Père Duchêne*.

On saisit ses presses, on le décrète d'accusation sans qu'il abandonne la lutte. Il ne se taira que faute d'avoir les moyens matériels de publier ses écrits. Après avoir échappé près d'un an, il fut arrêté sur la dénonciation du conventionnel Legendre et exécuté en même temps que sa femme.

A côté, ou plutôt au-dessus de Marcandier qui certes avait plus de courage que de talent, il faut placer Camille Desmoulins. Lui qui avait été un des plus ardents à l'attaque contre les Girondins, lui qui se quali-

fiait de Procureur Général de la Lanterne, sentit vaciller sa foi révolutionnaire à la vue du courage déployé par les Girondins, devant l'échafaud. « Ils sont morts en vrais républicains ! » s'écria-t-il publiquement. Cette pitié tardive devait lui attirer la haine des Jacobins. Il fut appelé à la barre du club pour fournir des explications. Défendu par Robespierre, il fut absous, mais averti de ne pas recommencer.

Cependant une scission se produisait dans la Montagne, elle-même ; un parti des indulgents se formait dans son sein avec Danton, Phelipaux et Bourdon à sa tête. Ecœuré de tant de sang il voulait revenir à des moyens plus légaux de gouvernement. Desmoulins fut le porte-parole du nouveau parti et lança son journal le *Vieux Cordelier* dont les sept numéros parurent de frimaire à Pluviose an II.

Le 1^{er} avril 1794, après la publication du septième numéro, Desmoulins était arrêté et exécuté en même temps que Danton, qui le 18 nivose, le défendant aux Jacobins, s'était écrié : « En jugeant Desmoulins, prenez garde de porter un coup funeste à la liberté de la presse ». La liberté de la presse, hélas, n'était déjà plus qu'un souvenir.

Si la Convention se trouvait ainsi, de par les circonstances extérieures, contrainte d'agir en violation absolue des droits que reconnaissait et qu'affirmait la Constitution, il faut reconnaître qu'elle légiférait aussi plus utilement.

Le 19 juillet 1793 elle avait rendu, sur la proposition de Lakanal, un décret concernant la propriété des ou-

vrages publiés par la voie de la presse ou de la gravure.

Ce dernier décret était ainsi conçu (1).

« Article 1^{er}. Les auteurs d'écrits en tous genres, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou desseins jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie.

« Art. 2. Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit durant l'espace de 10 ans après la mort des auteurs ».

Ainsi qu'on le voit, ce décret posait les bases d'une législation toute nouvelle et instituait définitivement le droit de propriété littéraire, méconnu jusqu'alors, et laissé sans aucune protection. Il établissait même la survivance de ce droit en l'attribuant pour une période déterminée aux héritiers, en faisant ainsi une partie de patrimoine du *de cuius*. Enfin de même que tout droit de propriété, il pouvait être cédé suivant tous les modes de transmission reconnus par la loi.

Le décret organisait également les mesures propres à faire respecter ces dispositions par trois articles :

« Art. 3. Les officiers de paix seront tenus de faire
« confisquer à la requête et au profit des auteurs ou
« de leurs héritiers, tous les exemplaires des éditions
« imprimées ou gravées sans la permission et par écrit
« des auteurs.

(1) *Moniteur*, Vol. XVII, p. 176.

« Art. 4. Tout contrefacteur sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de cinq cents exemplaires de l'édition originale. »

« Art. 5. Tout débitant d'éditions contrefaites, s'il n'est pas réputé contrefacteur, sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de cinq cents exemplaires de l'édition originale ».

C'étaient là de bonnes et sages dispositions ; malheureusement, en cette époque si agitée, il était difficile de les appliquer. Elles eurent néanmoins le mérite d'ouvrir une voie nouvelle, et d'empêcher, dans une trop faible mesure il est vrai, les spoliations indignes dont étaient victimes les écrivains.

Ainsi que nous l'avons vu, avec Danton et ses amis périssaient les derniers, mais tardifs défenseurs de la liberté, et pendant les quatre mois qui suivirent leur chute, le pouvoir des Comités s'exerça sans opposition.

Suivant l'expression de Mignet « les prisons qu'on avait encombrées avec la loi des suspects furent vidées avec la terrible loi du 22 prairial, qu'on pourrait appeler loi des condamnés ».

Cette loi de prairial, qui abolissait même l'immunité des députés, devait amener une lutte entre les Comités et Robespierre appuyé sur la Commune et les Jacobins.

On sait que cette lutte, d'abord sourde, puis ouvertement déclarée, aboutit le 9 thermidor à la chute des triumvirs, Couthon, St-Just et Robespierre, à la fin du régime terroriste, et au retour d'un gouvernement plus modéré.

DU 9 THERMIDOR AN III AU 4 BRUMAIRE
AN IV (26 OCTOBRE 1793) TERME
DE LA CONVENTION

La révolution du 9 thermidor marquait la chute des Jacobins, du parti démagogique, et le retour d'hommes plus modérés au pouvoir. Elle amena une réaction d'autant plus vive que le mouvement révolutionnaire avait été plus violent.

Ce fut d'abord, dans toute la France, un soupir de soulagement, un cri de délivrance : « Le 10 thermidor, « quand tout Paris a vu, dès le matin, à l'aube qui blanchissait, l'effigie sacrée de Sylla, traînée dans les « ruisseaux de la rue St-Honoré, Paris, la France, éclatent en un cri, en un millier, en un million de cris : « Mort aux Jacobins ! »

Quoi qu'en disent les Goncourt en ces quelques lignes, ce mouvement de vengeance ne fut pas aussi soudain. Il fallut plusieurs semaines, des mois presque, pour qu'on osât accuser, pour qu'on osât poursuivre. Même après les dernières charrettes qui avaient mené Robespierre, Couthon, Henriot, et leurs partisans à l'échafaud, même après l'incarcération des proconsuls pro-

vinciaux, Lebon, Carrier, Fouché, Marat gardera pendant longtemps encore ses autels dans les églises désaffectées, ses bustes exposés dans les carrefours à l'admiration des fidèles.

Trois mois plus tard seulement, son cadavre sera exhumé du Panthéon pour être jeté à Clamart. Si on l'a expurgé des Robespierristes qu'il contenait, le tribunal révolutionnaire continue néanmoins à fonctionner : il poursuit et condamne en même temps fédéralistes et babouvistes, Jacobins et royalistes.

La situation politique était confuse : « Qu'on se
« figure, après le 9 thermidor deux partis aux prises,
« dont l'un s'attache aux moyens révolutionnaires
« comme indispensables, et veut prolonger indéfini-
« ment un état essentiellement passager ; dont l'autre,
« irrité des maux inévitables d'une organisation extra-
« ordinaire, oublie les services rendus par cette orga-
« nisation, et veut l'abolir comme atroce ; qu'on se
« figure deux partis de cette nature en lutte, et l'on
« concevra combien, dans l'état de la France, ils trou-
« vaient de sujets d'accusations réciproques. Les Jaco-
« bins se plaignaient de l'avilissement de toutes les
« lois... leurs adversaires, au contraire, osaient, pour
« la première fois, attaquer les mesures révolutionnai-
« res.... C'était là, avec la liberté de la presse, et le
« mode de nomination des fonctionnaires, les sujets
« ordinaires des pétitions des clubs ou des sections...
« Deux partis étaient ainsi en présence, cherchant et
« trouvant dans ce qui s'était fait, dans ce qui se fai-

« sait encore, des sujets continuels d'attaques et de reproches (1) ».

Les montagnards qui avaient contribué à la chute de Robespierre par crainte de sa dictature, s'élevaient contre la tendance des thermidoriens à la clémence, et les accusaient de modérantisme et de royalisme.

Ce n'est d'ailleurs qu'après plusieurs semaines d'hésitations, de craintes, de défiances réciproques, qu'une opinion publique se forme, prend corps, et finit enfin par se manifester avec violence.

La presse eut une part active dans ce mouvement en retour ; en quelques semaines nous assistons à une résurrection de journaux, aussi nombreux, aussi variés qu'au début de la Révolution. Pourtant un cri domine : « Vengeance ! » et toutes les plumes accusatrices écrivent la condamnation de ceux que l'opinion publique considère comme seuls coupables.

On hurle dans les rues : l'Agonie des Jacobins, les crimes des Jacobins, les Jacobins hors la loi, les Jacobins traités comme ils le méritent ; voilà l'avis du Peuple qui rappelle au courroux fléchissant les guillotinades de femmes...

C'est la guerre des pamphlets plus encore que celle des journaux. Certains de ces derniers arborent ouvertement le drapeau monarchique et appellent de leurs vœux quotidiens une restauration prochaine. Tels sont : le *Tableau de Paris* remplacé bientôt par la *Quotidienne*, dont les principaux rédacteurs se nomment de

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution*.

Fontane, La Harpe, Suard de Vauxelles ; le *Courrier Républicain* qui n'a d'ailleurs de républicain que le titre ; l'*Auditeur national*, le *Courrier général de l'Europe* ou le *Messager du soir*, le *Démocrate français* ou *Journal des Rieurs*.

Après la répression de l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire, ces journaux subirent une éclipse de quelques jours, mais bientôt ils reparaissaient plus nombreux et plus hardis que jamais. Nous trouvons alors dans leurs rangs, le *Mémorial historique*, rédigé par Jordan, l'*Accusateur Public de la Révolution française*, les *Actes des Apôtres et des Martyrs*, le *Journal du Petit Gauthier*, continuateur de son célèbre homonyme disparu en 1792, la *Gazette Française*, l'*Invariable*, les *Annales Universelles*.

Un petit groupe se fait spécialement remarquer par ses attaques furieuses contre tout ce qui est suspect de terrorisme ou de Jacobinisme : l'*Observateur des Jacobins*, le *Contre-poison des Jacobins*, l'*Ami de la Convention*, l'*Observateur des Groupes*.

Le parti démocratique, que ses adversaires appelaient terroriste et qui se qualifiait lui-même de Jacobin, soutient la lutte avec l'*Orateur Plébéien*, le *Journal des hommes libres*, ou le *Républicain*, le *Journal Universel*, l'*Ami du Peuple* ou le défenseur des *Patriotes persécutés*, la *République française réduite à Zéro* ; le parti communiste, dirigé par Babeuf, fait paraître l'*Eclair* et le *Tribun du Peuple*, ou *Journal de la Liberté de la Presse*.

Parmi les journaux gouvernementaux ou thermido-

riens, c'est-à-dire républicains modérés, nous pouvons citer : l'*Ami des Lois*, l'*Orateur du Peuple*, que dirige Fréron, le *Conservateur*, le *Rédacteur*, sorte de journal officieux dès les premiers jours du Directoire, inspiré directement par le Gouvernement, ainsi du reste que le *Moniteur* et le *Défenseur de la Patrie* qui se composaient sous les yeux de commissaires du gouvernement et étaient envoyés aux armées.

Le *Journal de Perlet*, organe des modérés, est l'oracle de la petite bourgeoisie, attachée aux principes de 1789 et lasse de tous les excès, de quelque côté qu'ils vinsent.

Si, après le 9 thermidor, le gouvernement avait paru se relâcher de sa sévérité envers les journaux royalistes, c'est qu'il trouvait en eux des alliés contre les Jacobins, alliés dont il avait grand besoin.

Mais une fois le Directoire établi, la situation devint tout autre. Très nombreux, excessivement audacieux et violents, les journaux royalistes se transformaient peu à peu en alliés non seulement compromettants, mais aussi très exigeants, et plus à craindre pour la sécurité de l'Etat que les feuilles démocratiques ; ce dernier parti était encore trop près de sa chute pour avoir ressaisi tous ses moyens de lutte et d'action sur les masses.

Cela explique comment le Directoire, après avoir laissé à la presse la liberté la plus entière et la plus absolue, après s'être toujours déclaré partisan de la liberté de pensée, finira par opérer une série de coups de force contre les journaux et les journalistes.

D'ailleurs, en ce moment, tous les partis, écœurés de la dictature sanglante de Robespierre, se réclamaient de la liberté. Malgré les dangers qu'une liberté illimitée de la presse pouvait faire courir à l'Etat, et que sentait fort bien une partie des gouvernants, l'opinion publique, libérée de l'oppression subie sous la Terreur, se prononçait de plus en plus pour un régime de large tolérance.

Au club des Jacobins lui-même Réal s'écriait le 28 thermidor an II (15 août 1794) quelques jours après la révolution qui venait de s'opérer : « Pour empêcher les
« abus du pouvoir et établir la liberté, il est un moyen
« unique et très puissant : la liberté de la presse. On
« me dira peut-être qu'il existe sur cet objet des lois
« bienfaisantes, mais je répondrai qu'il me suffit de je-
« ter les yeux sur ce qui s'est passé depuis plus d'un
« an pour faire voir que la liberté de la presse a été
« annéantie. Il ne suffit pas d'avoir des lois qui exis-
« tent, puisqu'il est constant qu'elles ont été violées ;
« il faut qu'il y ait une garantie sûre et indestructible
« et que l'on ne craigne plus d'être guillotiné pour
« avoir écrit telle chose à telle époque ».

Ces sentiments tardifs de modération pouvaient sembler suspects et inspirés par une juste crainte de représailles : ils correspondaient bien cependant au désir de la majorité du pays et de la Convention.

Le 2 fructidor an II (18 août 1794) c'est Tallien qui demande à la Tribune de la Convention « que celle-ci
« s'occupe incessamment d'une discussion qui, il faut
« l'espérer, ne sera pas longue, sur la liberté de la

« presse. Il ne faut pas que le droit de parler soit ré-
« servé à quelques individus ; il faut qu'à cette tri-
« bune, dans les sociétés populaires, sur les théâtres on
« puisse tout dire, excepté ce qui est contraire à l'ordre
« public, aux bonnes mœurs et à la morale ; il faut la
« liberté de la presse ou la mort.... ».

Le 3 fructidor c'est un orateur qui propose, au Club des Jacobins, de présenter le projet suivant à la Convention :

« 1° *La liberté de la presse est illimitée, comme la pensée, et quiconque tentera de la restreindre, de quelque manière que ce soit, sera puni de mort.*

« 2° *Tous les agents du gouvernement, à quelque poste qu'ils soient placés sont chargés de la défendre par tous les moyens de force publique qui leur sont confiés, sous peine de mort.*

« 3° *Ils ont le droit de répondre à une calomnie dirigée contre leur gestion aux dépens de l'Etat, mais jamais de s'en venger devant les Tribunaux.*

« 4° *Tous les écrivains politiques sont sous la surveillance et sous la protection de tous les citoyens qui n'ont aucune part au gouvernement.*

« 5° *Le peuple seul a le droit de s'insurger contre un écrivain politique qui attaquerait ses droits, comme contre toute espèce d'oppresseur ».*

Ce projet valait d'être reproduit *in-extenso*, car il est symptomatique de l'époque qui l'a conçu. On y sent la manière jacobine par la peine de mort qu'il prononce à chaque article. On y voit les fonctionnaires publics réduits par la loi à des polémiques de presse pour

faire justice des calomnies répandues contre eux ; on y voit le peuple érigé en censeur en même temps que protecteur des journalistes, et ces fonctions consacrées par le droit pour la foule de s'insurger contre un écrivain.

On comprend d'ailleurs que la Convention n'ait accordé qu'une médiocre attention à ce projet absolument irréalisable en pratique.

Elle avait décidé, le quatre fructidor, que le Comité de législation lui présenterait incessamment un projet de décret « pour déterminer et assurer les effets de la garantie sociale, notamment ceux de la liberté de la presse, en les conciliant avec la force et l'activité du gouvernement révolutionnaire ». Le 9 fructidor, an II, Fréron, présentant le rapport de la Commission, déclarait que la liberté de la presse n'existe pas si elle n'est pas illimitée : toute borne en ce genre est un anéantissement ».

Partant de ce principe, le projet comprenait trois articles (1) :

« Article 1^{er}. La presse est libre ; dans aucun temps, sans aucun motif et sous aucun prétexte, elle ne recevra aucune atteinte ni effet rétroactif.

« Art. 2. Tout corps législatif, tout comité gouvernant, tout pouvoir exécutif, tout fonctionnaire qui, par décret, arrêté ou voie de fait, arrêtera ou gênera la liberté de la presse se mettra et se déclarera par cela seul en état de conspiration contre les droits de l'homme, contre le peuple et contre la République.

(1) *Moniteur*, vol. 21, p. 605.

« Art. 3. La Convention nationale renvoie à son Comité de législation les projets de travaux présentés ci-dessus ».

Tout cela constituait moins la base d'une législation sur la presse, qu'une déclaration de principes purement théorique, et qui ne pouvait être que théorique, car son application eut mené droit à l'anarchie la plus absolue. Après une courte discussion sur la nécessité de donner aux particuliers des garanties contre la calomnie, ce projet fut en effet renvoyé au comité de législation.

Cette commission de législation, que nous venons de nommer, se composait de Lesage, Daunon, Boissy d'Anglas, Creuzé Latouche, Berlier, Louvet, Larevellière Lepaux, Lanjuinais, Durant Maillane, Boudin et Thibaudeau. Elle avait été formée pour réviser, modifier et compléter les dispositions organiques de 1793, que d'ailleurs on n'avait jamais appliquées.

En effet lorsque Condorcet avait présenté à la Convention, les 15 et 16 février 1793, le rapport de la Commission de Constitution, la lutte qui divisait la Montagne et la Gironde, alors dans toute sa violence, en avait ajourné la discussion. Après la chute de la Gironde, la Convention chargea le comité de salut public, auquel on avait adjoint cinq membres supplémentaires, de rédiger un nouveau projet de constitution modifiant l'ancien. Ce projet, présenté à l'Assemblée le 10 juin 1793, par Hérault-Séchelles, était voté le 24 juin 1793, après treize jours de discussion seulement ; ce fut la fameuse constitution de l'an II, restée sans application en pratique.

La Convention venait d'écraser définitivement le parti démagogique, soulevé le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795). Les faubourgs avaient été désarmés. Elle pouvait donc, affranchie de toute pression extérieure, s'essayer enfin à donner à la France une constitution viable.

Déjà le 12 floréal an III (1^{er} mai 1795) au cours des discussions motivées par la situation de la République, Jean-Bon St-André avait prononcé un long discours en faveur de la presse. Il proposait d'introduire dans la constitution un article additionnel sur la presse « afin « de lui conserver toute son indépendance et de la mettre désormais et pour toujours, par une loi précise, à « l'abri des atteintes du gouvernement ». Après avoir fait un tableau tragique des secousses qui avaient ébranlé la France, montrant le rôle souvent néfaste joué par les journaux, les calomnies répandues sur les ministres les plus intègres, il concluait : « Législateurs vous avez le besoin et le devoir de bien connaître l'opinion publique. Mais pour la connaître, quel moyen avez-vous ? Je n'en connais qu'un seul, celui de la laisser s'exprimer librement sans gêne et sans contrainte. Vous devez l'attendre et non la devancer... Il faut cependant sévir contre les erreurs volontaires qui sont des crimes et qui s'attaquent à la liberté, à la sûreté des personnes et des propriétés. Provoquer au meurtre et au pillage est un délit, mais c'est à la loi à le punir, et celui qui le commet doit être poursuivi non comme écrivain, mais comme perturbateur de l'ordre public. Arrêter un écrivain en sa qualité d'écrivain, par mesure de

sûreté générale, c'est la plus horrible des absurdités et la plus abominable des tyrannies ». Le renvoi à la Commission des onze fut voté séance tenante.

Le 16 messidor an III commençait la discussion sur l'acte constitutionnel, et Daunou, rapporteur de la commission des onze donnait lecture d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen dont l'article 4 déclarait :

« Art. 4. Tout homme est libre de manifester sa pensée et ses opinions. La liberté de la presse et de tout autre moyen de publier sa pensée ne peut être interdite, suspendue ni limitée ».

Mais cet article était précédé d'un article 3 en contradiction flagrante avec lui. En effet cet article 3 déclarait que la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui, ou plutôt, suivant un amendement adopté de suite, tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui. Et Daunou lui-même se rendait compte de l'opposition qui existait entre cette définition limitant la liberté sociale aux droits d'autrui, d'une part, et le principe de liberté absolue posé d'autre part en faveur de la presse, Il proposait de substituer à cet article 4, celui-ci pris dans le dernier titre de la constitution : « Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée, sauf à en répondre devant la loi ».

Cette proposition pourtant si logique, qui réservait à une loi postérieure le droit de régler la liberté de la presse, devait cependant soulever une vive discussion.

Cambacérès et Boissy se déclarèrent pour le maintien des deux articles 3 et 4. Le premier trouvait qu'il

n'y aurait pas de liberté dans un pays où tout citoyen n'aurait pas le droit d'émettre sa pensée ou son opinion, et où la loi pourrait lui demander compte de celles qu'il aurait émises ; qu'en cette matière, il ne devait y avoir d'autres limites que celles de la nature. Quant à Boissy il invoquait, pour le maintien de l'article 4, le fait que l'art. 3, dans sa définition, englobait la liberté de la presse comme toute liberté, et que l'art. 4, sans entrer en contradiction avec lui, ne faisait qu'affirmer cette liberté de la presse, qui est une faculté si essentielle, un droit si précieux et si sacré qu'on ne peut pas craindre de trop dire pour la conserver. Mais Bailleul ne craignit pas de provoquer les murmures de l'assemblée en disant qu'il n'existait aucune raison de faire un article spécial pour la presse, plutôt que pour tout autre état mécanique. « Elle doit être illimitée dit-on, mais ne se rap-
« pelle-t-on plus que c'est en usant de la licence de la
« presse qu'on a prêché par toute la France le meurtre,
« la destruction et le pillage ? Ne voit-on pas qu'une
« liberté illimitée serait l'arme la plus terrible qu'on pût
« mettre entre les mains de ceux qui voudraient saper
« les fondements de l'ordre social ? Ne voit-on pas
« que ce serait fournir à quelques hommes le moyen de
« faire assassiner tous ceux qui n'useraient pas de la
« liberté de la presse dans le même sens qu'eux ? Je
« sais qu'on ne doit pas attenter à la liberté de l'hom-
« me, je sais qu'on ne doit point se mêler des écrits tant
« qu'ils ne sont pas confiés à la presse, mais il me
« semble qu'il est au moins encore en question si lors-
« qu'on les a livrés au papier, je veux dire lorsqu'ils

« sont imprimés pour être publiés, ils ne doivent pas
« être soumis à une police ».

Il demandait le maintien de l'article 3, qui consacrait implicitement la liberté de la presse, et proposait, sur l'article 4, l'ordre du jour motivé.

De même, à la proposition faite par un député de réunir les deux articles en un seul : « La liberté consiste à pouvoir faire, dire, imprimer et publier tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui », Giraut-Pouzol objecta que cette rédaction supposait l'établissement d'une censure quelconque sur les pensées, qu'on pourrait aller, cet article à la main, dire à l'imprimeur d'un ouvrage : Je vous défends, au nom de la loi, de le publier, car il nuit formellement à mes droits, en attaquant mon opinion et mon autorité....

A vrai dire, la rédaction proposée ne prétendait pas à tant, et il eût été fort loisible à la Convention, après l'avoir adopté, de procéder ultérieurement à l'élaboration d'une législation répressive des écarts de la presse, et d'éviter tout régime censorial.

Aussi, malgré que Cochon, futur ministre de la justice sous le Directoire, et qui en cette qualité devait sévir avec la dernière rigueur contre la presse, réclamât pour cette dernière une liberté indéfinie, de nombreux députés se prononçaient pour la réunion des deux articles.

Génissieux essaya vainement de ramener l'assemblée à l'article 4, en faisant une distinction entre l'action matérielle d'imprimer et l'abus de la presse, et grâce à laquelle il serait permis d'imprimer et publier libre-

ment sa pensée, sauf à répondre de certains excès. Il fit remarquer que si l'article disait qu'on ne peut rien imprimer qui soit contraire aux droits d'autrui, une police tyrannique pourrait venir avant l'impression examiner l'ouvrage et en arrêter la publication. Au contraire, tout ouvrage doit sortir libre de la presse : ce n'est qu'après sa publication que commence la responsabilité de l'auteur.

Il eut probablement suffi de supprimer simplement le mot « imprimer » dans l'article pour mettre tout le monde d'accord. Daunon lui-même se rangeait à cet avis que mieux valait réserver au législateur la faculté de légiférer contre les calomnieux et les séditeux, qu'armer le gouvernement d'un droit de censure dont il serait porté à abuser.

La Convention restait indécise ; elle se contenta de prononcer le renvoi de l'art. IV à la Commission.

Cependant Chenier, chargé de faire le rapport des Comités réunis de législation et de constitution était arrivé sur ces entrefaites et montait à la Tribune. Il montra comment les excès de la Terreur avaient ramené au royalisme une grande partie des citoyens, et rappela à la Convention les dangers qu'elle avait courus, notamment en germinal et prairial. Il attribua à la presse un plan de diffamation générale et individuelle, l'audace des royalistes et des Jacobins, la rentrée des émigrés sur le territoire de la République et les émeutes causées par la disette.

« Eh bien, s'écria-t-il, il faut répondre que les discours royalistes tenus en public doivent être punis

« aux termes de la loi, et qu'il est absurde de prétendre
« qu'il n'y a pas de crime à imprimer et à semer d'un
« bout de la France à l'autre ce qu'il y a du crime à
« dire ; il faut donc répondre qu'il n'a pas encore existé
« sur le globe un gouvernement assez frappé de délire
« pour légitimer la calomnie ; il faut donc répondre
« qu'aucun publiciste excepté eux, n'a été assez com-
« plètement insensé pour confondre le droit de dénoncer
« sa pensée sans aucune censure, sans aucune limite,
« droit sacré, droit imprescriptible, avec le privilège de
« diffamer impunément les individus et de provoquer
« le royalisme au sein d'une république. Il faut répon-
« dre enfin que tout droit a pour borne naturelle le
« mal d'autrui et le mal de la société entière ; que de ce
« principe naît une responsabilité sans laquelle il ne
« peut exister de garantie générale individuelle, ni par
« conséquent de société, et que par une suite nécessaire
« du même principe, le droit de manifester sa pensée
« n'est pas le droit de provoquer le renversement de la
« république ou de calomnier les citoyens, comme le
« droit de porter les armes n'est pas le droit de poi-
« gnarder ».

Comme remède à cet état de choses il proposait un décret en neuf articles, dont les articles 4, 5 et 6 visaient plus spécialement les menées de la presse. Ils étaient ainsi conçus :

« *Art. 4. Il est enjoint au comité de sûreté générale et à toutes les autorités constituées de faire arrêter et traduire devant les tribunaux criminels les individus qui par leurs écrits ou leurs discours séditieux, auront pro-*

voqué l'avilissement de la représentation nationale ou le retour de la royauté ».

« Art. 5. Les individus convaincus des délits énoncés dans l'article précédent seront bannis à perpétuité du territoire de la république. Si toutefois les provocations ont eu lieu dans un rassemblement, les coupables seront punis conformément à la loi du 1^{er} germinal sur les rassemblements séditieux ».

« Art. 6. Le Comité de législation présentera sous une décade un projet de loi contre les calomniateurs ».

Cette loi du 1^{er} germinal an III (20 mars 1795) ou loi de grande police frappait de la déportation les provocations au pillage des propriétés particulières ou publiques, à des actes de violence contre les personnes, au rétablissement de la royauté, à la révolte contre les autorités constituées, le gouvernement républicain et la représentation nationale ainsi que les auteurs de rassemblements séditieux...

Cet article 4 fut adopté malgré que Tallien le combattît au nom de la liberté de la presse, et parce qu'il permettait aux émissaires de la police de s'introduire dans les sociétés particulières, épier toutes les actions, dénaturer toutes les intentions, semer partout la défiance et la crainte.

La Convention ouvrait ainsi aux gouvernements qui allaient la suivre une voie qui devait mener ceux-ci aux pires violences contre la presse.

Cependant ce décret ne constituait pas une législation suffisante sur la presse. Et il nous faut arriver à la

discussion sur les articles constitutionnels pour qu'un vote consacraît cette liberté si souvent illusoire.

Le 30 thermidor an III (17 août 1795) était proposé à l'assemblée un article 331 ainsi conçu : « Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée ; les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure avant leur publication. Nul ne peut être responsable de ce qu'il a écrit ou publié que dans les cas prévus par la loi ».

Cet article n'était pas une solution puisqu'il réservait à une loi postérieure le soin de définir les délits de presse. Ce fut l'objection que souleva le député Villers : « Cet article, fit-il observer, semble réserver à la « législation le droit de faire des lois sur la liberté de « la presse. L'assemblée constituante, l'assemblée législative, et vous-mêmes, avez voulu en faire sur cette « matière, et la difficulté vous a toujours fait abandon- « ner votre résolution. Ne craignez-vous pas que la « législature prochaine n'abuse du pouvoir que vous « lui laisserez. Il faut réprimer l'abus sans attaquer la « chose. Je demande l'ordre du jour sur les deux der- « nières dispositions de cet article ».

L'article fut néanmoins adopté tel qu'il avait été proposé. Il devint l'article 353 de la Constitution.

Et l'article 355, tout en confirmant la liberté accordée dans l'article 353, ajoutait que toute loi prohibitive de cette liberté, si elle était rendue nécessaire par les circonstances, serait essentiellement provisoire et n'aurait d'effet que pendant un an au plus, à moins qu'elle ne soit formellement renouvelée.

Cette dernière disposition avait été adoptée pour satisfaisante aux observations de Villers.

Cette loi constitutionnelle restait donc fidèle au principe qui jusqu'alors avait guidé les travaux législatifs sur la presse. Travaux confus et peu méthodiques, si l'on veut, souvent inspirés des circonstances présentes, mais toujours marqués d'un grand esprit de liberté, défavorables au régime de la censure, et penchant pour un système répressif qui fût en même temps garant de la liberté de pensée.

La Convention se voyait cependant assaillie tous les jours avec plus de violence par la plus grande partie de la presse, et même dans les feuilles modérées.

Au Palais Royal, devenu Jardin Egalité, le rendez-vous de la Jeunesse dorée de Fréron et des Collets-verts royalistes, les militaires en uniforme, les députés même, ne pouvaient se hasarder sans déclencher des rixes dont ils sortaient souvent roués de coups.

Le gouvernement s'émut de cet état de choses et le 3 vendémiaire an IV (25 septembre 1795) le député de Fontenay, Goupilleau, demandait que la commission des Onze soit chargée de présenter une loi contre les journalistes incendiaires qui, abusant du droit le plus sacré, ne se servaient de la liberté de la presse que pour prêcher le meurtre et le pillage, l'assassinat et le renversement du gouvernement républicain. Il demandait qu'on élevât une barrière insurmontable entre la liberté de la presse et ses abus, entre la liberté de la presse et les provocations au crime.

Lecomte, Jean Debry et Boissy demandèrent avec lui

que le Comité de sûreté générale surveillât spécialement les journalistes. Mais la Convention, à la veille de se dissoudre, et soucieuse de la liberté de l'avenir, trouva que le vote immédiat de lois nouvelles était inutile et que la loi votée le 12 floréal armait suffisamment le gouvernement.

Elle préféra combattre les royalistes sur un terrain nettement politique, en décidant par un décret, que les deux tiers de ses membres devraient faire partie des nouveaux conseils (décret du 5 fructidor).

Ce décret exceptionnel ainsi que celui du 13 fructidor fixant le mode d'élection, furent soumis à la ratification des assemblées primaires en même temps que l'acte constitutionnel.

A ce coup direct, le parti royaliste, qui avait espéré jusqu'alors arriver au pouvoir par la légalité, résolut d'opposer l'insurrection. Le Comité royaliste de Paris dirigé par Lemaître, les journalistes, les meneurs des sections organisèrent un gouvernement insurrectionnel sous le nom de Comité central. La majorité des sections après avoir approuvé l'acte constitutionnel, rejetait les décrets.

On sait comment cette tentative de révolution monarchique échoua dans la journée du 13 vendémiaire.

La Convention usa de modération. Le 4 brumaire elle votait une loi d'amnistie, quelques heures avant de se séparer. Elle avait duré trois années, et était parvenue à doter la France d'une constitution modérée, libérale. Malheureusement, aux prises avec les difficultés d'une révolution, elle s'était vue contrainte la plupart

du temps d'user de moyens révolutionnaires, et c'était un exemple dont le Directoire devait s'inspirer trop souvent.

LE DIRECTOIRE LA LUTTE CONTRE LA PRESSE

Nous n'avons pas à étudier ici ce qu'était la nouvelle constitution, caractérisée par ses deux conseils des Anciens et des Cinq-Cents, et par son Directoire de cinq membres. Grâce aux décrets de fructidor le parti conventionnel gardait la majorité dans les nouveaux conseils, malgré les élections favorables au royalisme — pour le nouveau tiers.

L'esprit qui les animait se trouvait donc peu différent de celui de la précédente assemblée. Le milieu seul avait sensiblement changé.

Au moment où le Directoire succédait à la Convention, les luttes de classes se trouvaient extrêmement ralenties. Le parti Jacobin, décimé en prairial, le parti royaliste, maîtrisé en vendémiaire, se recueillaient. Un besoin général de calme se faisait sentir dans la nation, après l'immense agitation qui l'avait secouée durant six ans.

Un grand mouvement s'achevait, un autre commençait ; la Révolution prenait un caractère de repos intérieur et d'organisation civile. Les partis, découragés

d'une lutte sans cesse renaissante, se jetaient de la vie publique dans la vie privée. Si le gouvernement directorial ne s'était pas discrédité lui-même, et n'avait pas été obligé de recevoir un héritage bien lourd pour lui, il eût pu donner à la France le calme auquel elle aspirait ; mais, faible au début par un libéralisme que beaucoup prirent pour de l'impuissance, il lui fallut bientôt, pour réagir et se faire craindre, recourir aux pires violences, aux coups d'Etat. Celui du 18 fructidor fut dirigé autant contre les députés, membres de l'opposition, que contre les journaux auxquels le gouvernement en voulait particulièrement.

La presse avait joué un rôle trop important dans les événements qui depuis six ans bouleversaient la France pour que, dans leur travail de réorganisation sociale, les législateurs ne s'en préoccupassent point comme d'un objet méritant toute leur attention, tout leur intérêt.

Nous avons vu à quels médiocres résultats étaient arrivées les assemblées qui jusqu'alors s'étaient occupées de la question. Elles n'avaient tenté aucun effort sérieux pour faire plus que des déclarations de principe affirmant leur respect pour la liberté de la presse. Mais, renouvelé tant de fois et tant de fois violé, ce droit, devenu banalité de pure forme, semblait insuffisant à tous.

Aussi dès le 19 frimaire an IV (10 décembre 1795) Boissy sous forme de motion d'ordre, réclamait-il « le vote d'un acte de garantie en faveur de la presse, en même temps que d'une loi contre l'abus de publier sa pensée » car cette publication devient un acte qui est

du domaine de la législation ; il réclamait aussi que la loi réprimât le délit qui consiste à s'emparer du travail d'autrui et à le publier : c'est là en effet une violation du droit de propriété. Il montra la nécessité de punir très sévèrement la calomnie surtout lorsqu'elle s'adresse à l'homme privé, qui, suivant son expression, est en quelque sorte mis hors du jugement de l'opinion publique.

Sur sa proposition fut élue une commission de cinq membres « chargée de présenter un projet de loi pour « garantir la liberté de la presse des atteintes qui pour-
« raient lui être portées, pour classer et préciser les dif-
« férents délits qui peuvent être commis par l'abus de
« cette liberté, et pour indiquer les moyens qui peuvent
« être employés pour les réprimer ».

C'était là un vaste programme. La commission travailla sans doute bien lentement puisque Delauney, le 2 pluviôse an IV (21 février 1796) protestait contre la négligence jusqu'alors apportée dans cette discussion, et envisageait la question sous un aspect que le Directoire essayait, depuis quelques temps déjà, de faire admettre par l'opinion publique au moyen d'une vive campagne menée par ses journaux officiels. Delauney proposa nettement aux cinq cents ce que jusqu'alors le Directoire n'avait osé leur demander.

Il rappela que l'article 355 de l'acte constitutionnel, tout en déclarant qu'il n'y avait aucune limitation à la liberté de la presse, autorisait cependant, quand les circonstances le rendraient nécessaire, les conseils à faire provisoirement toute loi prohibitive en ce genre : l'effet de cette loi devait être borné à la durée d'un an

au plus à moins qu'elle ne fût formellement renouvelée. Il déclara qu'à son avis, la réponse à cette demande : « Les circonstances rendent-elles nécessaire une loi prohibitive ! » ne pouvait être qu'affirmative ; qu'en tous cas il était nécessaire que la commission présentât dans les trois jours un rapport sur la question ainsi posée.

Le conseil adopta cet avis et se forma en comité général, mais aucune décision ne fut prise : on décida d'attendre le résultat des travaux de la commission.

Le 16 ventôse Louvet vint en donner lecture.

La plus grande irrésolution régnait dans le sein de cette commission dont les membres, tout en reconnaissant les déplorables abus de la presse, n'étaient pas d'accord sur le remède à y apporter. Ils demandaient en conséquence soit l'adjonction de dix nouveaux membres, soit la nomination d'une nouvelle commission.

Malgré la pression exercée par le Directoire, une opposition fort vive se manifestait dans les conseils contre l'application de l'article 355. Boissy notamment protesta avec véhémence. Tallien trouva un moyen de conciliation. Sur sa proposition il fut décidé que le Conseil des cinq cents aborderait la question de la presse « avec franchise et la discuterait avec la plus grande latitude », et en effet le 23 ventôse an IV (mars 1896) commençaient des débats qui devaient être fort longs, fastidieux parfois, mais où chaque opinion se manifesta avec la plus entière liberté, et quelquefois même avec éloquence (1).

(1) Voir pour le détail de ces discussions, le *Moniteur* T. 27 et

Ce fut Pastoret qui ouvrit le feu. Il fit valoir que des lois existaient « frappant de la déportation ou de la mort ceux qui excitent des attroupements pour empêcher la circulation des subsistances (Loi du 8 décembre 1792), ceux qui proposent d'anéantir la République ou d'en rompre l'unité (Lois des 4, 16 décembre 92, 29 mars-9 avril 1793, 1^{er} germinal an III), l'étranger provocateur d'une émeute (décrets des 18-21 mars 1793), les provocateurs à la révolte contre les autorités constituées, à des actes de violence contre les personnes, au pillage des propriétés particulières et publiques (Loi 1^{er} germinal an III), les prédications de la loi agraire ou de tout autre système subversif des propriétés territoriales, commerciales, industrielles (Loi 18 mars 1793), enfin les provocateurs au meurtre, les compositeurs ou les imprimeurs des écrits, où, de quelque manière que ce soit, on conseille la révolte et le crime ; les vendeurs, les distributeurs, les colporteurs de ces écrits sont même condamnés à la détention ou aux fers (Loi du 29 mars 1793) ». En conséquence il proposait le décret suivant : « Le Conseil, considérant qu'il existe des lois contre l'injure, la calomnie, la provocation au crime, la prédication de la désobéissance et de la révolte, et contre tous les autres délits dont la presse est l'instrument, considérant que la commission chargée de la classification et de la révision des lois doit lui proposer incessamment le complément du code Pénal, et qu'elle lui proposera alors les changements qui peuvent être néces-

saires, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur une mesure prohibitive de la liberté d'imprimer et d'écrire ».

Cette tentative faite pour ajourner les mesures contre la presse dont le gouvernement se faisait l'instigateur, n'eut qu'un succès tout platonique ; le Conseil se borna à voter l'impression du discours sans même lui faire l'honneur de la discussion.

Louvet n'eut aucun succès non plus lorsqu'il demanda l'établissement de deux commissions, l'une chargée de proposer un code pénal applicable à tous les temps et où tous les délits de la presse seraient classés, où des peines seraient déterminées contre les calomnieux, contre les provocations au pillage, au meurtre, à la révolte, à la désobéissance aux lois, provocations toujours punissables mais seulement dans des proportions différentes suivant qu'elles ont été ou non suivies de l'exécution du crime ; l'autre devait préparer, conformément aux termes de l'article 355 de la constitution, un projet contenant des mesures prohibitives et essentiellement provisoires sur la presse. Malgré l'appui de Chénier et Dupuis l'ajournement à une prochaine séance fut voté.

De nouvelles batailles eurent lieu le 24 sur la nécessité d'appliquer l'article 355. Boissy d'Anglas, qui s'était toujours montré le champion d'une sage liberté pour la presse, vint encore lui apporter l'appui de sa parole. Il reconnaissait qu'un auteur, en livrant un ouvrage au public, fait un acte qui rentre dans le domaine de la législation, soit parce que cet acte a porté atteinte au droit d'autrui, soit parce qu'en provoquant à la déso-

béissance aux lois, il a appelé sur sa tête l'action répressive de ces mêmes lois. — Si en usant de la liberté qu'il avait d'exprimer librement sa pensée, il a violé le premier caractère de la liberté, celui de ne pouvoir faire que ce qui ne nuit pas aux autres, il doit être atteint par la loi qui protège la liberté de tous.

Mais en même temps il s'élevait avec éloquence contre l'établissement d'une censure : « La liberté du citoyen ne peut pas plus être enchaînée d'avance sur ce point, de peur qu'il n'en abuse, qu'elle ne peut l'être sur tous les autres. La pensée est hors du domaine de la société. Avant d'admettre le principe d'une limitation, même temporaire, de la liberté de la presse, qu'il me soit permis de vous demander comment vous en assureriez l'exécution ? Avez-vous bien réfléchi aux extrêmes dangers qui résulteraient pour vous, pour la liberté, pour la France, d'une pareille législation ? »

« Il n'y aurait que deux manières sans doute de céder : l'une serait d'interdire la faculté d'imprimer à tous les hommes que l'on suspecterait d'en abuser ; l'autre de ne permettre la publication d'aucun écrit qu'il ne fût approuvé d'avance. Dans le premier cas, quel épouvantable arbitraire serait substitué à la justice, à la liberté ! Dans le second, ce serait rétablir la censure, ce serait donner à quelques hommes le droit de poser des limites au développement des conceptions du génie. Non seulement il faudrait empêcher tous les auteurs d'écrire, mais encore établir des bureaux pour rétablir et faire mourir la pensée qui aurait pu s'échapper en contrebande... »

« Je m'opposerai de toutes mes forces, concluait-il, à
« ce qu'il soit porté la moindre atteinte à la liberté
« de la presse, à ce qu'elle ne soit entravée par aucune
« limitation temporaire, par aucune prohibition momentanée. Son usage peut donner lieu à des délits ;
« caractérisez-les avec soin, opposez-leur des lois pénales, indiquez des formes raisonnables et justes,
« mais alors même, distinguez la censure que tout citoyen a le droit d'exercer sur les mandataires du peuple, sur les fonctionnaires publics, sur leurs actes, de
« ces attaques personnelles que la malignité seule a besoin de diriger contre les hommes privés ; distinguez la provocation au crime, à la désobéissance aux
« lois, de cette discussion utile et sage sur les actes du gouvernement, dont le résultat est tout à la fois d'assurer la réformation des mauvaises lois et la prompte
« exécution des bonnes, d'éclairer le peuple sur ses intérêts et les fonctionnaires publics sur leurs devoirs... ».

Boissy demandait, en résumé que le Conseil rejetât tout projet de loi tendant à supprimer le libre exercice de la presse ou à le limiter, et qu'il chargeât une nouvelle commission de lui présenter incessamment un projet de loi tendant à réprimer les délits commis par cette voie.

Ce discours témoignait d'un louable désir de conciliation : il se réclamait de la liberté de la presse, mais tempérée par des lois sagement répressives de ses excès.

C'est la conclusion vers laquelle penchait la grande masse des esprits. Mais Boissy montrait une naïveté,

étrange chez un homme politique, en témoignant cette confiance illimitée en la censure de la presse, et en lui accordant une mission réformatrice et éducatrice avant tout.

Tant d'éloquence devait être dépensé en pure perte. Le Conseil vota simplement l'impression de ce discours.

Le parti directorial devenait de jour en jour plus pressant. Delaunay déclare, le 27 ventôse (17 mars) que la garantie des écrivains est dans l'article 353, et celle du gouvernement dans l'article 355. Chénier, plus hardi, demande nettement la formation d'une commission de 9 membres pour présenter un projet de loi prohibitive conformément au principe énoncé dans l'article 355 de la Constitution.

Deux jours après Lauthenas demande à son tour qu'on déclare la République dans les circonstances prévues par l'article 355, que la surveillance et la direction de l'opinion publique appartiennent essentiellement au gouvernement.

Quatre ou cinq protestations seulement s'élevèrent. Les Conseils abdiquaient de plus en plus devant les Directeurs. Le renvoi à une commission chargée d'élaborer des lois répressives fut donc voté à la presque unanimité.

Le 27 germinal an IV (16 avril 1796) sur la proposition de Treilhard, fut donc votée une loi, non plus sur la presse, mais contre la presse. Prononçant la peine de mort contre les provocateurs au renversement de la Constitution de l'an III, au meurtre et au pillage, sa sé-

vérité en même temps que la généralité ambiguë des délits qu'elle déterminait, devaient la rendre inapplicable. Voici d'ailleurs ce texte (1) :

« Article 1^{er}. Sont coupables de crime contre la sûreté intérieure de la République et contre la sûreté individuelle des citoyens, et seront punis de la peine de mort, conformément à l'article 612 du code des délits et des peines, tous ceux qui, par leurs discours ou par leurs écrits imprimés, soit distribués, soit affichés, provoquent la dissolution de la représentation nationale ou celle du directoire exécutif, ou le meurtre de tous ou aucun des membres qui les composent, ou le rétablissement de la Royauté, ou celui de la constitution de 1793, ou de tout gouvernement autre que celui établi par la constitution de l'an III, acceptée par le peuple français, ou l'invasion des propriétés publiques, ou le pillage ou le partage des propriétés particulières sous le nom de loi agraire, ou de toute autre manière. La peine de mort mentionnée au présent article sera commuée en celle de la déportation si le jury déclare qu'il y a dans le délit des circonstances atténuantes ».

Suivent différents articles relatifs à l'instruction et à la procédure.

Cette loi fut renforcée le lendemain par une nouvelle résolution du conseil des Cinq-Cents, qui, transmise le jour même au Conseil des Anciens, devenait la loi du 28 germinal an IV (17 avril 1796). Elle déclarait :

« Article 1^{er}. Il ne doit être imprimé aucuns jour-

(1) *Moniteur*, vol. 28, p. 246.

naux, gazettes, ou autres feuilles périodiques que ce soit, distribué aucun avis dans le public, imprimé ou placardé aucune affiche qu'ils ne portent le nom de l'auteur, ou des auteurs, le nom et l'indication de la demeure de l'imprimeur.

« Art. 2. La contravention à cette disposition, soit par le défaut de mention du nom de l'auteur, ou du nom et de la demeure de l'imprimeur, soit par l'impression d'un faux nom ou d'une fausse demeure, sera poursuivie par les officiers de police et punie, indépendamment de ce qui pourrait donner lieu aux poursuites dont il sera ci-après parlé, d'un emprisonnement, par forme de police correctionnelle, du temps de six mois pour la première fois et, en cas de récidive, du temps de deux années.

« Art. 3. S'il est inséré dans les écrits mentionnés ci-dessus quelque article non signé, ou extrait, ou supposé extrait, de papiers étrangers. celui qui fait publier le journal ou autre écrit sous son nom, en sera responsable.

« Art. 4. Les mêmes peines seront appliquées aux distributeurs, vendeurs, colporteurs et afficheurs d'écrits, imprimés à l'article précédent.

« Art. 5. Les auteurs qui se permettraient de composer et généralement toutes personnes qui imprimeraient, distribueraient, vendraient, colporteraient, afficheraient des écrits contenant les provocations déclarées criminelles par la loi du 27 germinal présent mois, seront poursuivis de la manière qu'il est porté dans ladite loi contre les auteurs de ces provocations.

« Art. 6. Ceux qui seront trouvés vendant, distribuant, colportant ou affichant aucun desdits écrits, seront arrêtés et conduits devant le directeur du jury d'accusation ; ils seront tenus de nommer les personnes qui leur ont remis lesdits écrits. Les personnes déclarées seront successivement appelées jusqu'à ce que le directeur du jury parvienne à l'imprimeur ou à l'auteur.

« Art. 7. Dans le cas où l'auteur serait arrêté il sera poursuivi et jugé conformément à la loi du 27 germinal an IV, et puni des peines portées dans ladite loi.

« Art. 8. Dans le cas où l'auteur ne serait point indiqué par les imprimeurs, vendeurs, distributeurs, colporteurs et afficheurs, ainsi que dans le cas où les indications qu'ils auraient données se trouveraient fausses ou porteraient soit sur un étranger, soit sur une personne non domiciliée, ils seront punis de deux années de fer. En cas de récidive ils seront punis de la déportation ».

Ces deux lois constituaient une véritable législation d'exception, tant par le nombre des personnes contre lesquelles elles permettaient des poursuites que par la sévérité des peines qu'elles prononçaient ; elles conféraient une véritable dictature morale au gouvernement.

L'article premier de la loi du 27 germinal supprimait en fait le droit de discussion politique et la liberté de la presse, puisqu'il punissait de mort tout écrivain proposant un gouvernement autre que celui de l'an III. Armé de cet article, le directoire pouvait envoyer à l'échafaud un Montesquieu, un Condorcet coupable d'une étude de droit constitutionnel non conforme aux idées des directeurs.

On a peine à comprendre qu'un gouvernement parlementaire ait conçu l'idée d'une telle loi, digne du régime le plus absolutiste.

La loi du 28 contenait des dispositions bien comprises pour en assurer l'application. Elle organisait la responsabilité collective de l'auteur et de l'imprimeur : à défaut de celui-là, les peines portaient sur celui-ci, et ce principe était juste. Mais cette idée de responsabilité avait été étendue même aux colporteurs, aux crieurs, aux afficheurs. Cette extension était une faute, d'autant plus que ces derniers étaient passibles des mêmes peines que l'auteur ou l'imprimeur : six mois à la première contravention, deux ans à la seconde. Ces peines étaient excessives. Pour avoir voulu sévir trop rigoureusement, le Gouvernement s'aliénait les jurys, et les voyait lui refuser leur concours en acquittant tous les inculpés qu'il leur déférait. Une amende, accompagnée de la saisie des ouvrages incriminés eût largement suffi ; les tribunaux n'auraient nullement hésité à l'appliquer, et le résultat eût été plus favorable à la sécurité du Directoire que ces poursuites qui n'aboutissaient presque jamais.

Enfin l'article 10 de la loi du 28 fructidor était des plus dangereux pour la liberté des citoyens. Il déclarait que les imprimeurs, distributeurs, vendeurs, colporteurs et afficheurs arrêtés, ne seraient jugés et ne pourraient en tous cas être mis en liberté qu'après le jugement de l'auteur, ou si on n'arrivait pas à découvrir ce dernier, qu'après constatation de l'inutilité des poursuites et recherches contre lui.

C'était tenir une foule d'individus en somme innocents sous la menace d'une détention préventive plus ou moins longue, et dont le terme était laissé au bon plaisir de la police.

L'article 8 d'ailleurs portait la peine de la déportation contre les mêmes afficheurs, crieurs, colporteurs, imprimeurs, au cas où l'auteur de l'article ne parviendrait pas à être découvert. L'idée du Directoire n'était pas, au fond, de leur faire partager vraiment la responsabilité de l'auteur, mais surtout de s'assurer, par la menace d'un emprisonnement éventuel, la possibilité d'être immédiatement renseigné sur le nom de l'auteur.

La sévérité de cette loi, l'ensemble des mesures policières et vexatoires qu'elle entraînait, en annulèrent presque l'application.

Le jury n'a que verdicts d'acquittement pour toutes les paroles, pour tous les partis — Vendémariastes ou Jacobins, il les acquitte tous : «il acquitte Lebois le « terroriste et Michaud le royaliste ; il acquitte Lan-
« glois, il acquitte les libraires, il acquitte les éditeurs,
« il acquitte par tête et il acquitte en bloc ; il acquitte
« les individus, il acquitte les fournées savamment com-
« binées. Les haines personnelles ne le touchent pas.
« Richer Serizy est acquitté une première fois, il est
« acquitté une seconde fois. Le Tribunal de cassa-
« tion casse les 2 acquittements : le jury de la Seine
« acquitte une troisième fois l'auteur de l'*Accusateur*
« *public*... Ainsi désarmé par la conspiration de jus-
« tice du jury, ainsi trahi dans son espoir de rigueurs,
« mal défendu par la presse stipendiée, impuissant à

« frapper le journal tant qu'un vendémiaire ne jette pas
« les journalistes dans la rue, le Directoire s'ingénie
« à susciter à la presse de petits tracas et de petits em-
« barras, à la fatiguer de petits coups d'arbitraire et de
« petites taquineries de détail, à l'inquiéter de menaces
« fiscales. Il travaille à faire établir une surtaxe sur les
« journaux, visant à tuer l'abonnement ; il répand que
« si le décret ne passe pas au conseil des Anciens, il
« tient en réserve un timbre, et que si le timbre ne suf-
« fit pas, il fera avancer une patente additionnelle. Il
« contrarie la criée des journaux... » (1).

Malgré tout, le 8 messidor an IV (26 juin 96) l'im-
primeur propriétaire du *Messenger du soir*, arrêté sur
l'ordre du Directoire, est acquitté par le jury d'accusa-
tion de la Seine.

Le Directoire revient à la charge le 9 brumaire an V.
L'époque du renouvellement partiel des conseils appro-
chait, et, sous l'influence des journaux royalistes il était
à craindre que la majorité ne se trouvât déplacée dans
les assemblées en faveur de ce parti. Le dernier tiers
conventionnel sortant, non encore soumis à l'élection se
trouverait donc fatalement en minorité.

Le Directoire adressa un message aux Conseils : après
avoir accusé les journalistes de verser « sur le premier
individu objet de leur haine ou de quelque autre pas-
sion, des calomnies qui sont bientôt répétées par d'au-
tres », il s'élevait à des considérations plus importantes,
et affirmait « que la très grande majorité des journalis-

(1) De Goncourt, *Histoire de la Société française*.

tes marchant au même but par des routes opposées en apparence, semblaient se disputer un prix proposé au plus habile corrupteur de l'Esprit public. Soigneuse d'épier les démarches de tous, les prenant isolément et s'attachant à la première qui peut offrir en apparence une place défavorable, la calomnie a su présenter les hommes les plus purs, les plus dignes de leurs fonctions comme des hommes de parti; elle a peint les uns comme auteurs d'anarchie, elle a donné les autres comme des sectaires du royalisme... Par ces manœuvres elle a alimenté les diverses factions, elle les a encouragées et aigries, elle a prolongé les divisions qui depuis longtemps n'existeraient plus si l'esprit public, au lieu d'être chaque jour corrompu, eût été soigneusement dirigé... ».

Puis le message étudiait l'insuffisance des lois en vigueur et les moyens d'y remédier : « Nous ne pouvons nous dissimuler que les lois qui existent sont insuffisantes : on en élude avec impudeur l'application. Les journalistes de tous les partis ont été vainement poursuivis ; juges et jurés n'osent se prononcer tous les coupables se sont joués de la loi. Cet état convulsif ne cessera que quand on aura, par quelque mesure nouvelle mis un frein à la licence des journalistes qui, se formant en corporation, voulant en faire une magistrature, la première magistrature de la République, une magistrature inviolable, s'érigeant en dictateurs, prétendent au privilège monstrueux de pouvoir impunément commander tous les crimes sans que l'on puisse même s'en plaindre.

Que les lois salutaires, que les principes sacrés de la

Constitution sur la liberté de la presse ne nous soient pas opposés ici : le Directoire est bien loin de vous proposer de les enfreindre ; avec vous, au contraire, il ne cessera de les défendre. Mais la liberté de la presse est comme la liberté dans toute autre matière, et, aux termes de la déclaration des droits, elle consiste à pouvoir imprimer ce qui ne nuit pas à autrui. Hors de là, ce n'est plus liberté, c'est licence, c'est l'abus de la liberté de la presse, et cet abus est un délit.

« L'article 355 de la constitution porte : il n'y a ni privilège, ni maîtrise, ni jurante, ni limitation à la liberté de la presse : toute loi prohibitive en ce genre, quand les circonstances la rendent nécessaire, est essentiellement provisoire. Donc il peut exister des lois prohibitives à l'égard de la presse. L'article 366 ajoute : la loi surveille particulièrement les professions qui intéressent les mœurs publiques. En est-il une qui les intéresse plus particulièrement que celle des journalistes ? Quel moyen plus puissant de préparer l'opinion, de la diriger vers le bien ou de la corrompre ?

La loi doit donc surveiller cette profession et la ramener à son but lorsqu'elle s'en écarte. La loi doit faire alors ce qu'elle fait lorsqu'un citoyen par exemple, abuse de la liberté de porter une arme, de celle du commerce, de celle de l'industrie. Dans l'un ou l'autre de ces derniers cas elle ôte l'arme dont a abusé le citoyen, elle réprime un commerce illicite ; elle confisque les images indécentes présentées à la pudeur, elle prohibe le jeu d'un instrument qui trouble le repos des citoyens, elle ferme les maisons de jeu où la bonne foi est sur-

prise par l'escroquerie ; elle interdit la vente d'un médicament dangereux. De même elle doit réprimer les libellistes qui distribuent chaque jour des calomnies contre les magistrats, vont corrompant la morale et les mœurs, empoisonnent l'opinion, ôtent aux fonctionnaires publics l'estime et la confiance sans lesquelles ils ne peuvent faire le bien, fatiguent le peuple par des défiances et des bruits alarmants, cherchent à allumer la guerre civile ou à livrer la patrie à ses ennemis. L'action directe et indirecte de la police sur les journaux peut seule réprimer ces désordres ; seule elle peut être opposée aux délits de ce genre...., car l'ordre des choses est tel que les conspirateurs et tous nos ennemis intérieurs et extérieurs auraient au milieu de nous, à nos portes, des presses qui vomiraient journellement tout ce qu'il y a de plus infâme contre la République, tout ce qui peut contribuer à la renverser sans que néanmoins il fût possible d'y porter aucun empêchement. La loi ne peut rester indifférente sur cet ordre de choses, et vous vous hâterez sans doute, citoyens représentants, de comprimer l'audace qui est à son comble ».

Une vive agitation succéda à la lecture de ce message. En effet, si le gouvernement avait déjà essayé de provoquer des mesures contre la presse, c'était par l'entremise de députés amis, et d'une manière indirecte.

Il demandait maintenant, très nettement, des droits de police sur les journaux, appuyant fort adroitement ses prétentions par un tableau très chargé de la situation publique, et invoquant les textes constitutionnels pour les légitimer.

Après que l'impression du message eût été votée, quelques voix s'élevèrent pour en demander le renvoi à une commission. Boissy d'Anglas tenta encore un dernier effort en faveur de la presse « ...La liberté de la presse, « s'écria-t-il avec véhémence, nous la maintiendrons, « nous la défendrons au péril de notre vie. Eh quoi ! le « gouvernement s'élève contre les journaux, et lui-même a donné l'exemple de cet abus en faisant distribuer, pendant six mois, des journaux détestables dans « lesquels chacun de nous était calomnié de la manière « la plus indécente ; et pourtant ces journaux avaient la « sanction du gouvernement, et par cela même étaient « plus dangereux. Oui, nous voulons la liberté de la « presse, nous voulons aussi réprimer ses délits, mais « nous ne consacrerons jamais ce principe vraiment « liberticide que l'on ne peut censurer les votes, soit du « corps législatif, soit des fonctionnaires publics : dans « un gouvernement représentatif le droit de censure est « imprescriptible, il appartient à tous... ».

Pastoret le soutint énergiquement, en se plaçant plus spécialement au point de vue juridique. Il opposait les principes de la constitution aux propositions du Directoire, et démasqua les véritables motifs de ce dernier : « il ne faut pas s'y tromper. on sent que le moment des élections approche : on voudrait enchaîner « la voix des écrivains courageux qui pourraient éclairer le peuple sur ses faux amis, ou voudrait comprimer l'opinion nationale parce qu'on en redoute la « justice et la puissance ».

En un violent réquisitoire contre les Directeurs qu'il

accusait d'usurper les pouvoirs du corps législatif il demanda l'ordre du jour sur le message. Cet ordre du jour fut rejeté, et sur la proposition de Lecomte, le conseil arrêta la nomination d'une commission chargée de répondre au message.

Quelques semaines après, le 4 frimaire an V (24 novembre 1796) Daunon, rapporteur de cette commission, venait présenter trois projets de résolution, le premier pour défendre d'énoncer les journaux ou écrits périodiques autrement que par leur titre général et habituel, le second au sujet de la création d'un journal officiel, le troisième contenant des dispositions contre la calomnie.

Après plusieurs séances de discussion, les deux premières résolutions passèrent avec une faible majorité au Conseil des cinq cents, et un crédit de seize cent mille francs fut même voté pour l'impression d'un journal tachygraphique.

Le troisième projet, celui auquel le Directoire attachait le plus d'importance, fut discuté en nivôse an V (décembre 1796).

Le gouvernement multipliait à ce moment les mesures contre les journaux et les journalistes ; il faisait arrêter Lebois, Dusaulchoy, le chanteur Pithou, l'imprimeur Vatard, le libraire Nicolet .

Aux cinq cents la discussion se poursuivait confusément, au milieu d'ordres du jour et de motions contradictoires. Finalement, le 19 pluviôse an V (7 février 1797) le conseil décidait d'envoyer un message au Directoire pour lui exposer la situation, et lui demander

une indication sur les mesures qui s'imposaient. Le 29, les anciens approuvaient ce message et le transmettaient au Directoire.

Aux trois projets déjà présentés, Chassey, venait en ajouter un quatrième, rédigé par Siméon, et que les anciens chargèrent une commission d'étudier.

Les 26 germinal et 9 floréal, Portalis, rapporteur, proposait aux Anciens le rejet de la résolution relative aux délits de presse. Il lui reprochait de ne point définir les délits qu'elle punissait, de prononcer des peines hors de proportion avec ces délits, de se montrer trop favorable aux diffamateurs par les exceptions étranges qu'elle leur ménageait ; la résolution fut rejetée à l'unanimité.

Le Conseil des Anciens, satisfait d'avoir fait preuve de bonne volonté vis-à-vis du Directoire, reçut sans mauvaise grâce le refus des Anciens ; ils se contenta de charger la commission de classification des lois d'ajouter quelques additions au code Pénal, relatives aux délits de presse.

Le gouvernement voyait ainsi échouer ses tentatives pour obtenir des armes légales contre la presse. Il résolut de lutter sur un autre terrain, et d'employer la force, à défaut de droit.

LE 18 FRUCTIDOR AN V LE COUP D'ETAT CONTRE LA PRESSE

Ainsi contrecarré par la résistance du conseil des Anciens, le Directoire devait chercher dans un coup d'Etat les moyens de réduire la presse.

Baudin des Ardennes avait en effet déclaré, aux Anciens, que les armes du gouvernement contre elle étaient plus que suffisantes, et que les accusateurs publics n'avaient qu'à poursuivre les écrits provoquant au crime.

Malheureusement pour le gouvernement, nous dit Lucien Bonaparte dans ses *Mémoires* (1) « ... les Tribunaux de Paris étaient en grande partie composés « d'ennemis du Directoire, et au lieu de rechercher les « coupables qui avilissaient son autorité, les juges se « faisaient au contraire un devoir de les renvoyer absous « lorsqu'ils étaient traduits devant eux.

« Et en effet, tous les tribunaux, à cette époque, « acquittaient tous les accusés de vendémiaire, sur la « déclaration du jury qu'il n'y avait point eu de conspi-

(1) L. Bonaparte, *Mémoires*, T. I.

« ration, ou sur le défaut d'intention... Qu'arriva-t-il
« de là ? Que tous les journalistes n'ayant plus de frein
« et se croyant à l'abri de toute censure, de toute voie
« répressive, donnèrent, plus encore qu'auparavant,
« carrière à leur imagination déréglée, et que leurs ca-
« lomnies et leur licence effrénée contribuèrent plus que
« tout autre cause à accélérer une journée désastreuse,
« celle du 18 fructidor ».

La presse d'opposition et franchement royaliste devenait de plus en plus nombreuse : « Il existait en l'an V
« plus de deux cents journaux, dont les auteurs, plus
« extravagants les uns que les autres, renchérisaient à
« l'envi de sottises, d'impertinences et de déraison.
« Parmi cette multitude de feuilles, on en comptait au
« plus une douzaine qui étaient du bord des républi-
« cains et des exagérés ; cinq ou six qui, voulant soute-
« nir la constitution de l'an III, sans qu'on y portât
« atteinte, et pressentant les désastres qui allaient fon-
« dre sur nous, prêchaient la concorde, et conjuraient
« les partis de se réunir ; le reste était vendu au roya-
« lisme, soit par principes, soit par corruption. — De
« part et d'autre ces feuilles étaient aussi injustes que
« méprisables ; chacun y déversait la calomnie la plus
« odieuse sur les personnages opposés à son parti....
« Ce furent ces journaux qui perdirent les conseils qu'ils
« prétendaient sauver. La race des écrivassiers politi-
« ques est, dans un pays agité, le fléau le plus terrible
« qu'il puisse réceler dans son sein (1) ».

(1) *Histoire de la Révolution* par deux amis de la liberté.
T. XVI.

Tel est le tableau que nous font deux contemporains. On peut le croire exact, car de l'avis de tous les historiens, les journaux royalistes apportaient si peu de ménagements dans leurs attaques, ils provoquaient tous les jours le gouvernement avec une telle audace, que celui-ci « après avoir vainement essayé de se concilier « cette presse hostile ou de la réduire en lui opposant « un bataillon de pamphlétaires chèrement payés, après « avoir essayé de la réduire par la légalité, voyant d'ailleurs les conseils peu disposés à s'associer aux mesures qu'il réclamait, résolut de chercher son salut dans « les coups d'Etat ». (Hatin, *Histoire de la presse de la Révolution*).

En outre, les élections de germinal an V (mai 97) avaient été désastreuses pour le Directoire : deux cent-cinquante collègues électoraux avaient nommé des royalistes avérés. Le centre des cinq cents s'était rallié à la droite, la majorité se trouvait déplacée de ce côté, et Pichegru était élu président par trois cent quatre-vingt-sept voix sur quatre cent quatre.

Le club de Clichy, centre de ralliement des royalistes, se montrait de plus en plus actif et turbulent. C'est un royaliste, Barthélémy, qui était élu directeur en remplacement de Letourneur. La loi du 3 brumaire venait d'être abrogée et l'on supprimait la peine de la déportation qui frappait les prêtres réfractaires.

Trois des directeurs, Barras, La Reveillère et Revoëll résolurent de décimer cette majorité qui osait proposer la mise en accusation des ministres par eux choisis.

Le 17 fructidor an V, le gouvernement avait arraché aux Conseils une loi l'autorisant à faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel d'où elles avaient été exclues.

Dans la nuit du 17 au 18 (4 septembre 97) Augereau cernait les Tuileries sur l'ordre de Barras avec 12 mille hommes de troupes. Au matin, 19 députés des cinq cents étaient arrêtés ainsi qu'un des directeurs, Barthélémy ; Carnot s'enfuit.

Le Conseil des cinq cents, convoqué à l'Odéon, vota ainsi que les Anciens réunis à l'Ecole de Médecine, toutes les mesures que les trois directeurs proposaient : l'annulation des opérations électorales dans quarante-neuf départements, la déportation de quarante-deux membres des cinq cents, et de onze députés des Anciens.

La presse, spécialement visée, fut décimée. Le 18 fructidor, les Directeurs ordonnaient d'arrêter et de conduire à la Maison d'arrêt de la Force les auteurs et imprimeurs des journaux intitulés : le *Courrier des départements*, le *Courrier Républicain*, le *Journal de Perlet*, l'*Eclair*, le *Messager du soir*, le *Mercure universel*, la *Quotidienne*, le *Censeur des Journaux*, l'*Auditeur national*, la *Gazette française*, la *Gazette universelle*, le *Véridique*, le *Postillon des armées*, le *Précurseur*, le *Journal général de France*, l'*Accusateur public*, les *Rapsodies*, la *Tribune*, le *Grondeur*, le *Journal des Colonies*, le *Journal des spectacles*, le *Déjeuner*, l'*Europe littéraire*, le *Correspondant*, le *Thé*, le *Mémorial*, les *Annales universelles*, le *Miroir*, les *Nouvelles politiques*, les *Actes des Apôtres et des martyrs*, l'*Aurore* et

l'Etoile, « ...tous prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la République, spécialement de provocation au rétablissement de la Royauté et à la dissolution du gouvernement, pour être poursuivis et jugés conformément à la loi du 28 germinal ».

Le 19 fructidor, pour couvrir ce coup de force d'une apparence de légalité les Conseils « purgés » votaient par ordre les mesures de salut public prises relativement à la conjuration royale, et notamment un article 35 véritablement dictatorial : « *Les journaux, les autres feuilles périodiques et les presses qui les impriment, sont mis pendant un an sous l'inspection de la police, qui pourra les prohiber, aux termes de l'article 355 de l'acte constitutionnel* ».

En même temps une proclamation affichée par les soins du Directoire prévenait les citoyens que tout individu qui rappellerait la royauté, la Constitution de 93 ou d'Orléans « serait à l'instant fusillé aux termes de la « loi ».

Voilà où en arrivait un gouvernement qui voyait chaque jour sa popularité diminuer sous les coups incessants de ses adversaires. Les événements justifiaient ainsi les craintes qu'avait témoignées l'opposition au moment du vote de l'article 355. Le fonctionnement de cette loi combiné avec celui de la loi du 27 germinal anéantissait absolument toute liberté politique dans la presse.

Ainsi que le faisait remarquer la *Petite Poste du soir*, cette loi du 19 fructidor eût dû être suivie d'une autre loi réglementant d'une manière claire et précise les cas

où la police pourrait et devrait arrêter la circulation des écrits périodiques. « Quel écrivain pouvait se flatter d'échapper à la surveillance, alors qu'il ne trouvait dans aucune loi l'étendue du cercle qu'il pouvait courir, et les bornes qui lui étaient prescrites ? Les législateurs en laissant une si grande latitude à la police, avaient singulièrement restreint le plus beau des domaines, celui de la pensée ».

Ce minimum de garantie ne devait pas être accordé ; et certains trouvèrent même insuffisantes les mesures prises.

Le 18 au soir, Garnier de Saintes s'étonnait que certains journalistes aient été oubliés dans les listes de proscription : « Tout le monde sait que la classe qui a causé le plus de maux est celle des mauvais journalistes. Ce sont eux qui ont formenté les haines, exaspéré les esprits, excité aux vengeances, fait couler à grands flots le sang des républicains, versé l'ironie, le mépris, l'avilissement sur le gouvernement actuel. Je demande le renvoi à une commission pour nous proposer des mesures efficaces de répression ».

Le lendemain c'est Bailleul qui proteste à son tour contre le manque d'énergie du gouvernement : « Vous n'ignorez pas combien les journalistes ont fait de mal, vous savez qu'ils étaient d'accord avec les conspirateurs et payés par eux. Je demande qu'il soit envoyé un message au Directoire pour l'inviter à vous transmettre les noms des propriétaires, imprimeurs et rédacteurs des journaux ; vous les ferez passer à une commission spéciale qui vous présentera les mesures convenables ».

Telle était la haine qu'avait suscitée la presse chez ses adversaires. Pour une bonne part cette hostilité se trouvait justifiée par les insultes, les diffamations dont elle couvrait ses ennemis, par les excès dont elle était l'instigatrice (1).

Mais peut-être, dans un intérêt général d'apaisement, dans l'intérêt du gouvernement lui-même, une loi sage et modérée, appliquée fermement mais sans brutalité, valait-elle mieux que ces hécatombes illégales, causes d'une exaspération nouvelle chez ceux qui y avaient échappé.

L'esprit de lutte ne le permettait point, et la commission fut composée de trois ennemis jurés de la presse : Talot, Bailleul et Garnier.

Dès le 21, Bailleul vint déposer aux cinq cents son rapport. Après avoir accusé à nouveau les journalistes d'avoir été constamment le fléau de la République, d'avoir provoqué l'insubordination, le mépris des lois, l'altération de la morale publique, la résurrection des préjugés, il déclarait que des crimes aussi notoires méritaient châtement et qu'il fallait purger avec la rapidité de l'éclair le sol de la liberté des ennemis déclarés qui l'infestaient.

Pour rassurer les consciences qui se seraient senti gênées par la violation de la liberté que consacrait la constitution, il affirma que cette dernière était depuis trois mois impudemment violée, et qu'en frappant les

(1) Voir l'ouvrage anonyme : Le 18 fructidor, ses causes et ses effets.

coupables, ce n'est pas la constitution qu'on violerait, mais la constitution qu'on reconquerrait ainsi.

Il invoquait nettement la raison d'État : « Nous ne devons reconnaître de principes que ceux qui conservent ; avant de parler de principes il faut connaître les faits ; c'est par les faits qu'il faut se déterminer sur les principes. Si la Constitution a été attaquée, violée anéantie, il n'y a de moyens légitimes que ceux par lesquels on anéantira les conjurateurs.... ».

On devine quel pouvait être le projet rédigé dans un tel esprit. Il comprenait trois articles :

« Article 1^{er}. *Les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs et collaborateurs des journaux dont les noms suivent (la liste comprenait 54 journaux) seront déportés dans le lieu qui sera désigné par le Directoire.*

« Art. 2. *Leurs biens seront séquestrés et la main-levée du séquestre ne leur sera accordée qu'à la nouvelle authentique de leur arrivée au lieu de leur destination.*

« Art. 3. *Le Directoire est autorisé à leur fournir des secours ».*

Sur la proposition de Salicetti il fut décidé en outre que le gouvernement aurait le droit de faire des visites domiciliaires.

Passivement, le Conseil adopta le texte suivant :

« *Le Conseil des Cinq cents, considérant que parmi les ennemis de la République et les complices de la conjuration royale, les plus actifs et les plus dangereux ont été les journalistes payés et dirigés par les agents royaux.*

« Considérant que pour étouffer la conspiration existante, prévenir la guerre civile et l'effusion générale du sang qui allait en être la suite inévitable, rien n'est plus instant que de purger le sol français des ennemis de la liberté et de la Constitution.

« Déclare qu'il y a urgence et prend la résolution suivante :

« Article 1^{er}. Les propriétaires-entrepreneurs, les directeurs, auteurs des journaux ci-après désignés (la liste ne comprenait plus que 42 feuilles quotidiennes) seront, sans retard, déportés dans le lieu qui sera déterminé par le Directoire exécutif.

« Art. 2. Leurs biens seront sequestrés aussitôt après la publication de la présente loi, et main-levée ne leur en sera accordée que sur la preuve authentique de leur arrivée au lieu désigné pour leur déportation.

« Art. 3. Le Directoire exécutif est autorisé à leur procurer provisoirement sur leurs biens les moyens de pourvoir à leurs besoins les plus urgents.

« Art. 4. Le Directoire exécutif est autorisé pour l'exécution de la présente loi à faire des visites domiciliaires, aux termes de la constitution.

« Art. 5. Les citoyens connus pour prendre habituellement des notes dans les conseils ne sont pas compris dans la présente résolution (1) ».

Sur l'observation d'un député que le mot collaborateur pouvait, par son sens vague, permettre la déportation pêle-mêle de tous ceux qui concourraient à la con-

(1) *Moniteur*, vol. 28, p. 815.

fection d'un journal, les ouvriers imprimeurs, les protes, même les marchands de papier, il fut supprimé.

La résolution, immédiatement envoyée aux Anciens, fut examinée par une commission de cinq membres. Le rapporteur Rossée, vint déclarer, le 22 fructidor, l'urgence de son vote.

Elle fut approuvée presque sans discussion, et devint la loi du 22 fructidor an V (8 septembre 1797).

Quelques jours après, un arrêté du Directoire déclarait que le montant des abonnements adressés aux journalistes condamnés à la déportation resterait au bureau des postes sans que les associés ou successeurs des condamnés pussent retirer ces fonds.

Et le 6 vendémiaire, le Conseil des Anciens étendait le droit de timbre aux journaux (Loi du 9 vendémiaire an VI).

Telle fut la loi du 22 fructidor, si toutefois on peut donner le nom de loi à des dispositions violant aussi ouvertement les droits les plus essentiels du citoyen, droits que consacrait pourtant la Constitution.

Ce sont là des mesures qui se refusent à toute analyse, par cela même qu'elles sont conçues dans un esprit de force et non d'équité. Les circonstances difficiles où se débat un gouvernement peuvent parfois les excuser, à condition qu'elles soient essentiellement passagères et disparaissent avec les causes qui les ont fait naître, mais elles ne les légitiment jamais entièrement. Pour la première fois, on voyait les condamnés obligés d'exécuter eux-mêmes les peines contre eux prononcées ; c'est le

but de l'article 2, qui prononce la confiscation des biens de ceux qui chercheraient à éviter la déportation.

Parmi les journaux frappés nous pouvons citer : le *Mémorial*, le *Messenger du soir*, *Perlet*, le *Petit Gauthier*, la *Quotidienne*, les *Actes des Apôtres*, l'*Accusateur public*, la *Gazette française*, le *Journal des Colonies*.

Ainsi s'étendaient et se multipliaient les mesures répressives contre la presse. Elles devaient être appliquées avec la plus extrême rigueur.

Le 21 brumaire, Sotin, ministre de la police générale envoyait à toutes les administrations centrales des départements une lettre-circulaire sur l'application de l'article 25 de la loi de fructidor, leur enjoignant d'agir avec une grande sévérité.

L'exécution de la loi rencontrait d'ailleurs des difficultés nombreuses, une grande partie des inculpés s'étant enfuie ou se cachant. S'il avait été facile de saisir les presses et caractères, il n'avait pas été aussi aisé d'arrêter les rédacteurs, dont on ignorait souvent le nom et le domicile exacts. Sur une vingtaine que désignait nominativement l'arrêté, une bonne moitié parvint à déjouer les recherches de la police.

Bailleul, dans son rapport sur la journée du 18 fructidor se plaignait avec amertume de la mollesse du gouvernement : « Sur combien de ces êtres atroces (les journalistes) a-t-on exécuté la loi ? » demandait-il. « Ils sont encore dans le sein de la République, ils se promènent librement, ils écrivent, ils endoctrinent... Gouvernement, tu réponds de l'exécution des lois ! ».

La mesure prise avait été en effet plus nuisible qu'utile au gouvernement. Si ce qui restait de journaux autorisés, accablé par des dispositions draconiennes et des vexations journalières, avait un peu baissé le ton, les feuilles supprimées s'étaient trouvées, après quelques jours, remplacées par une multitude de pamphlets et de journaux clandestins, d'autant plus violents qu'ils risquaient davantage.

Le Directoire se vit donc obligé de continuer la lutte avec plus de rigueur que jamais.

Le 23 brumaire an VI (28 novembre 1797) il prenait l'arrêté suivant :

« Article 1^{er}. Les arrêtés que les administrations municipales et centrales pourraient prendre et les ordres que le ministre de la police générale pourrait donner, à l'effet de prohiber ou de déclarer qu'il n'y a pas lieu de prohiber des journaux ou autres feuilles périodiques, ou les presses qui les impriment, seront, avant d'être mis à exécution, soumis à l'approbation du Directoire exécutif.

« Art. 2. Les administrations municipales adresseront aux administrations centrales, et celles-ci au ministre de la police générale les arrêtés qu'elles prendront en cette matière, et il y sera statué par le Directoire exécutif sur le rapport du ministre de la Police générale.

« Art. 3. Le ministre de la police générale, dans la décade de la réception du présent arrêté mettra sous les yeux du Directoire exécutif le tableau des arrêtés pris ou ordres donnés jusqu'à ce jour, à l'effet de prohiber

ou de déclarer qu'il n'y a pas lieu de prohiber les journaux ou autres feuilles périodiques ou leurs presses ».

Cet arrêté était assez curieusement motivé : le Directoire le justifiait par cette idée qu'il fallait éviter, dans l'application de l'article 35 que des considérations locales ou des passions particulières n'abusent du pouvoir accordé à la police pour en entraver ou faire dévier l'exercice.

Cela, c'était le prétexte. Au fond le gouvernement cherchait simplement à concentrer entre ses mains la manœuvre du vaste système policier qu'il venait de créer contre la presse.

Le ministre de la police lui-même se trouvait soumis à ce contrôle, en ce qu'il devait en référer au Directoire sur toutes les décisions prises au sujet de la presse.

Une fois la machine mise au point, on la fit fonctionner. Les suppressions de journaux, les arrestations de leurs rédacteurs se succèdent de jour en jour.

Un arrêté du 27 frimaire an VI (19 décembre 97) supprime les journaux suivants : *L'Echo de l'Europe* (ancien messager du soir), le *Courrier de l'Europe*, la *Petite Poste du soir*, l'*Indiscret*, la *Gazette nationale de France*, le *Diurnal* ou le *Précurseur*, le *Correspondant français*, la *Gazette Européenne*, le *Correspondant politique*, les *Annales politiques* ou l'*Eclair*, le *Courrier du Jour* ou le *Véridique*, le *Babillard*, le *Frondeur*, le *Bulletin de la République* (ci-devant *Quotidienne*, l'*Alvis*), les *Tablettes républicaines*, et place leurs presses sous scellés.

Cet arrêté contenait un aveu d'impuissance : il per-

met de voir en effet que les feuilles supprimées un jour jour reparaissaient le lendemain sous un autre nom.

Le 18 pluviôse an VI (6 février 1798), la *Poste du Jour* est supprimée pour avoir annoncé l'arrestation de Marmontel. Le 16 floréal (5 mai) c'est le tour de la *Feuille politique* ; ses auteurs, imprimeurs et rédacteurs sont poursuivis devant les tribunaux. La province ne jouit guère d'un meilleur régime : défense est faite de publier le *Bulletin de l'Eure*, le directeur du *Tableau de Bordeaux* est emprisonné pour avoir classé dans son journal les électeurs en blancs et noirs.

Le jury d'accusation le déclara d'ailleurs innocent. L'hostilité existant entre le gouvernement et la plus grande partie des jurys était en somme la seule garantie d'une liberté si menacée.

Le 20 messidor an VI (8 juillet 98) trente journaux sont prohibés à la fois ; le 23, nouvelle hécatombe.

« Le ton des journaux avait pourtant singulièrement
« baissé, nous dit M. Hatin dans son histoire du journa-
« lisme (1). Avec le régime de la loi du 19 fructidor il
« n'y avait plus en somme de liberté de la presse. La
« crainte de partager le sort des feuilles supprimées sans
« aucune forme de procès par le Directoire avait produit
« sur les journaux un effet semblable à celui de la cen-
« sure. Ils se bornaient au compte-rendu des séances
« du corps législatif et à quelques nouvelles, et encore
« n'osaient pas tout raconter. Ils se donnaient bien
« garde, par exemple, de raconter ce qu'ils supposaient

(1) Hatin, *Histoire de la presse en France*.

« pouvoir déplaire au Directoire. Quant aux opinions, « on les gardait pour soi ».

« Les journalistes, raconte un contemporain, frappés « du double-timbre de la poste et de la peur, étaient « couchés à plat-ventre devant l'autorité supérieure qui « les méprisait autant depuis le 18 fructidor qu'elle les « avait redoutés auparavant ».

Ceci est exagéré, car alors on ne s'expliquerait point les poursuites multiples exercées par la police pendant plusieurs mois.

Un pareil régime, livrant les droits de la pensée à l'arbitraire sans limites du gouvernement, était en contradiction absolue avec les libertés constitutionnelles, et soulevait tant dans les conseils que dans l'opinion publique, de nombreuses protestations.

Peu à peu s'était formée aux cinq cents une opposition constitutionnelle qui, tout en défendant le régime directorial et républicain, attaquait vivement les directeurs dans leurs personnes et dans leurs actes. Ce fut prétexte pour elle de prendre en main la cause de la presse.

Une commission, composée de Daunou, Lucien Bonaparte, Cabanis, Berlier, Génissieux et Andrieux, avait été chargée d'élaborer une loi sur les délits de presse; car on sait que la loi du 19 fructidor ne devait être que provisoire.

Le 8 fructidor an VI (25 août 98) Berlier vint communiquer son rapport. Il proposait d'accorder aux jour-

(1) *Hist. de la Révolution* par 2 amis de la liberté, T. XVI.

naux le droit absolu d'apprécier les actes de l'autorité publique à condition que ce ne fût point occasion d'appels à l'illégalité ou à l'insurrection. Les calomnies contre l'honneur ou la probité des particuliers devaient être rigoureusement punies à moins que l'auteur du délit ne se porte « dénonciateur civil » et en cette qualité ne soit autorisé à faire la preuve par écrit de ses imputations.

Il soumettait deux projets aux cinq cents.

Le premier prorogeait pour trois mois l'article 35 de la loi de fructidor, qui serait abrogée par la promulgation de la nouvelle loi. Le second projet déterminait les dispositions applicables aux délits de presse, et en attribuait le jugement à un jury.

Mais les membres de la Commission ne tombaient pas d'accord sur la date de promulgation de la nouvelle loi que devait fixer l'article 2. La majorité, qui comptait Daunon, Lucien Bonaparte et Génissieux, tous trois membres de l'opposition constitutionnelle, était impatiente d'enlever au Directoire sa dictature policière, et désirait fixer un délai maximum de trois mois pour le vote de la nouvelle loi.

Cabanis et Andieux, de leur côté, demandaient la suppression de cet article 2 : « Si on admet cette mesure, s'écriait Cabanis, les journaux royalistes quitteront bientôt le masque qui les couvre, et certainement, dans l'état actuel des choses, comme le mécontentement est porté à un grand point, les journaux royalistes auront un grand succès ».

Enfin, l'article 2 fut rejeté et le texte suivant

adopté : « *L'article 35 de la loi du 19 fructidor continuera d'être exécuté jusqu'à la promulgation de la loi pénale qui sera rendue contre les délits de la presse sans que le terme pour cette loi puisse s'étendre au-delà d'une année* ».

Le 9 fructidor les Anciens approuvaient à leur tour cette prorogation.

Le Directoire conservait donc en mains cette loi du 19 fructidor, à laquelle il attachait une si grande importance, et qui plaçait la presse dans une situation véritablement révolutionnaire.

Une certaine lassitude commençait d'ailleurs à se manifester parmi les adversaires du gouvernement.

L'opposition constitutionnelle elle-même se rangeait au parti des directeurs. Lucien Bonaparte, dans ses *Mémoires*, nous explique les motifs de cette conversion politique : « On voulait mettre à l'ordre du jour la loi pénale proposée par la commission dont je faisais partie, afin de détruire la dictature de la police sur les journaux. J'avais pris à ce projet de loi une part active, mais comment se refuser à l'évidence ? Comment repousser la demande des directeurs ? Les feuilles royalistes et jacobines pouvaient-elles sans péril recommencer leurs diatribes contre le gouvernement, au milieu de la guerre et des insurrections de la Belgique ? Pour ma part, je crus devoir céder et je votai l'ajournement de notre projet de loi pénale. Les républiques anciennes, au moment d'un grand danger, ne se contentaient pas de mesures partielles de dictature : elles se résignaient à la dictature générale

« et absolue d'un seul homme: *Caveant consules, ne respublica detrimentum capiat!* Nous abandonnâmes au gouvernement jusqu'à la fin de l'année la censure des journaux ».

C'est donc parce qu'elle croyait proche le péril d'une réaction royaliste ou d'une révolution jacobine, que l'opposition constitutionnelle se résigna à approuver une mesure aussi contraire aux principes républicains.

Le Directoire profita de cette alliance passagère pour prendre aussitôt un arrêté en date du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798) complétant l'application de la loi du 19 fructidor. Chaque administration centrale de département devait dresser un état nominatif des individus domiciliés dans le département et condamnés à la déportation pour avoir participé à la confection des journaux désignés par cette loi. Ces états, transmis ensuite au ministre de la police générale, lui permettaient d'appliquer la loi de fructidor à ceux qui tentaient de s'y soustraire.

Certains députés provoquaient même le Directoire à de nouvelles mesures répressives, tel Poulain Grandpré qui en brumaire an VII proposait la confiscation générale des biens appartenant aux individus qui cherchaient à se soustraire à la déportation.

Quelques révoltes se produisaient pourtant dans les esprits. En prairial an VII (mai 99), Bertrand du Calvados demanda énergiquement, en vertu de la constitution, le rapport de la loi de censure.

« Le Directoire, raconte Lucien Bonaparte, se crut perdu si on lui enlevait sa dictature sur les feuilles

« périodiques. Il rassembla ce qui lui restait de courage
« pour se défendre sur ce terrain difficile ; le peu d'a-
« mis qui ne l'avaient pas abandonné se réunirent. Bail-
« leul publia un pamphlet fort adroit pour atténuer nos
« accusations. Enfin des deux côtés on soutint, pendant
« plusieurs séances, pour ou contre la liberté de la
« presse une lutte acharnée qui avait commencé dès les
« premiers jours du mois, et que nous avons vu se re-
« nouveler depuis vingt fois dans nos assemblées repré-
« sentatives ».

Le Directoire ne cherchait plus qu'à gagner du temps. Ses fidèles vinrent à nouveau, durant de longues séances, exposer quels périls ferait courir à l'Etat la liberté rendue à la presse. Tour à tour cette dernière fut accusée d'avoir amené les horreurs du gouvernement révolutionnaire, d'avoir été l'arme la plus terrible de la réaction, d'avoir soulevé les factions en vendémiaire comme en prairial.

Par contre lorsque « le 18 fructidor vint luire sur la France, les journaux furent assujettis et dès lors le calme a régné, les passions se sont calmées, il n'y a plus eu de secousses ni d'agitation » (Lecomte Puyraveau).

Ce tableau enchanteur était malheureusement loin d'être exact, mais il ne pouvait qu'impressionner en faveur de l'opinion directoriale les deux conseils dont la grande masse était d'opinions modérées, et craignait également la réalisation des deux éventualités dont on la menaçait.

Cependant Bouley de la Meurthe parvint à faire admettre la prompte discussion du projet Berlier. Ce der-

nier avait terminé son rapport dès le 22 prairial. Il s'inspirait des opinions adverses déjà émises à la Tribune et essayait de les concilier par des mesures qui tout en respectant la liberté de la presse si désirable, permettaient au gouvernement de réagir contre les attaques dont elle eût été l'instrument .

La lutte fut passionnée. Tour à tour Desnos, Mouret, Eschasseriaux, François de Nantes, Renault, Doutrepont, parlèrent en faveur du projet Berlier ; Creuzé La-touche et Lecomte Puyraveaux le combattirent avec non moins d'ardeur.

Le 28 prairial an VII (20 juin 1799) on votait en principe le rapport de l'article 35, mais les anciens renvoyaient finalement, le 20 prairial, le projet Berlier à une commission qui déposa son rapport le 24 messidor an VII (12 juillet 1799).

Les mêmes arguments et les mêmes réfutations continuèrent à s'échanger à la tribune des Anciens pendant les séances des 28 et 29 messidor, du 8 thermidor. Enfin le 4 thermidor le Conseil des anciens rejetait définitivement le projet de loi sur la liberté de la presse.

Ainsi qu'on le voit une sorte d'opposition semblait se dessiner entre les cinq cents et les anciens à ce sujet.

Pourtant le 6 thermidor Berlier faisait à nouveau rapporter par le conseil des cinq cents l'article 35, et enfin le 14 thermidor an VII, Garat faisait approuver cette décision par les Anciens.

De prorogations en prorogations cet article avait vu son application durer deux ans.

« Cette condescendance des Anciens , nous dit Lucien

« Bonaparte, s'explique par un désir de conciliation
« qui leur parut avantageux au bien public, et par leur
« espérance de discuter bientôt un nouveau projet de ré-
« pression. Mais leurs bonnes intentions n'empêchè-
« rent pas les maux que la licence de la presse produi-
« sit à cette époque. Dans plusieurs départements, à
« Bordeaux, à Lille, à Lorient, à Rouen, à Amiens, des
« troubles sérieux suivirent la suppression de la cen-
« sure ».

Ce que Lucien Bonaparte attribuait à la condescendance des Anciens tenait plutôt aux changements politiques causés par les élections de floréal an VII. De nombreux royalistes et beaucoup d'opposants constitutionnels avaient été élus. Dans le Directoire même, Sieyès remplaçait Rebwel. Les conseils, en opposition avec les Directeurs, obligeait Treilhard, la Reveillère et Merlin à démissionner pour les remplacer par Roger Ducos, Gohier et Mondeux. L'anarchie s'introduisait au sein du gouvernement et Sieyès pouvait dire à Gohier : « Nous voilà membres du gouvernement, mais
« il ne faut pas se dissimuler qu'il est menacé de sa
« chute prochaine ».

En attendant, aidé de Barras, il fait la guerre aux patriotes, les expulse des administrations publiques, ferme les clubs républicains.

La presse royaliste exulte, suivant l'expression d'un contemporain, « les journalistes pour vendre et débiter
« leurs pamphlets hebdomadaires ou journaliers, trem-
« paient leurs plumes du fiel le plus acerbe ». Les républicains se mettent à l'unisson. Le *Journal des hom-*

mes libres, notamment, se fait remarquer par sa violence ; il était l'organe de la « Société du Manège », héritière du club des Jacobins.

A l'instigation des Directeurs, les Anciens demandèrent des poursuites contre lui et par un message aux cinq cents, les engagèrent à une collaboration commune à une loi de répression. Le 7 thermidor an VII ceux-ci avaient déjà reçu du gouvernement une invitation à prendre des mesures contre les délits de presse. Voyant le conseil des cinq cents peu décidé à agir dans ce sens, et sûr de l'appui des Anciens, le Directoire recourut à un nouveau coup de force. Le 12 fructidor an VII, il prenait l'arrêté suivant :

« Le Directoire exécutif, vu la loi du 19 fructidor an V, qui frappe de déportation les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs et rédacteurs de journaux désignés par cette loi.

« Vu l'arrêté du Directoire exécutif en date du 3 frimaire an V, rendu par l'exécution de la loi du 19 brumaire dernier, concernant les individus frappés par les lois des 19 et 22 fructidor.

« Vu les tableaux formés par les administrations centrales des départements de la Seine, de la Seine-Inférieure, de la Dyle et du Rhône, en conformité de l'arrêté du Directoire exécutif du 3 frimaire an VII, des individus reconnus pour avoir coopéré à la rédaction ou pris part à l'entreprise des journaux désignés par la loi du 22 fructidor an V.

« Vu pareillement l'arrêté du 28 nivose an VII après

avoir entendu le rapport du ministre de la police générale, arrête ce qui suit :

« Article 1^{er}. Seront déportés comme propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs des journaux ci-après désignés, savoir... (suit une liste d'environ une quarantaine de noms).

« Art. 2. Le lieu de leur déportation est déterminé à l'île d'Oléron, aux termes de l'arrêté du 28 nivose an VII.

« Art. 3. Les individus dénommés en l'article 1^{er}, qui se seraient soustraits à la déportation, ou n'auraient pas fait leur déclaration dans le délai prévu par la loi du 19 brumaire dernier, seront portés sur la liste des émigrés, conformément à la même loi.

« Art. 4. Leurs biens seront séquestrés en exécution de la loi du 22 fructidor an VI.

« Art. 5. Le ministre de la police générale prendra de nouveaux renseignements pour découvrir les propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs des journaux suivants..., ainsi que tous autres individus frappés par les lois des 22 fructidor an V et 19 brumaire dernier, et omis dans le présent arrêté ».

Le 17 du même mois, l'arrêté était exécuté et les presses de onze journaux placées sous scellés.

Le même jour le Directoire, pour légitimer ces mesures, avait, en même temps qu'il adressait une « proclamation aux Français », envoyé un message aux deux conseils, message dans lequel il accusait à nouveau la presse des difficultés traversées par le pays, et faisait re-

tomber sur elle-même la cause des mesures prises à son égard.

« Le Directoire, disait-il en substance, trouve toujours la cause du mal dans la corruption de l'opinion publique, et cette altération funeste, cette corruption mortelle, c'est à l'abus de la liberté de la presse, c'est à la distribution perfide d'écrits empoisonnés, à la publication de maximes subversives de la liberté, de la propriété et du gouvernement qui les protège, c'est à la propagation des idées contre-révolutionnaires, aux prédictions des apôtres du royalisme qu'on doit l'attribuer... Que peut contre ce torrent dévastateur la faible digue qu'opposent les lois et les tribunaux. Les lois sont impuissantes et les tribunaux sans action... Dans cette position difficile le Directoire a cherché quelles résolutions lui étaient commandées par l'état de la patrie, quelles résolutions lui étaient permises par la loi. Il a cru trouver la règle de ses devoirs et la borne de son autorité dans l'article 35 de la constitution... ».

« Le Conseil des Anciens approuva pleinement cet acte de vigueur ».

Le Directoire en profita pour prendre coup sur coup les mesures qu'il croyait les plus propres à assurer l'exécution des lois déjà votées. En effet, le 3 frimaire an VII (23 novembre 98) il décrétait la formation de nouvelles listes de déportation et le moyen de les contrôler.

Jusqu'alors le Conseil des cinq cents avait eu vis-à-vis du gouvernement une attitude assez indépendante.

Le 2 brumaire an VI, Poullain Grandpré lui avait proposé de confisquer au profit de la République les biens des individus qui auraient quitté le lieu de leur déportation ou ne se seraient pas rendus d'eux-mêmes à Rochefort, leur port d'embarquement, dans un délai de deux mois.

Cette proposition ne fut pas adoptée.

A un an d'intervalle, le 14 brumaire an VII, Poullain Grandpré la renouvela, ce qui lui valut cette fière riposte de Ronchon : « Que diriez-vous, lui cria-t-il, du législateur qui dirait à un homme condamné à mort : Viens au pied de la guillotine, sinon je te ferai rouer ou écarteler ? Si la déportation n'est pas exécutée, on veut une autre peine, la confiscation substituée au séquestre, et voyez où cela vous conduit si la confiscation n'est pas exécutée : à prononcer une troisième peine qui sera sans doute la mort (1) ».

Malgré l'énergique opposition de quelques députés, la loi était adoptée le 19 brumaire par les cinq cents. Le même jour le conseil des Anciens recevait ce projet et le votait définitivement, à la presque unanimité. Voici le texte :

(1) Si la mesure proposée paraît injuste, elle pouvait cependant paraître légale. En effet la loi de fructidor prévoyait que le séquestre de leurs biens serait prononcé contre les individus ne se rendant pas au lieu de leur déportation. Mais le séquestre est une mesure toute provisoire qui ne dure qu'autant que les circonstances l'ayant motivé l'exigent ; la confiscation et l'attribution des biens sont au contraire définitives.

Le Directoire eût dû se rappeler que Condorcet avait écrit dans son projet de constitution : « les peines prononcées par mesure « de salut public ne s'étendent jamais au-delà de six mois. »

« Article 1^{er}. Les biens des individus qui auront quitté les lieux où ils auront été déportés seront confisqués au profit de la République.

« Art. 2. Les individus qui rentreront en France seront déportés de nouveau dans le lieu désigné par le Directoire exécutif. Ils y seront reclus à perpétuité.

« Art. 3. Les biens des individus qui se seront soustraits à la déportation prononcée contre eux seront également confisqués si dans les deux mois de la publication des présentes ou de l'arrêté qui prononcera la déportation ils ne se retirent devant l'administration municipale de Rochefort pour y recevoir l'indication d'une prison dans laquelle ils se constitueront, jusqu'à ce que leur déportation soit effectuée ».

Ainsi le Directoire forçait ses victimes à exécuter contre elles-mêmes cette terrible loi dont il les frappait. Ce n'était plus les journalistes seulement que ces mesures atteignaient, mais encore leur famille, leurs enfants qu'on jetait à la porte de chez eux, à qui on enlevait leurs ressources les plus nécessaires.

Le conseil des cinq cents qui, le dernier, avait lutté en faveur de la liberté de la presse, et où la lecture du message directorial du 17 fructidor avait soulevé une véritable tempête, votait sans résistance les lois proposées par le gouvernement.

Le projet Berlier, depuis si longtemps renvoyé à une commission, ne devait pas subir la discussion publique.

Le 21 fructidor on votait à nouveau son ajournement.

Cette journée du 17 fructidor an VII, où furent encore supprimés onze journaux et arrêtés une quarantaine de

journalistes, était presque le jour anniversaire du coup d'Etat. Elle en présageait d'autres où devait succomber à son tour le Directoire, au nom du salut national.

Le Consulat n'eut pas à tuer la presse : il la trouva agonisante, et ne fit que lui donner le dernier coup.

Dès le 17 janvier 1800 le nombre des feuilles politiques sera réduit à treize ; la création de tout nouveau journal sera sévèrement prohibée ; la constitution elle même garde le silence sur les droits de la presse.

Suivant l'expression de Thiers « cette mesure qui paraîtrait si extraordinaire aujourd'hui, fut accueillie sans murmure et sans étonnement, parce que les choses n'ont de valeur que par l'esprit qui règne ».

Et qu'il nous soit permis de terminer ce rapide aperçu historique de la presse sous la Révolution par une citation de Jules Janin qui en dégage la philosophie de cette crise :

« La liberté de la presse s'était dévorée par ses propres excès... La presse, cette toute-puissance qui a besoin d'être si respectable et si sage, s'était si fort vautrée dans le barbarisme et la fange, elle s'était tellement attaquée à toutes les personnes, et à tous les devoirs qu'il n'y eut pas une seule réclamation quand le premier consul l'écrasa du talon de sa botte... ».

VU :

Le Président de la thèse,
E. CHAVEGRIN.

VU :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
V. BONHARIC.

TABLE DES MATIERES

La Presse à la veille de la Révolution	1
De l'ouverture des Etats Généraux au 10 Août 1792, Chute de l'Ancien Régime	8
Du 10 Août au 9 Thermidor. La Terreur	55
Du 9 Thermidor An III, au 4 Brumaire An IV (26 Oc- tobre 1793). Terme de la Convention	77
Le Directoire. La lutte contre la Presse.	97

